

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

---

De l'Indivisibilité  
de la  
**PROPRIÉTÉ ET DE LA GÉRANCE**  
dans les  
**Officines Pharmaceutiques**

---

**Contribution à l'Etude du Standard juridique**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*présentée et soutenue le vendredi 24 juin 1927 à 10 heures*

PAR

**André SCHNEIDER**

---

|                              |                                    |
|------------------------------|------------------------------------|
| <i>Président . . . . .</i>   | MM. RENARD, professeur.            |
| <i>Suffragants . . . . .</i> | GÉNY, professeur, doyen honoraire, |
|                              | BRUNTZ, doyen de la Faculté de     |
|                              | Pharmacie.                         |

---

SOCIÉTÉ ANONYME  
du  
**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

Léon TENIN, Directeur de la Librairie



## ERRATA

---

P. 7, 2<sup>e</sup> alinéa, ligne 3, *au lieu de*: loi des 2-17 mars, *lire*: loi des 14-17 avril.

P. 9, note bibliographique, dernière ligne, *au lieu de*: dont le tableau ci-joint, *lire*: dont un tableau figurant en fin du volume.

P. 50, ligne 11, *au lieu de*: *volonté* formelle, *lire*: *volonté* formulée.

P. 60, dernière ligne, *au lieu de*: manier l'adaptation, *lire*: nuancer l'adaptation.

P. 61, ligne 3, *au lieu de*: opportunités à venir, *lire*: opportunités.

P. 78, en note, ligne 14, *au lieu de*: d'être réputée, *lire*: être réputée.

P. 87, ligne 1, *au lieu de*: solution, *lire*: doctrine.

P. 87, ligne 1, note 1, *au lieu de*: admet la validité, *lire*: admet, mais à titre d'exception au principe, la validité.

P. 87, note 2, *au lieu de*: 80, *lire*: 82.

P. 97, note 1, à partir de la ligne 9, *lire comme suit*: Toutefois, un jugement du trib. de comm. de la Seine, du 26 février 1925, cité au *Recueil de Jurisprudence générale et législation de la Médecine-Pharmacie*, janvier-avril 1925, interdit au titulaire apparent d'une officine de se dérober à l'exécution de ses engagements envers une société de publicité en la renvoyant au propriétaire dont il justifie n'être que le prête-nom.

P. 100, note 1, 2<sup>e</sup> al., ligne 3, *au lieu de*: la plus grande rigueur est de circonstance: « Si... etc... », *lire*: la plus grande rigueur est de circonstance: la Cour suprême admet qu'en cas de nécessité la clé de l'armoire aux poisons soit confiée à l'élève, qu'il pourra préparer sans attendre le retour de son patron, un médicament à base de substances vénéneuses. Cf. en ce sens Cass. 25 nov. 1909. S. 1911. 1. 70.

P. 108, note 3, ligne 4, *au lieu de*: produits pharmaceutiques, *lire*: produits photographiques.

P. 121, dernière ligne, *au lieu de*: s'occuper, *lire*: occuper.

P. 125, ligne 14, *au lieu de*: *produxit*; *lir* *producit*.

P. 132, § I, La Séparation de Biens, *au lieu de*: ligne 8, *droit* pharmaceutique, *lire*: droit civil.

P. 135, ligne 6, *au lieu de*: officier ministériel, *lire*: officine pharmaceutique.

P. 136, ligne 1, *au lieu de*: se marier sous le régime de la séparation de bien, *lire*: se marier que sous le régime de la séparation de biens.

P. 143, ligne 1, *au lieu de*: le régime semble tout à fait inacceptable, *lire*: ce régime convient parfaitement au pharmacien, mais semble par contre inacceptable lorsqu'il s'agit de la pharmacienne.

P. 145, lignes 5-6, *au lieu de*: seraient opposables, *lire*: seraient inopposables.

P. 147, note 1, ajouter, et le jugement du Tribunal de la Seine, rapporté en sous-note.

P. 160, note 1, ligne 4, *au lieu de*: néanmoins, *lire*: en effet.

Ligne 7, *au lieu de*: cette décision, *lire*: toutefois cette décision.

P. 173, note 1, *lire*: nous n'envisageons pas dans cette section la société à responsabilité limitée entre pharmaciens.

---



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

---

De l'Indivisibilité  
de la  
**PROPRIÉTÉ ET DE LA GÉRANCE**  
dans les  
**Officines Pharmaceutiques**

---

**Contribution à l'Etude du Standard juridique**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*présentée et soutenue le vendredi 24 juin 1927 à 10 heures*

PAR

**André SCHNEIDER**

---

|                       |                                           |
|-----------------------|-------------------------------------------|
| Président . . . . .   | MM. RENARD, professeur.                   |
| Suffragants . . . . . | GÉNY, professeur, doyen honoraire.        |
|                       | BRUNTZ, doyen de la Faculté de Pharmacie. |

---

SOCIÉTÉ ANONYME  
du  
**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>  
Léon TENIN, Directeur de la Librairie

## FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

---

*Doyen* : M. MICHON (☞ I).

*Doyen honoraire* : M. GÉNY (✱, ☞ I).

*Professeurs honoraires* : MM. MAY (✱, ☞ I);

BOURCART (O ✱, ☞ I).

CARRÉ DE MALBERG (✱, ☞ I),

ROLLAND (☞ I).

MOREL (☞ I).

MM. GÉNY (✱, ☞ I), professeur de Droit civil.

MICHON (☞ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (☞ I), professeur d'économie politique.

SENN (☞, ☞ I), professeur de Droit romain.

RENARD (☞ I), professeur de Droit public.

HENRY (☞ A), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☞ A), professeur d'économie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit le Lille.

KRÖLL (☞ 1), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☞ A), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (☞ ☞ A), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☞ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (☞), agrégé, chargé des cours de Droit administratif (2<sup>e</sup> année) et de législation financière.

VOIRIN (☞), agrégé, chargé des cours de Droit civil civil (1<sup>re</sup> année) et de Droit civil (capacité).

P. R. DUVAL, docteur en droit, chargé des cours d'économie politique (1<sup>re</sup> année) et doctorat.

MÉLIN (☞ I), docteur en Droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND (☞ I), secrétaire.

---

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières des candidats.*



## INTRODUCTION

---

Les travaux récents de la doctrine tendent à reviser les conceptions fondamentales de la science du droit (1).

Parmi les dogmes juridiques qui s'en vont, il faut mentionner le cloisonnement des disciplines juridiques en compartiments imperméables.

L'esprit humain est contraint, par sa faiblesse, à limiter le champ de ses investigations et à circonscrire le domaine de ses recherches. Il se cantonne dans l'étude d'une seule branche de la science, et même la subdivise en compartiments de plus en plus resserrés.

Or, cette fragmentation des objectifs de la connaissance n'est qu'un procédé technique purement utilitaire.

Malheureusement ce qui n'est que fiction a été pris fréquemment pour une réalité.

Le droit ne se compose pas de disciplines étrangères les unes aux autres : droit civil, droit pénal, droit public, etc...

Le droit forme un tout, mais les nécessités pratiques ont amené les jurisconsultes à le découper en morceaux, et à prêter à chacun d'eux une indépendance illusoire. Par bonheur, l'expérience des affaires découvre maints carrefours où se croisent toutes les avenues particulières de la science juridique. Celle-ci est ainsi ramenée à la

---

(1) En ce sens, G. MORIN, *La Loi et le contrat*. Paris, Alcan, 1927.

réalité; elle se remembre; elle reprend conscience de son unité.

Une autre illusion qui s'en va, est celle de l'hégémonie absolue des principes abstraits sur la matière mouvante de la vie sociale.

Le droit n'est pas un appareil de logique formelle, un monument de rhétorique.

Certes, les principes abstraits ont l'avantage de guider l'interprète et de l'aider à résoudre les problèmes variés que soulèvent les rapports des hommes entre eux. Mais les circonstances diverses, auxquelles s'appliquent ces idées générales, produisent à leur tour des réactions dues aux différences de milieu.

Ici encore, le mouvement moderne de la science du droit est marqué par un retour au réalisme. La pratique oblige la doctrine à s'assouplir, à s'adapter. C'est la revanche du concret, car le concret seul est vécu.

De ces vues, nous allons trouver une illustration dans l'application des règles du droit civil à l'une des branches d'activité scientifique les plus importantes pour la vie sociale : la pharmacie.

Le pharmacien concourt, avec le médecin, à l'administration de la santé publique. Ses rapports avec le médecin, avec ses clients, avec ses confrères, avec sa famille, relèvent des principes généraux du droit civil et du droit commercial. Ils relèvent encore de ceux du droit administratif par l'inspection à laquelle le pharmacien est assujéti, et par la collaboration qu'il fournit aux services de l'hygiène et de l'assistance publiques. Mais telle est la spécialité de l'art de Galien que des réactions importantes sont à prévoir sur les normes du droit com-

mun : en France surtout où la pharmacie n'est ni un commerce « comme les autres », ni une fonction publique comme les offices ministériels, ni une profession libérale, mais occupe une position tout à fait singulière, dont la charte est encore constituée par de vieux textes, que la jurisprudence et la doctrine doivent approprier tant bien que mal aux bouleversements économiques et scientifiques survenus depuis lors dans la profession.

L'importance sociale des attributions du pharmacien impose de graves restrictions à la liberté qui est l'assise première de la vie professionnelle (loi des 2-17 mars 1791).

Il ne saurait être permis, à quiconque, de débiter des médicaments; il a fallu exiger des études et des diplômes. Il ne convient pas moins d'exiger de hautes garanties d'honorabilité; mais celles-ci relèvent plutôt de la déontologie que du droit : un pharmacien sans scrupule a toutes facilités pour s'enrichir, par la fraude à toutes les lois civiles et morales.

Notre pratique judiciaire a estimé qu'il fallait aller plus loin encore, et à l'interdiction du libre exercice de la profession pharmaceutique, elle a ajouté une restriction à la libre disposition de la propriété.

D'après elle, il n'est pas permis à quiconque de posséder une officine, alors même que ce serait pour la faire exploiter par un technicien diplômé. L'officine n'est pas hors du commerce; mais elle ne peut être librement aliénée. Il n'est pas possible d'acheter une pharmacie à titre de placement, comme on achète un immeuble de rapport ou tout autre fonds de commerce; on ne peut l'acheter que pour l'exploiter soi-même; et pour l'exploiter, il faut avoir le diplôme de pharmacien.

Cette interdiction se résout en une règle que formule depuis 1860 environ la jurisprudence : « Nul ne peut exploiter une officine s'il n'en n'est en même temps le propriétaire... »

Les deux éléments propriété et gestion d'une officine de pharmacie sont inséparables. Ce principe entraîne de sérieuses conséquences; il mérite d'être soigneusement étudié; c'est ce que nous nous proposons de faire dans les pages qui vont suivre.

Nous avons à envisager ici une restriction grave au principe général de liberté des conventions : c'est l'aspect théorique de la discussion.

Et voici l'aspect pratique : la nécessité de la réunion des deux éléments, propriété et gestion, en la même personne, semble faire obstacle à toute une série de conventions avantageuses. Ainsi, comment avec une telle règle, que la jurisprudence n'a pu établir que pour des motifs impérieux, pourra-t-on constituer des sociétés en matière de pharmacie? Par ailleurs, quelles difficultés n'entraînera-t-elle pas lors du mariage du pharmacien s'il n'épouse pas une pharmacienne, ou de la pharmacienne si elle n'épouse pas un pharmacien? L'officine tombe-t-elle en communauté? voilà la propriété séparée de la gérance.

En présence de situations si diverses, comment faut-il concevoir le principe jurisprudentiel de l'indivisibilité? Nous trouvons-nous en présence d'une règle rigide? Le juge devra-t-il l'appliquer brutalement? Ne faut-il pas envisager plutôt le principe de l'indivisibilité comme une « directive » souple et comme un « standard juridique » (1).

---

(1) Des études récentes ont mis en lumière la notion de « stan-

Si nous considérons le « sens » de la règle, sa « raison », nous pourrions éviter — croyons-nous — les rigueurs, souvent reprochées à la jurisprudence. Le standard ou critère ainsi découvert sera une ligne de conduite qui s'adaptera aux nécessités de la pratique...

Ce sont là autant de questions que nous aurons à examiner dans les chapitres qui vont suivre (2).

*dard* » que nous signalons simplement ici. Voir sur tout ce sujet l'introduction du livre d'Al Sanhoury : Les restrictions contractuelles à la liberté individuelle de travail dans la jurisprudence anglaise. Contribution à l'étude comparative de la règle de droit et du standard juridique, T. 10 de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon, Giard, 1925.

(2) Nous indiquons ici les sources de ce travail, ainsi que les ouvrages auxquels nous nous sommes le plus fréquemment référés. Ce sont :

A. — *Des ouvrages généraux :*

a) De philosophie du droit :

FR. GÉNY. — *Méthode d'Interprétation et Sources en droit privé positif*, 2<sup>e</sup> édit.

Science et Technique en droit privé positif (T. 3 et 4).

M. HAURIOU. — *Police juridique et fond du droit* : article de la Revue trimestrielle de droit civil, 1926, p. 265 à 312.

G. RENARD. — *Le Droit, la Logique, le Bon Sens*, Conférences d'introduction philosophique à l'étude du droit, 2<sup>e</sup> série, 1925.  
— *Le Droit, l'Ordre, la Raison*, 3<sup>e</sup> série de conférences, 1927.

AL. SANHOURY. — *Les restrictions contractuelles à la liberté individuelle de travail*, dans la jurisprudence anglaise, Giard, 1925; spécialement l'introduction, p. 1 à 75.

b) De droit civil et commercial :

Les ouvrages habituellement consultés.

c) Les Recueils ordinaires de jurisprudence; des revues juridiques (*voir le tableau d'abréviations en fin du volume*).

B. — *Des ouvrages spéciaux :*

a) *Des ouvrages de doctrine :*

BRIAND et CHAUDÉ. — *Manuel de Médecine légale*, 10<sup>e</sup> édit., 1880, T. 2.

DUBRAC. — *Traité de Jurisprudence médicale et pharmaceutique*, 1882.

E. H. PERREAU. — *Législation et Jurisprudence pharmaceutiques; Questions d'actualité*. 1920.

G. RENARD. — *Le Droit de la Profession pharmaceutique*, 1924. — WEIL. — *Exercice illégal de la Médecine et de la Pharmacie*, édit. de 1886.

b) *Des Revues de Pharmacie,*

dont le tableau ci-joint donne les abréviations employées au cours du mémoire.

Nous les étudierons conformément au plan suivant :

PREMIÈRE PARTIE.

*Explication historique et rationnelle de la règle.*

Chapitre I. — La règle devant l'histoire.

Chapitre II. — Formation de la règle de l'indivisibilité. — Son entrée dans la jurisprudence. — Son maintien depuis lors.

Chapitre III. — Explication rationnelle de la règle : son fondement; son caractère. — Théorie générale du *standard juridique*. — Son application à la législation pharmaceutique et à la règle de l'indivisibilité.

DEUXIÈME PARTIE.

*Applications pratiques de la règle de l'indivisibilité.*

TITRE I.

*Etude générale de ces applications.*

Chapitre I. — Les applications : L'acquisition des officines; leur exploitation. — Le remplacement du pharmacien; le cumul.

Chapitre II. — Les exceptions : Le privilège de la veuve et des héritiers; les pharmacies hospitalières.

Appendice. — Sanctions de la règle de l'indivisibilité.

TITRE II.

*Etude spéciale de quelques applications pratiques.*

Chapitre I. — Le contrat de mariage du pharmacien.

Chapitre II. — La faillite du pharmacien.

Chapitre III. — Les sociétés pharmaceutiques :

Les sociétés du Code de commerce. — Les sociétés à responsabilité limitée. — Les pharmacies mutualistes et coopératives.

CONCLUSION.

---



PREMIÈRE PARTIE  
EXPLICATION HISTORIQUE  
ET RATIONNELLE  
DU PRINCIPE DE L'INDIVISIBILITÉ



## CHAPITRE PREMIER.

# LA RÈGLE DEVANT L'HISTOIRE

---

### SECTION PREMIÈRE. — APERÇU SUR LA LÉGISLATION PHARMACEUTIQUE.

La liberté commerciale est, en France, la règle de droit commun depuis la Révolution. Mais cette règle souffre des restrictions importantes.

Toutes les professions, en effet, ne jouissent pas également de cette liberté; certaines, en tous temps, se sont vu imposer des limitations, très rigoureuses parfois; la pharmacie compte au nombre des entreprises qui ont, à toute époque, attiré l'attention des pouvoirs publics.

La chose d'ailleurs est explicable : le pharmacien, l'apothicaire de jadis, est, avec le médecin, le gardien de la santé publique. Pour la sauvegarde de celle-ci, la pharmacie a été réglementée de bonne heure en France, du moins dans la Capitale. Philippe VII (déclar. du 22 mai 1336) et plus tard Charles VII (édit de 1514) s'occupèrent déjà de l'apothicairerie. Louis XIII, en 1636, posa sérieusement les bases de la police de la pharmacie. Enfin, le dernier document législatif d'avant la Révolution en cette matière, la déclaration du roi du 25 avril 1777, établit la démarcation entre la pharmacie et l'épicerie; c'est la véritable charte de la pharmacie sous l'an-

cien régime : au cours de nos études, nous aurons toujours à l'associer à la législation ultérieure, qui en a maintenu les principes à la base du statut de la pharmacie.

Durant la période intermédiaire, un progrès est accompli : la loi du 21 germinal an XI organise l'enseignement de la pharmacie; c'est le premier document qui concerne toute la France : jusque-là on n'avait songé qu'à Paris; en province, on suivait des usages variables d'un « pays » à l'autre; toutefois les règlements parisiens étaient appliqués dans les régions où ils avaient reçu publication.

La loi de l'an XI est appelée souvent, à juste titre d'ailleurs, la loi organique de la pharmacie (1); ce terme est spécialement bien appliqué en cette matière, à laquelle le législateur moderne, pourtant si fécond, n'a pas jugé expédient, jusqu'ici, d'apporter une réforme réclamée et attendue depuis plus d'un siècle...

C'est à ces textes — et avant tous autres à la déclaration du roi du 25 avril 1777, et à la loi du 21 germinal an XI — que la jurisprudence rattache le principe de la réunion obligatoire de la propriété et de la gérance.

Ne faudrait-il même pas s'en tenir au second; n'y a-t-il pas lieu de considérer comme abrogée la déclaration de 1777? L'opinion unanime est faite en sens contraire.

---

(1) Cette appellation n'est pas spéciale à la matière. V. dans ce même ordre d'idées la loi du 19 ventôse an xi, en matière de médecine, dont la loi en question n'a été dans la pensée des auteurs qu'un complément (cf. DUBRAC. Traité de jurisprudence médicale et pharmaceutique, 1882, p. 351); et aussi la célèbre loi de ventôse sur le notariat, et bien d'autres que l'on pourrait spécialement dénommer « lois cadres »... — Sur la différence des lois dites organiques et des lois ordinaires, v. sous C. E. 25 novembre 1921. D. 22.3.25, note Trotabas, (loi organique de la magistrature).

Nous reprendrons plus loin ce débat; nous n'indiquons la controverse que pour mémoire.

Ces notions historiques très sommaires étant données, est-il bien vrai que nous trouvions dans les textes sus-énoncés une disposition qui permette de dire que nul ne peut exercer la pharmacie, s'il n'est tout à la fois diplômé et propriétaire de l'officine? C'est discutable.

Quoi qu'il en soit, telle est l'opinion adoptée aujourd'hui définitivement en jurisprudence; et dans tous les arrêts — ils sont nombreux — la Cour de Cassation l'appuie invariablement sur la loi du 21 germinal an XI, et généralement aussi sur les dispositions, d'ailleurs plus explicites, de la déclaration du roi du 25 avril 1777.

Voici, brièvement résumés, les arguments tirés de ces différents textes. On invoque tout d'abord l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI, libellé en ces termes : « Nul ne pourra obtenir de patente pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une pharmacie, préparer, vendre ou débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues jusqu'à ce jour par la loi... »

Lorsqu'un pharmacien n'est pas propriétaire de l'officine, qu'il n'y figure que comme prête-nom, avec les fonctions de gérant, même exercées sérieusement, peut-on dire que c'est lui qui tient « l'officine ouverte » ; n'est-ce pas plutôt le propriétaire, par conséquent la loi est-elle observée?

L'on complète, et l'on renforce l'argument précédent tiré de la loi de germinal, en invoquant les articles 1 et 2 de la déclaration du roi de 1777 : la règle de l'indivisibilité y semble bien plus solidement assise; l'article 1<sup>er</sup> porte en effet : « Les maîtres apothicaires de Paris et ceux qui, sous le titre de privilégiés, exerçaient la pharmacie dans ladite ville et les faubourgs seront et demeurent

reront réunis pour ne former à l'avenir qu'une seule et même corporation sous la dénomination de collège de pharmacie, et pourront seuls avoir laboratoire et officine ouverte... »

L'article 2 vient encore accentuer : « Lesdits privilégiés ne pourront se qualifier de maîtres en pharmacie, et avoir laboratoire et officine à Paris que tant qu'ils posséderont et exerceront personnellement leurs charges; toute location et cession de privilège étant et demeurant interdite à l'avenir sous quelque titre et prétexte que ce soit. » (1)

A ces textes, l'on ajoute encore quelquefois l'article 19 des patentes de 1780, servant de statuts pour le collège de la pharmacie, où il est dit : « Aucun des maîtres composant le collège de pharmacie ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, avoir société ouverte qu'avec les maîtres de ladite profession. »

L'une des questions à débattre sera de savoir si, oui ou non, les dispositions de la déclaration de 1777 ont été abrogées par la législation postérieure et spécialement par la loi de germinal an XI; au cas d'abrogation de cette déclaration, le crédit de la règle de l'indivisibilité se trouverait sérieusement ébranlé.

Ce qu'il faut dès maintenant remarquer, c'est que, sans avoir jamais admis cette abrogation, et sans apercevoir dans la déclaration et dans la loi de germinal l'interdiction qu'elle y a découverte depuis lors, la jurisprudence a longtemps reconnu au non diplômé le droit d'être propriétaire de l'officine, à charge de mettre à la

---

(1) Voir ces textes dans le *Code de la Médecine et de la Pharmacie* que le professeur PERREAU vient de publier à la librairie du Recueil Sirey (1926), ou au *Répertoire* Dalloz, à l'article « Médecine-Pharmacie », T. 31, p. 562 et suiv.; cf. WEIL, *Exercice illégal de la Médecine et de la Pharmacie*, édit. de 1886, p. 127 et suiv.

tête de l'exploitation comme gérant ou associé un pharmacien diplômé, dont la gestion soit sérieuse et effective.

Nous consacrerons la deuxième section de ce chapitre à l'étude de cette première jurisprudence, qui, bien que délaissée aujourd'hui, garde néanmoins pour l'étude de notre sujet un grand intérêt, et nous aidera à fixer la portée de la réaction survenue.

## SECTION II. — ETUDE DE L'ANCIENNE JURISPRUDENCE.

Au début du siècle dernier, la jurisprudence, touchant la gérance des pharmacies, était loin de la solution rigoureuse adoptée par tous les tribunaux, à la suite des décisions de la Cour suprême qui ont posé la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance et que nous analyserons par le menu ci-dessous.

Demandons-nous, présentement, quelles étaient les solutions adoptées en notre matière par l'ancienne jurisprudence.

Elles se résument en cette formule : elle reconnaissait le droit pour un individu non pharmacien d'être propriétaire d'une pharmacie, à la condition de placer à sa tête un pharmacien légalement reçu, et, comme corollaire, le droit, pour un pharmacien, de posséder deux officines, situation qui l'oblige pratiquement à confier la gérance de la seconde à un préposé.

C'est l'opinion diamétralement opposée à celle admise aujourd'hui par les tribunaux.

Pour faire mieux comprendre l'importance de l'évolution jurisprudentielle, nous étudierons, en détail, quelques-unes des décisions-types qui constituaient cette jurisprudence première.

Mais auparavant, pour l'intelligence de la question, il convient de remarquer, avec MM. Briand et Chaudé, dans leur traité de médecine légale (1), que le revirement n'a pas été total.

La jurisprudence est restée constante sur un point capital.

Si elle admettait jadis la séparation de la propriété et de la gérance en matière de pharmacie, et décidait « qu'il était loisible à un individu non pharmacien d'être propriétaire d'une pharmacie, à la tête de laquelle il placerait un pharmacien, soit comme gérant à appointements fixes, soit comme associé responsable », elle n'a jamais envisagé qu'une gérance réelle et permanente; ce doit être le pharmacien légalement reçu qui effectivement surveille et administre lui-même : il ne doit pas seulement servir de prête-nom au propriétaire de la pharmacie.

Par conséquent, sous le régime de l'ancienne jurisprudence, dans tout litige sur la question des gérances de pharmacie, il y avait lieu à une appréciation des faits, préjudicielle à la question de droit. Et, c'est ce qui explique la diversité des solutions données par les arrêts durant cette première période.

Le contrat de gérance était tenu pour licite ou illicite suivant le caractère plus ou moins effectif de la gérance en fait.

Cette position primitive mérite d'être examinée de près, parce qu'elle éclaire la portée de la transformation survenue depuis lors. La règle de l'indivisibilité semble, en effet, apparaître déjà, dans certains arrêts de l'époque; mais ce n'est qu'une apparence : ce qui motive la

---

(1) BRIAND et CHAUDÉ, *Manuel de Médecine légale*, 10<sup>e</sup> édit., 1880, T. 2., p. 657.

censure des tribunaux, dans ces espèces, ce n'est pas la gérance, c'est une gérance irréaliste, illusoire, fictive.

MM. Briand et Chaudé (1) citent deux séries d'exemples qui font bien comprendre la ligne de conduite adoptée alors.

Voici d'abord le cas du propriétaire d'une officine, qui n'est pas diplômé. Les dispositions fondamentales de la législation pharmaceutique ne lui permettent pas de tenir lui-même l'officine qu'il possède. Pour éluder la loi, il s'entend avec un pharmacien, le place normalement à la tête de l'établissement, mais en réalité, il continue lui-même à s'occuper, tant de la partie technique, que de la partie commerciale de l'affaire. Une telle gérance n'est *ni réelle, ni sérieuse*; et la Cour de Paris condamne très logiquement, en décidant « qu'il y a exercice illégal de la pharmacie, encore qu'on ait placé un pharmacien à la tête de l'établissement, s'il est constant que le pharmacien n'est qu'un prête-nom, que la pharmacie, pas plus que les étiquettes, ne portent son nom, que c'est le prévenu qui achète, prépare et vend; que, dans de pareilles circonstances, celui qui a prêté ainsi son nom s'est rendu coupable de complicité du délit d'exercice illégal » (2).

Voici maintenant le cas d'une gérance *sérieuse et réelle*. Pour résumer la jurisprudence qui s'y rapporte, contentons-nous de quelques décisions typiques.

Tout d'abord, la Cour de Paris décida le 19 août 1830 qu'un individu non pharmacien pouvait être propriétaire d'une pharmacie dans laquelle il placerait, soit comme associé responsable, soit comme gérant, un pharmacien

---

(1) BRIAND et CHAUDÉ, op. cit., p. 658.

(2) Paris, 18 sept. 1851, confirmant T. Seine, 16 avril 1851, D. 54. 2.192.

légalement reçu. Il s'agissait d'un droguiste, vendant chez lui des préparations pharmaceutiques; à la faveur d'une association avec un pharmacien diplômé, les ventes avaient lieu tant au nom du pharmacien qu'au nom du droguiste; d'autre part, le pharmacien touchait une somme fixe à titre d'appointement. Le tribunal correctionnel avait condamné le droguiste à 500 francs d'amende, mais la Cour de Paris, sanctionnant la règle de la divisibilité de la propriété et de la gérance, réforma le jugement du tribunal correctionnel, par arrêt du 19 août 1830 (1).

La Cour de Rouen, dans un arrêt du 31 mars 1838, déclarait elle aussi, « que dans la cession d'une pharmacie à celui qui n'a pas rempli les conditions légales d'admission, la clause, par laquelle le cédant s'engage à fournir au cessionnaire, pour gérant, un pharmacien légalement reçu, n'a rien d'illicite. » (2)

Dans des circonstances analogues, la Cour de Bourges le 2 mai 1844 admit la même solution (3). Il s'agissait d'un pharmacien qui avait vendu son officine à son élève; le pharmacien s'engageait à gérer la pharmacie jusqu'au jour où ce dernier aurait obtenu son diplôme; et, partant, le pharmacien restait responsable; mais l'élève vint à demander la nullité de la vente. La Cour de Bourges rejeta cette demande en des termes qui sont à retenir : « Considérant qu'une pharmacie se compose de deux choses : 1° le matériel, c'est-à-dire les drogues et les médicaments, les ustensiles de fabrication et le mobilier; 2° le droit d'exercer la profession; que la première partie est commerciale, et peut être vendue à un

---

(1) V. BRIAND et CHAUDÉ, op. cit., p. 659.

(2) V. BRIAND et CHAUDÉ, op. cit., p. 662.

(3) BOURGES, 2 mai 1844, S. 45.2.604.

élève en pharmacie, même avant l'époque où, d'après son âge et son degré d'instruction, il peut espérer d'obtenir son diplôme; que la deuxième partie n'est pas susceptible de vente et n'a pas été vendue... »

La Cour de Paris jugeait de même le 31 juillet 1851, à propos de la pharmacie dite « du Progrès ». L'officine appartenait à deux propriétaires non diplômés; mais ceux-ci avaient pris tour à tour pour gérants deux pharmaciens brevetés, auxquels ils assuraient un traitement fixe, quel que fût le résultat de leur gestion. Le tribunal correctionnel de la Seine, cette fois encore, avait condamné les deux propriétaires pour exercice illégal de la pharmacie, prétendant qu'en réalité les deux pharmaciens « n'avaient été que des commis et des salariés des propriétaires, que ceux-ci étaient les véritables pharmaciens puisqu'ils achetaient, que les ventes avaient lieu dans leur seul intérêt, et qu'eux seuls profitaient de ces bénéfices ». Mais la Cour réforma cette décision, « considérant en droit, qu'aucune loi ne prescrit la réunion dans les mêmes mains de la propriété du diplôme et du fonds de pharmacie, et que, par suite, le propriétaire d'une pharmacie peut faire gérer sa propre officine par un titulaire pharmacien, pourvu que le gérant la dirige *sérieusement et réellement*. » (1)

Toujours dans le même sens, la Cour de Paris décida le 27 décembre 1853 et le 15 février 1859 : « Les lois sur la pharmacie, qui prescrivent la gestion de toute pharmacie par un pharmacien muni de diplôme, n'exigent pas que la propriété et la gestion soient réunies dans les mêmes mains. » (2)

Enfin, la Cour de Lyon, le 22 mai 1861, rendait un

---

(1) S. 1851, 2, 807.

(2) S. 1855. 2. 105 et D. 1859. 5. 31.

arrêt dans des termes voisins, et décidait que l'établissement d'une pharmacie par un individu muni d'un diplôme et un tiers, un droguiste, qui s'engage à fournir le local, le matériel et les drogues simples nécessaires au service de cette pharmacie, moyennant une part dans les bénéfices, est licite, alors que l'associé pourvu du diplôme doit gérer lui-même la pharmacie sous son propre nom », et plus loin « ce qui intéresse la santé publique, c'est que les manipulations pharmaceutiques soient faites suivant les règles de l'art, par des mains compétentes; il lui importe peu que le matériel qui sert aux manipulations, ou les bénéfices qui en résultent, appartiennent à la même personne » (1).

Ainsi que la jurisprudence, le Gouvernement reconnaissait à cette époque la licéité des gérances de pharmacie. On cite très souvent le cas d'un étranger, non pharmacien, qui, possédant une officine en France, sollicita du ministre du commerce l'autorisation d'y placer un gérant, muni du diplôme de pharmacien, et auquel le ministre répondit : « Une autorisation particulière ne vous est pas nécessaire à cet effet, car vous ne demandez en cela rien qui ne soit conforme à la loi. » (2)

Quant à la doctrine, dans cette première moitié du siècle dernier, pas plus que la jurisprudence elle n'a jamais hésité à se prononcer pour l'illégalité de la convention de prête-nom; aussi contraire à la loi qu'à l'intérêt de la santé publique, cette convention aurait eu pour résultat l'exercice de la pharmacie par un non diplômé, le prête-nom se bornant à couvrir de son diplôme une pratique manifestement illicite.

---

(1) Lyon, 22 mai 1861, S. 62. 2. 39.

(2) Cité par J. DE LYLLE, *Obligations et responsabilité du pharmacien*, Thèse, Paris, 1918, p. 11.

Mais les opinions des auteurs étaient plus partagées quant à la divisibilité de la propriété et de la gérance des officines.

Briand et Chaudé, dans leur manuel de médecine légale (1), approuvent et défendent vivement l'ancienne jurisprudence que nous venons d'exposer.

Pour eux, il faut distinguer la propriété et l'exploitation d'une pharmacie; si l'on admet ce point, la solution n'est plus douteuse : la propriété est dans le commerce; elle est libre; les matières qui servent à confectionner les médicaments sont dans le commerce; les pharmaciens sont des commerçants patentés; leurs officines sont des fonds de commerce, qui se transmettent comme tous les autres, par succession notamment; leur exploitation demande des capitaux et un diplôme : on peut avoir le fonds et les capitaux, et ne pas avoir de diplôme; et la loi ne défend pas de s'associer pour réunir l'un et l'autre. Ce que la loi a réglé, c'est, non pas la propriété, mais l'exploitation; c'est celle-ci qui est soumise, dans l'intérêt de la santé publique, à des conditions de capacité.

Lorsque la loi de germinal, dans son article 25, dit que nul ne peut sans le diplôme « exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre ou débiter aucun médicament », il est bien évident, pour les mêmes auteurs, qu'il ne faut pas séparer du contexte les mots « ouvrir une pharmacie », faire une phrase à part, et faire dire à l'article : nul, s'il n'est légalement reçu, ne peut ouvrir une officine; ce qui est défendu au non diplômé, c'est d'ouvrir une officine et de l'exploiter en débitant des médicaments; rien d'autre.

Toute restriction à la liberté doit s'interpréter au sens

---

(1) Cf. BRIAND et CHAUDÉ, *op. cit.*, T. 2, p. 658 et s.

le plus favorable à celle-ci; l'interprétation libérale s'impose. En définitive, ce que l'article défend au non diplômé, c'est d'exercer la profession, quand même il posséderait une officine.

C'est dans le même sens, d'après les mêmes auteurs, qu'il faut interpréter les articles 1 et 2 de l'édit de 1777, rendu d'ailleurs bien moins dans l'intérêt de la santé publique qu'en vue de favoriser le monopole d'une corporation, et d'ailleurs applicable seulement à Paris.

Qu'impose du reste aux pharmaciens l'article 2 de cette déclaration? De garder la propriété de leur officine, et de n'en pas abandonner, par voie de location ou de cession, la gérance à des individus non pharmaciens; mais il ne défend pas, même à des non diplômés qui se trouveraient propriétaires d'une officine, de la faire gérer par des pharmaciens diplômés. Et puis, la déclaration de 1777 est le statut d'une corporation investie d'un privilège. Aujourd'hui, l'exercice de la pharmacie n'est plus un privilège, car il n'y a de profession privilégiée que celles où le nombre des titulaires est déterminé. Et voilà la distance qui sépare la loi de l'an XI de la déclaration de 1777. Il n'y a rien dans cette loi, ni dans l'exposé des motifs fait par Fourcroy, qui puisse faire supposer l'intention de maintenir le privilège. (1)

Et l'on invoque encore ces paroles du tribun Carret (2) qui, parlant des veuves de pharmaciens et de la faveur à elles accordées de gérer pendant un temps déterminé la pharmacie de leur mari décédé, ajoutait : « Le projet n'empêche pas les veuves d'associer à leur com-

---

(1) V. les travaux préparatoires de la loi de germinal, au *Rép.* de Dalloz, mot « Médecine-Pharmacie », T. 31, exposé des motifs par Fourcroy, p. 563, note 1.

(2) V. de même au Dalloz, *Rép.*, rapport de Carret du Rhône, p. 565; en note, n° 19 du rapport.

merce des pharmaciens légalement reçus. » La loi veut entourer la fabrication des médicaments de toute la sécurité qui peut résulter d'études aussi poussées que celles requises des pharmaciens. Or, cette garantie peut très bien se rencontrer dans une pharmacie où se trouve un gérant responsable, titulaire du diplôme de pharmacien, quoique le fonds ne lui appartienne pas; il est soumis, montre-t-on, à toutes les lois sur la pharmacie, responsable de tout ce qui peut y arriver. On va même plus loin, et l'on prétend que la garantie de la santé publique est renforcée par le contrat de gérance, puisqu'à la responsabilité du pharmacien exploitant s'ajoute celle du propriétaire ou de l'associé qui, lui aussi, est intéressé à la bonne marche de l'officine.

Toute la question revient en somme à savoir si, oui ou non, la gérance est compatible avec la sécurité désirable dans l'intérêt de la santé publique.

Voilà un son de cloche. Les adversaires de l'ancienne opinion jurisprudentielle répondent par des arguments de valeur sensiblement égale.

Tout d'abord, ils affirment que la loi n'exige pas seulement le diplôme de celui qui prépare, vend ou débite des médicaments, mais encore de celui qui veut avoir une officine ouverte, c'est-à-dire être propriétaire d'une pharmacie.

Cet argument, emprunté au texte de l'article 25 de la loi de Germinal, doit sûrement être entendu dans le même sens que la déclaration du roi de 1777, sur laquelle la loi de Germinal a été calquée; les trois premiers articles de ladite déclaration ont été simplement refondus dans les articles 25 et 26 de notre loi. Même conclusion à tirer quant à l'article 19 des lettres-patentes du

10 février 1780, qui ne permet l'association qu'entre les maîtres de la profession.

Sans doute, la déclaration de 1777, et les lettres patentes de 1780, ont été rendues au temps des privilèges et des corporations; mais la loi de l'an XI est postérieure à leur abolition, et elle maintient, en ce qui touche la pharmacie, le point de vue des textes de l'ancien régime. En l'an XI comme en l'an 1777, la volonté du législateur est claire : on veut sauvegarder la santé publique, et c'est dans ce but qu'on exige des conditions de capacité, qu'on organise une surveillance incessante et tout un système de pénalités. Ces précautions seraient illusoires si la gérance et la propriété ne résidaient pas dans les mêmes mains. Le gérant, à la discrétion du propriétaire, n'offrirait plus de garanties sérieuses.

Weil, un des auteurs qui défendent cette dernière opinion, dans son traité de l'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie, après avoir exposé les arguments de texte (1), se plaçant au point de vue de l'équité, avoue qu' « il faut bien reconnaître qu'on ne saurait voir d'inconvénient dans une gérance sincèrement constituée : car alors le gérant aura toujours une indépendance suffisante pour exploiter honnêtement. »

Et l'auteur cite le cas d'une société en commandite simple entre un capitaliste et un pharmacien. Dans une telle société, l'article 27 du Code de commerce interdit à l'associé commanditaire de faire aucun acte de gestion. Or avec le système qui exige que l'officine appartienne au pharmacien qui l'exploite, et à lui seul, cette modalité est interdite. Le non diplômé ne peut être commanditaire d'un pharmacien; et voilà une association inter-

---

(1) WEIL, *op. cit.*, p. 131 et s.

dite, alors que la santé publique est certainement hors de question.

Mais, cette concession faite, l'auteur se reprend aussitôt, en ajoutant que, si dans certains cas, la solution de l'indivisibilité semble par trop rigoureuse, le plus souvent le dédoublement de la propriété et de la gérance produit des inconvénients bien plus fréquents, et présente des dangers beaucoup plus grands. On conçoit alors, poursuit-il, que la loi ait voulu l'interdire d'une façon absolue, plutôt que de laisser des abus se glisser à la faveur d'une appréciation, qu'il faudrait abandonner au pouvoir discrétionnaire des tribunaux.

Toute la technique juridique n'est que l'art de formuler des règles aptes à produire le maximum d'avantages, au prix du minimum d'inconvénients; en droit positif, plus que nulle part ailleurs, le mieux est l'ennemi du bien...

Les auteurs ont aussi porté la discussion sur le terrain de l'abrogation de la déclaration de 1777; c'est un point que nous tenons en suspens depuis le début de cet ouvrage. Le moment est venu de le régler, en terminant cette étude de l'ancienne doctrine de la divisibilité de la propriété et de la gérance.

Partant des principes généraux sur l'abrogation des lois, on a prétendu que la déclaration du roi de 1777 était abrogée par la loi de germinal an XI, qui règle la même matière. Les articles 1 et 2 de cette déclaration ne pourraient donc plus être invoqués pour soutenir la théorie de l'indivisibilité (1).

---

(1) Cf. un article de M. G. HUBERT, dans le *Bulletin des Sciences Pharmacologiques*, mai 1927, p. 107 et s. « L'article 25 de la loi de Germinal et ses interprétations judiciaires ». La Déclaration de 1777 a été abrogée par la loi du 2 mars 1791, mais le décret de l'Assemblée Nationale du 14 avril 1791 aurait remis en vigueur cette déclaration.

Ni la doctrine, dans son ensemble, ni la jurisprudence n'ont suivi les partisans de l'abrogation. Et voici, très certainement, la raison empirique qui les a inclinées en ce sens. La loi de germinal an XI ne porte pas, sur la plupart des points, de sanction pénale aux dispositions qu'elle établit en matière de police de la pharmacie.

Touchant l'article 25, qui nous occupe particulièrement, nous devons toutefois faire remarquer (1), au point de vue historique, qu'à une époque, du moins, cet article a renfermé en lui-même sa propre sanction. Avant d'être complété par la loi du 9 février 1916, ce texte portait « Nul ne pourra obtenir de *patente* pour exercer la profession de pharmacien... » : lors de la loi de Germinal, la patente, délivrée par les mairies, était une pièce de police administrative, et une pièce fiscale, nécessaire sous peine de contravention.

L'article 25 contenait bien alors une sanction, et même une double sanction : administrative — refus de la patente portant interdiction d'exercer le commerce aux non diplômés — et judiciaire — contravention quand il y avait exercice de la pharmacie sans patente. Mais, depuis 1844, la patente a perdu tout caractère de pièce de police : elle n'a plus qu'un caractère purement fiscal; du même coup, l'article 25 ne commine plus la sanction qu'il a comportée à une certaine époque.

Or, en matière pénale, le principe est *nulla poena sine lege* : aujourd'hui, plus qu'autrefois, si la loi de l'an XI doit se suffire à elle-même, elle n'est qu'une *lex imperfecta*, au sens que les Romains donnaient à cette expression. Voilà qui en compromettrait singulièrement l'efficacité, et qui serait bien dangereux du même coup pour la santé publique. Les auteurs se sont ingénies à sortir de

---

(1) Cf. l'article de M. HUBERT, précité, p. 108.

cette impasse. Ils ont été frappés par l'article 30 où il est écrit : « Il sera procédé contre les délinquants conformément aux lois antérieures. » De quelles lois s'agirait-il, si ce n'est des textes de l'ancien régime..., de la déclaration de 1777 en particulier, justement le texte qui commine des sanctions pénales; la déclaration est incorporée dans la loi de l'an XI, et les prescriptions et interdictions de celles-ci sanctionnées par les peines établies par celle-là. La situation est sauvée!

Tel est incontestablement le mobile qui a entraîné la jurisprudence et la doctrine; raison toute pragmatique : la solution doit être vraie, puisqu'elle est avantageuse.

Au fond, on ne peut guère ne pas s'étonner que la loi « organique » de la profession pharmaceutique ne puisse se suffire à elle-même, et qu'il faille recourir à de pareilles subtilités pour lui rattacher des sanctions empruntées à la législation qu'elle vise à remplacer. En tout cas, le fait est là. Il illustre une mauvaise méthode législative..., dont notre époque n'a donc pas le triste monopole. L'anomalie est d'autant plus choquante que, pour suppléer à l'insuffisance du texte « organique », on en est réduit à recourir à une législation non appliquée depuis de nombreuses années, qui, à l'époque où elle fut établie, ne visait que le collège des apothicaires de Paris, et qui enfin n'a jamais été appliquée que dans une partie de la France. Comment donc chercher, dans l'article 30, le maintien, disons mieux : le rétablissement et l'extension territoriale de cette législation?... Voilà, en vérité, une illustration typique de l'art de « solliciter » les textes. Plutôt que de mettre en avant l'article 30, mieux vaut encore invoquer tout simplement l'économie générale de la loi de l'an XI, et avouer franchement que si l'on se refuse à tenir la déclaration comme abrogée, c'est parce que, sans cela, la loi serait inexécutable, la plupart du

temps, et que la majorité des contraventions qu'elle prévoyait resteraient impunies. Que l'on ajoute encore, si l'on veut, que la loi non plus ne contient aucune formule d'abrogation; et que l'on rappelle que, d'après le rapporteur Carret (1), son but fut « moins d'innover que de perfectionner cette partie de notre législation »!

Cette lamentable façon de légiférer, et les expédients auxquels il a fallu recourir pour en réparer, tant bien que mal, les effets pernicioeux, légitiment les récriminations du corps pharmaceutique contre le statut qu'on lui a donné, et qu'on s'est abstenu, ou reconnu dans l'incapacité, de réformer.

Le législateur de la période intermédiaire, en réglant l'exercice de la pharmacie, n'a pas fait table rase des « prodromes » de réglementation de l'ancien régime. Au lieu de bâtir un édifice nouveau et adapté aux nouveaux besoins, il s'en est tenu à étançonner une construction branlante. Depuis lors, on n'a pas fait beaucoup mieux; et, poussé par d'autres nécessités, plus absorbantes peut-être, on a négligé d'unifier une législation qui devient de plus en plus touffue, par suite d'apports successifs, jamais nivelés.

La jurisprudence, de son côté, d'une façon générale, admet également que la déclaration de 1777 est encore en vigueur. La loi de l'an XI, en maintenant cette déclaration sur tous les points qu'elle ne contredit pas, est censée lui avoir donné une portée générale pour toute la France, en l'étendant aux provinces où elle n'avait pas été publiée. Nous mentionnons hâtivement quelques solutions de principe : la Cour de Cassation fait application de la déclaration de 1777 dans un arrêt de la Cham-

---

(1) V. référence citée ci-dessus, p. 26.

bre criminelle du 15 novembre 1844 (1), au cas de vente de préparations médicamenteuses au poids non médicinal, par une autre personne qu'un pharmacien (article 6 de la déclaration); la Cour de Paris avait déjà jugé, dix ans plus tôt, que l'individu, qui n'est ni épicier, ni droguiste, et qui se livre à un débit illégal de médicaments est passible des peines prononcées par l'article 6 de la déclaration de 1777 (2).

La discussion, à ce sujet, est donc aujourd'hui tout à fait vaine.

Avec la majorité des auteurs, et surtout avec la jurisprudence, nous accepterons que la déclaration de 1777 soit toujours en vigueur, et même qu'au cas de carence de la loi de germinal an XI, c'est à elle qu'il faille recourir pour la compléter. Nous verrons maintes fois, par la suite, les tribunaux faire appel à cette déclaration pour motiver leurs décisions, et fonder ainsi sur les textes la règle de l'indivisibilité.

---

(1) D. 1845, 1, 65.

(2) V. WEIL, *op. cit.*, p. 128.

---



## CHAPITRE II

# FORMATION DU PRINCIPE DE L'INDIVISIBILITÉ

Son entrée dans la Jurisprudence  
Son maintien depuis lors

---

La doctrine de la divisibilité de la propriété et de la gérance avait connu une certaine faveur parmi les Cours d'appel. La Cour de Paris, notamment, avait à maintes reprises admis une personne non diplômée à posséder une pharmacie sans l'exploiter elle-même, à la condition de s'assurer le concours d'un pharmacien, qui fit office de gérant sérieux; de même, elle décidait qu'un pharmacien pouvait tenir plusieurs officines (cumul qu'on interdit aujourd'hui en s'appuyant sur l'indivisibilité de la propriété et de la gérance).

La Cour suprême censura ces décisions des Cours d'appel; elle posa le principe que, des dispositions combinées de l'article 6 de la déclaration de 1777 et de la loi de germinal an XI, il résulte que nul ne peut ouvrir une officine de pharmacie, s'il n'est à la fois propriétaire du fonds, et muni d'un diplôme de pharmacien.

Dans quelles circonstances la Cour de Cassation fut-elle appelée à se prononcer? C'est ce que nous étudierons

dans ce chapitre; il sera consacré à l'étude des décisions initiales qui ont fixé la jurisprudence; et nous verrons que, bien loin de se démentir, elle n'a pas cessé depuis lors de préciser cette règle dans ses derniers arrêts.

Les premières décisions de la Cour suprême sur notre matière furent rendues dans deux affaires qui eurent à l'époque un certain retentissement dans le monde médical et pharmaceutique : les affaires Ratel (1) et Raspail (2).

Les frères Raspail possédaient une pharmacie, qu'ils faisaient gérer par un diplômé pharmacien; ils lui donnaient une rémunération fixe, gardant pour eux l'aléa de l'exploitation. On leur reprochait d'exploiter, illégalement, par l'intermédiaire d'un préposé, une pharmacie, alors qu'eux-mêmes n'étaient pas pourvus du diplôme.

L'affaire Ratel, un peu antérieure en date à l'affaire Raspail, présentait une situation analogue. Le sieur Ratel, officier de santé, avait établi à Montrouge une pharmacie, qu'en moins de deux ans il fit gérer successivement par trois commis, pourvus du diplôme. Il fut cité à raison de ce fait devant le tribunal correctionnel de la Seine; par un jugement du 25 novembre 1858, il fut condamné à 200 francs d'amende. Sur appel, le sieur Ratel obtint, le 15 mars 1859, un arrêt par lequel : « considérant qu'il n'était pas établi que Ratel, officier de santé, non muni d'un diplôme de pharmacien eût distribué ou fait distribuer par un intermédiaire non pharmacien des préparations pharmaceutiques; que si Ratel était devenu propriétaire d'une pharmacie à Montrouge, il résultait des débats que cette pharmacie avait été gérée, d'une

---

(1) Aff. Ratel : Cass., 23 juin 1859 (S. 59, 1, 531).

(2) Aff. Raspail : Cass. 23 août 1860 (D. 60, 1, 419 ou S. 61, 1, 298).

manière sérieuse et continue, par des individus tous pharmaciens assermentés; qu'*aucun texte de loi ne prescrit*, sous des peines, la réunion dans les mêmes mains de la propriété et de la gestion des pharmacies », la Cour de Paris réformait la sentence des premiers juges, et déchargeait Ratel des condamnations contre lui prononcées.

Ce sont là bien les arguments de l'ancienne jurisprudence; la loi est satisfaite, du moment qu'il y a eu « gestion sérieuse ».

Dans cette affaire, la transition est très nette entre les deux jurisprudences. En effet, le procureur général se pourvut contre l'arrêt de la Cour de Paris. Sur ce pourvoi, la Cour de Cassation rendit l'arrêt fondamental, dont voici les attendus les plus importants :

« Attendu, qu'aux termes de l'article 25 de la loi de germinal an XI, le diplôme de pharmacien est nécessaire, non seulement pour préparer, vendre et débiter des médicaments, mais également pour ouvrir une officine;

« Attendu que cette obligation ressort des termes mêmes de l'article 25 de la même loi, d'après lequel tout individu, qui a une officine ouverte au moment de sa publication, sans avoir ce diplôme, est tenu de le produire dans le délai qu'il fixe;

« Attendu que les dispositions de la loi de germinal ne font, en ce point, que reprendre les prescriptions de la déclaration de 1777, dont l'article 2 exige que les titulaires de charge de pharmaciens ne puissent avoir laboratoire et officine à Paris qu'autant qu'ils possèdent et exercent personnellement leurs charges, et leur interdit toute location ou cession de privilège, *sous quelque prétexte que ce soit*;

« Attendu que Ratel... était aussi poursuivi pour avoir

distribué ou fait distribuer des médicaments par un individu non pharmacien, mais aussi pour avoir ouvert une officine sans être lui-même pourvu de diplôme;

« Attendu dès lors que l'arrêt attaqué, en déclarant, en droit, qu'aucun texte de loi ne prescrit, sous des peines, la réunion dans les mêmes mains de la propriété et de la gestion de la pharmacie... a formellement violé lesdits articles 25, 26 et 30 de la loi de germinal..., par ces motifs, la Cour casse... »

La Cour de cassation motivait ainsi très fortement sa décision. Elle confirma sa doctrine l'année suivante, dans l'arrêt Raspail, en ces termes : « De telles dispositions (déclaration de 1777, loi de germinal, arrêté du 25 thermidor an XI) sont manifestement inconciliables avec la faculté de faire gérer une pharmacie, même par une personne qui serait apte à la posséder; elles sont la conséquence de ce que la profession pharmaceutique n'est pas libre; au surplus, un gérant pourrait manquer de la liberté nécessaire pour prévenir les dangers et les abus que peut comporter l'exercice de cette profession, tandis que les véritables possesseurs, sans titre légal, pourraient être portés, par leur intérêt, à les favoriser... »

Voilà posé, en termes bien nets, le principe de la réunion obligatoire de la propriété et de la gestion de l'officine pharmaceutique. Ce que la jurisprudence veut avant tout interdire, c'est le « contrat de gérance », bien connu et fort répandu dans les autres commerces, du moins dans ceux dont le libre exercice n'est pas entravé par la loi.

Le cas des arrêts Ratel et Raspail n'est qu'une illustration de la règle de l'indivisibilité.

Le but recherché, comme nous le verrons bientôt, est de faire du pharmacien le « maître chez lui ».

Il est nécessaire qu'il ait la *propriété* de l'officine, pour qu'il y exerce toute *autorité*, et en porte toutes les *responsabilités*.

Or ce but, et la règle de droit qu'il suggère — le principe de l'indivisibilité — dépasse de beaucoup comme champ d'application la gérance, prise *stricto sensu*.

C'est toute immixtion d'un étranger, dans l'officine, qui doit être sévèrement prohibée; et cela, quand même cet étranger lui-même serait muni du diplôme de pharmacien. Nul ne doit avoir son mot à dire, dans la gestion de l'officine, en dehors du propriétaire diplômé qui en assumé l'exploitation en son propre nom; pas même un confrère; c'est une première aggravation. En voici une autre : l'intransigeance de la jurisprudence va jusqu'à prohiber toute séparation de la gestion commerciale et de la gestion technique; l'officine forme un tout indivisible : nul élément, si peu important soit-il, ne saurait en être détaché, pour faire l'objet de quelque délégation, ou « gérance » que ce soit.

L'officine doit avoir un seul gérant, propriétaire et diplômé, dans toutes les parties dont se compose son exploitation; cette exploitation même est indivisible.

Depuis les affaires, dont nous venons de parler, la jurisprudence est restée fixée dans le sens de la nécessité absolue de la réunion de la propriété et de l'exploitation de l'officine. Elle ne s'est jamais démentie, sur ce point, mais au contraire, elle semble, de plus en plus, avoir tendance à se préciser et à s'accroître dans le sens d'une rigueur plus implacable.

Nous ne voulons envisager ici que le principe, laissant pour les chapitres suivants les applications qu'il comporte. Il ne nous reste qu'à passer en revue quelques-

unes des décisions de la jurisprudence postérieures à 1860.

Le 9 février 1869, la Cour de Paris déclare nulles toutes les conventions intervenues à l'encontre de ce principe entre fondateur et gérant (1).

La Cour de Cassation, par arrêt du 25 mars 1876 (2) répète que le propriétaire d'une pharmacie doit être nécessairement muni du diplôme de pharmacien; il ne suffirait pas qu'il fit gérer sa pharmacie par un individu lui-même muni de diplôme. Dans le cas particulier, il s'agissait d'une pharmacie d'Alger, dont l'exploitation avait été confiée à un gérant salarié, muni du diplôme, pour la diriger sous le nom et pour le compte du propriétaire, *lui-même diplômé pharmacien*. La Cour de Cassation fit preuve d'une extrême rigueur; elle jugea la situation irrégulière. Rigueur extrême, disons-nous, car la prohibition s'explique lorsque le propriétaire n'est pas pharmacien : il reste le maître de l'affaire; il y a grand risque qu'il fasse prédominer le point de vue du rendement commercial sur le point de vue technique et les intérêts de la santé publique; par ailleurs, il ne connaît rien à la préparation des médicaments : comment supporterait-il, même pénalement, la responsabilité des maladresses de son gérant; la situation est absolument anormale; la prohibition pleinement justifiée. Mais la Cour de Cassation ne s'en tient pas là. Elle n'admet pas davantage la gérance par un pharmacien d'une officine appartenant à un autre pharmacien...

Les mêmes principes sont encore renforcés par une série de décisions ultérieures.

Tel l'arrêt de la Cour d'Angers du 27 octobre 1877 (3).

---

(1) D. 1871, 2, 81.

(2) S. 1876, 1, 184.

(3) S. 1878, 2, 86.

Il ne s'agissait pas ici d'une gérance *continue*, comme c'est le cas le plus fréquent dans les infractions au principe de l'indivisibilité. Le grief adressé au non diplômé était seulement de « gérer une pharmacie, et de débiter des préparations médicamenteuses, au poids médicinal, en dehors de la surveillance et de la direction du pharmacien, *momentanément absent*. » La jurisprudence va donc jusqu'à réprover la gérance accidentelle et occasionnelle d'une pharmacie par un non diplômé. Cette gérance accidentelle même est considérée comme un fait d'exercice illégal de la pharmacie.

Il ne faut pas voir une dérogation au nouveau principe dans une décision de la Cour de Cassation du 17 juin 1880 (1), qui autorise les sociétés de secours mutuels à tenir un dépôt de médicaments, pour le service intérieur de l'association. En effet, si la loi veut que la propriété et la gérance résident dans les mêmes mains, ou comme le dit encore un jugement rendu par le tribunal de Marseille (2) « que le matériel, comme le fonds, doive appartenir au pharmacien », il n'en est ainsi que pour les pharmacies ouvertes au public : ne tombent pas sous le coup de la règle, par exemple, les sociétés de secours mutuels en tant qu'elles distribuent des remèdes à leurs membres; leur approvisionnement de médicaments n'est pas une « officine » (3); il en est de même de la pharmacie créée par une caisse de secours d'ouvriers mineurs (4). Le principe de l'indivisibilité n'est pas atteint par ces dérogations purement apparentes.

---

(1) S. 1880, 1, 435.

(2) 2 mars 1901.

(3) Georges RENARD, *Le droit de la profession pharmaceutique*, p. 74. et s.

(4) V. Cass. cr. 25 octobre 1912 (S. 1914, 1, 424).

La Cour Suprême, chambre civile, reprend, du reste, dans un arrêt du 22 mai 1913 (1) : « De la combinaison des différents textes sur la matière, il résulte, d'une part, qu'une pharmacie ne peut être tenue par un gérant, même muni d'un diplôme, et d'autre part, que les pharmaciens doivent posséder et exercer personnellement leur charge et profession »; et de là, elle déduit qu'un pharmacien ne peut avoir deux ou plusieurs officines à la fois.

Dans ces dernières années, la jurisprudence a continué à admettre des solutions analogues. La Cour de Cassation en chambre criminelle décide, le 30 juillet 1917, que l'article 2 de la déclaration de 1777 aux termes duquel les pharmaciens ne peuvent avoir laboratoire et officine ouverte que tant qu'ils possèdent et exercent personnellement leur charge a été virtuellement maintenu, par la loi du 21 germinal an XI, et qu'il suit de là que la « propriété et la gérance des officines de pharmacie doivent être réunies en la même personne.. Contrevient à ces dispositions légales, le pharmacien qui, exerçant la profession de pharmacien à Paris, ouvre dans une autre ville, une deuxième pharmacie qu'il fait gérer par un prête-nom, muni d'un diplôme » (2).

Les tribunaux ont condamné, comme gérance déguisée, une *soi-disant* association en nom collectif, entre deux pharmaciens pour l'exploitation de deux pharmacies, situées à distance l'une de l'autre; le pacte social stipulait que l'un des deux pharmaciens aurait seul le droit de procéder aux achats, de choisir les fournisseurs

---

(1) S. 1913, 1, 292.

(2) S. 1920, 1, 333.

Cf. dans le même sens Cass. cr. 16 avril 1921. G. P. 1921, 2, 214. Paris, 11 décembre 1924. G. P. 1925, 1, 403 ou D. 1925, 2, 39.

et de fixer les prix; le second pharmacien ne jouait donc que le rôle d'un subordonné ou d'un gérant; le pacte social partageait les bénéfices dans la proportion des  $\frac{4}{5}$  pour le premier, et de  $\frac{1}{5}$  pour le deuxième pharmacien (1).

Le tribunal civil de la Seine, le 20 mars 1922 (2), a décidé, par application du même principe, qu'en dépit d'une stipulation de son contrat de mariage, la veuve d'un pharmacien ne peut, après renonciation à la communauté, se faire attribuer le fonds de commerce de son mari, pour se couvrir de ses droits. Mais le jugement, qui a soulevé un *tolle* dans le corps pharmaceutique, a été annulé par la Cour de Paris, suivant arrêt du 11 mai 1924.

La Cour de Paris jugeait le 30 mars 1926 « qu'aux termes des articles 1, 2, 6 de la déclaration de 1777, et de l'article 25 de la loi de germinal an XI, l'exercice de la pharmacie est interdit à quiconque n'est pas titulaire du diplôme de pharmacien. Un individu non muni de ce diplôme ne peut être propriétaire d'une officine ». (3)

Enfin, en des termes analogues, le 2 février 1927, la même Cour répétait « que les dispositions générales et d'ordre pénal de la déclaration du roi de 1777 n'ont pas été abrogées, et qu'il en découle que les pharmaciens doivent posséder et exercer personnellement leurs charges. Ces prescriptions ont été maintenues par la loi du 21 germinal an XI, etc... » (4)

---

(1) Trib. corr. Bourges, 22 décembre 1921, *La loi*, 19 juillet 1921.

(2) D. 1922, 5, 11.

(3) Cour de Paris, 2<sup>e</sup> ch. corr., 30 mars 1926, *Gaz. trib.*, octobre 1926, 2, 569.

(4) Cour de Paris, Bulletin des Sciences pharmacologiques, mars 1927, p. 58.

Il faut bien avouer que les dispositions législatives sans cesse invoquées sont bien insuffisantes pour servir de base unique au principe de l'indivisibilité, qu'en déduit la jurisprudence.

Il doit y avoir d'autres raisons...

---

### CHAPITRE III

## EXPLICATION RATIONNELLE DE LA RÈGLE

### Son fondement - Son caractère

---

A quelles nécessités la jurisprudence a-t-elle obéi en instituant le principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance? Quel en est le fondement rationnel, et, ce point résolu, quel caractère faut-il lui attribuer? Telles sont les diverses questions que nous allons essayer de résoudre dans ce chapitre.

Nous avons déjà signalé les textes sur lesquels la jurisprudence base ses décisions; la Cour de Cassation trouve le principe de l'interdiction de la dissociation de la propriété et de la gestion dans la loi du 21 germinal an XI, en son article 25; elle invoque également la déclaration plus explicite du 25 avril 1777.

Or, il faut bien avouer que ces dispositions législatives n'ont pu permettre d'appuyer le principe de l'indivisibilité que parce que la jurisprudence avait des raisons plus profondes de l'établir.

C'est, nous l'avons vu, à partir de 1860 que nos tribunaux, à la suite de la Cour de Cassation, ont consacré la règle de l'indivisibilité.

L'officine apparaît désormais comme un sanctuaire dont l'accès est réservé aux initiés. Pour se mêler de sa gestion, il faut, en premier lieu, être diplômé. Ce serait là, estime la jurisprudence, une précaution insuffisante. Il faut encore écarter les combinaisons mercantiles, d'une profession qui requiert une conscience professionnelle à toute épreuve. Les conventions de prête-nom, les contrats de gérance ont donné lieu à des abus regrettables et dangereux pour la sauvegarde de la santé publique; la jurisprudence pose donc le principe que toute personne qui exploite une officine doit être, non seulement diplômée, mais propriétaire de sa pharmacie. C'est au nom de cette règle que seront annulées toutes les amodiations qui feraient participer à la gestion ou à l'exploitation de l'officine un non diplômé... ou même tout autre diplômé que son propriétaire. Alors, le pharmacien sera totalement libre et indépendant. Mais, le prix de cette liberté sera une très lourde responsabilité, civile et pénale : le pharmacien est pénalement responsable des contraventions à la police de la pharmacie, commises par ses aides.

La formule : « Nul ne peut être pharmacien s'il n'est propriétaire de l'officine qu'il exploite... » paraît bien être la synthèse de toutes ces idées. Comme on l'a dit, l'art juridique a pour but de concilier des idées contradictoires; chacune de ces normes est une transaction, un compromis; chaque problème de droit soulève un conflit de principes, et met en jeu des intérêts opposés, entre lesquels il faut composer (1).

Or, en notre matière, n'y a-t-il pas un certain conflit entre le principe de liberté des contrats, la libre disposi-

---

(1) Cf. AL. SANHOURY, *Les restrictions contractuelles à la liberté individuelle de travail*, p. 7 et s.

tion de la propriété, et la nécessité de protéger la santé publique?

La règle de l'indivisibilité a paru aux tribunaux être la sauvegarde de cette dernière. Le pharmacien doit être maître absolu chez lui; franchi le seuil de son officine, il est la seule autorité qui compte; on ne peut tolérer aucun mode d'exploitation qui l'expose à des influences étrangères. Sa liberté doit être en rapport avec sa responsabilité : entières, absolues, sans restriction l'une et l'autre, et cela dans la direction commerciale comme dans la direction technique; elles sont enchevêtrées. Les concours de capitaux que l'on peut faire miroiter devant lui seraient dangereux, s'il s'en suivait une atteinte à son indépendance; ainsi pensent les tribunaux.

A l'époque où fut formulé ce principe, les inconvénients en étaient relativement peu sensibles. La dissociation de la propriété et de la gérance ne pouvait faire deviner, le plus souvent, que des abus et des fraudes à la loi.

Mais depuis lors, les circonstances économiques ont changé. La règle portée en 1860 est-elle capable de s'adapter aux changements survenus? Il faut bien convenir qu'à la prendre comme une prescription rigide elle serait aujourd'hui intolérable.

Est-ce à dire par là que nous devons en réclamer la suppression? Avec l'unanimité des pharmaciens, qui sont les premiers intéressés à la dignité et au bon renom de leur profession, nous répondrons carrément non.

La pratique du droit révèle bien d'autres principes nécessaires et justifiés, dont l'application appelle pourtant des tempéraments; le droit ne procède pas par syllogismes et dilemmes, à la manière des mathématiques.

L'indivisibilité de la propriété et de la gérance est un

de ces principes; et nous voulons précisément montrer que l'on peut très bien s'en accommoder aujourd'hui, à la condition d'en bien comprendre la nature, et d'en saisir exactement le caractère.

En définitive, *ce dont il s'agit, c'est bien moins de lui donner des « coups de pouce » que d'en prendre une plus claire intelligence* : c'est ici que notre effort va rejoindre la méthode d'interprétation dont nous nous réclamions à la fin de l'introduction de ce mémoire.

Pour mettre de l'ordre dans nos développements, nous rappellerons d'abord la théorie générale du *standard* juridique, et quelques-unes des applications qu'en ont faites, tantôt expressément et tantôt implicitement, le droit étranger (droit suisse; jurisprudence anglaise) et le droit français. Ces diverses illustrations nous amèneront à montrer que la législation pharmaceutique est un champ d'application très favorable à cette théorie, et que la règle de l'indivisibilité, entendue dans ce sens, est à l'abri des reproches qu'elle encourt de prime abord.

Que de fois, la jurisprudence a assoupli, rien qu'en les sortant de la gangue d'une formule brutale, des principes, dont l'application ne souffre plus de difficulté, une fois mise à nu leur signification intime!

Nous le constatons tous les jours, le droit doit se conformer aux conditions de la vie : « Ce ne sont pas les nécessités sociales qui se plient à la rigidité des règles juridiques, mais les règles juridiques qui s'adaptent aux nécessités impérieuses du bon sens et de l'équité » (1).

Cette adaptation n'exige pas toujours des abandons, pas même des concessions; parfois, il suffit de substi-

---

(1) AL. SANHOURY, *op. cit.*, p. 10.

tuer, à l'esprit de géométrie, l'esprit de finesse dans l'interprétation, et c'est le véritable esprit juridique.

Pour régir les rapports sociaux, incessamment changeants, il faut user de principes susceptibles d'une grande adaptabilité; ces principes, les formules législatives, réglementaires, ou jurisprudentielles, n'en sont que l'enveloppe; il suffit de décacheter l'enveloppe pour leur faire retrouver leur plasticité naturelle.

— Mais, dira-t-on, qu'est-ce qui vous autorise à déchirer l'enveloppe pour en extraire des principes malléables? Ne vous trouvez-vous pas en présence de dispositions législatives, qui traduisent la *volonté* du législateur, et, pour les cas non prévus par la loi, de principes jurisprudentiels exprimés par des actes de *volonté* pratiquement équivalents (la répétition des jugements et arrêts)?

C'est là affirmer que la *volonté* du législateur est omnipotente, qu'elle est la source définitive de la force obligatoire de la loi. Cette théorie *volontariste* de la loi, si elle n'est pas entièrement fausse, est du moins empreinte de la plus certaine exagération.

La loi — et il faut en dire autant du contrat (1) — sont des actes de *volonté* tendus vers la réalisation d'une *idée*; c'est dans cette *idée* qu'elle prend sa signification, d'*après* cette *idée* qu'elle doit être interprétée, à la valeur morale de cette *idée* enfin qu'elle emprunte sa propre vertu obligatoire (2).

---

(1) V. sur ce point, la thèse préparée simultanément au présent mémoire par M<sup>lle</sup> G. BICHOFÉ, *Fonction publique et Contrat*, à la Salle de Travail de la Faculté de droit de Nancy.

(2) Ces idées nous ont été suggérées, en même temps qu'à l'auteur de la thèse *Fonction publique et contrat*, par un article de M. le Professeur Georges RENARD, sur les *lois purement pénales*, dont l'auteur nous a communiqué le manuscrit.

Au delà de la formule — l'élément *constructif* de la loi, — il convient de rechercher la volonté qu'elle exprime — l'élément *intentionnel*; — au delà de la volonté, l'idée, l'élément *intellectuel*.

Au centre de toute loi, comme de tout contrat, réside une *ratio*, d'où procèdent, par une première irradiation, la vertu obligatoire de la *décision* du législateur, et, par une seconde irradiation, la vertu obligatoire du *texte* qui la formule. L'interprétation s'est d'abord attachée à la *formule*; puis, à l'arrière de la formule, elle a recherché la *volonté* formelle; par un dernier progrès, elle doit s'enquérir de l'*idée voulue* par le législateur.

Philosophiquement, c'est l'interprétation normale, s'il est vrai que l'intelligence est au-dessus de la volition, que celle-ci est tributaire de celle-là, et ne peut avoir d'autre valeur propre que sa conformité à une idée juste. La règle de droit n'est plus alors la majeure d'un syllogisme, dont les faits de la cause constituent la mineure, et d'où la conclusion tombe comme un déclic.

C'est — le mot est d'Al. Sanhoury — le *critère de rationalité* qui doit présider à son interprétation. On la tiendra pour un *standard*, une *directive* destinée à guider le magistrat; celui-ci devient le collaborateur — et non pas seulement le serviteur — de la loi; sa mission est d'adapter, dans le détail des applications concrètes, l'*idée* dont le législateur a donné sa traduction, en forme de prescription générale et impersonnelle. Et ainsi, dans la généralité de la règle, il découpera des catégories : *ubi lex non distinguit, distinguere debemus* ; cela pour mieux réaliser l'*idée* qui préside à la loi.

Tantôt cette interprétation aboutira à restreindre la portée de la règle formulée par le législateur, tantôt à l'élargir au delà des termes employés par le législateur, et

même de l'intention qu'on peut lui prêter : car la théorie célèbre de l'imprévision dans les contrats a son prolongement naturel dans une théorie symétrique de l'imprévision législative.

M. le Doyen Hauriou (1) a rendu ces vues par une comparaison imagée : « Le standard est un élément de méthode; il est comparable à cet instrument qui permet au commandant d'un navire de faire le point en longitude et en latitude. Après quoi se déduira la route à suivre. La route à suivre, c'est la directive, mais pour la dégager, il faut faire le point, savoir où l'on est, quelles sont les données de la situation. Un procédé de préparation et d'organisation juridique, pour mettre sûrement en leur place toutes les données du problème, voilà ce qu'est le standard. La directive, c'est la solution du problème de conduite trouvée ensuite, le problème ayant préalablement été mis en équation par un standard. »

Cette théorie du standard et de la directive reçoit déjà maintes applications dans la législation positive. L'usage de la *directive* remplace de plus en plus la pratique des règles rigides dans la *technique législative*.

Le Code civil suisse, par exemple, penche à présenter la loi comme une *directive*, une source d'inspiration pour le juge; c'est à ce dernier qu'il appartient de l'*adapter* (2).

Mais c'est surtout dans la *technique jurisprudentielle* que s'est développée jusqu'alors la conception de la directive, spécialement dans la jurisprudence anglaise.

---

(1) Sur tout ce sujet, voir l'article du Doyen HAURIU. *Revue trim. de droit civ.*, avril-juin 1926, p. 265 à 312, et spécialement p. 269. Cf. aussi AL. SANHOURY, à son livre, précité.

(2) V. FR. GÉNY, *Méthode d'Interprétation et Sources*, 2<sup>e</sup> édit., t. 2, p. 308 et s.

M. Al. Sanhoury, dans un livre que nous avons déjà plusieurs fois cité, a rendu compte d'une façon fort intéressante d'un mouvement de la jurisprudence anglaise, en ce sens, touchant les « restrictions contractuelles à la liberté individuelle du travail. »

La jurisprudence anglaise, expose-t-il, considéra tout d'abord comme illégale toute restriction à la liberté du travail. Mais les circonstances ont nécessité un travail d'adaptation de la règle rigide primitivement adoptée. Peu à peu, au lieu d'établir, *a priori*, la nullité de toute « restriction à la liberté individuelle du travail, la jurisprudence s'est efforcée de concilier la liberté du contrat et la liberté du travail ». La règle rigide a fait place à la *directive souple de rationalité*. Et, pour rendre compte du mouvement jurisprudentiel, Al. Sanhoury de chercher la *ratio*, c'est-à-dire le fondement idéal de la prohibition des clauses restrictives, puis de mesurer les applications de cette prohibition à l'intérêt qu'elles présentent au point de vue de ce fondement. Il est ainsi conduit à distinguer l'application de ces restrictions dans les cessions de fonds de commerce, et dans les contrats de louage de services, — et, à propos de ceux-ci, des restrictions générales et des restrictions localisées dans le temps et dans l'espace, — bref à substituer, sous la lumière de l'idée directrice incluse dans la règle — une série de classifications rationnelles.

Si nous passons du droit anglais au droit français, voici que se découvrent des applications insoupçonnées, naguère, et d'une importance capitale, de la méthode du *critère de rationalité*.

Le droit administratif nous en fournit maints exemples; le Conseil d'Etat n'a pas hésité à refuser d'annuler un acte administratif, en raison de circonstances excep-

tionnelles, qui constituent à ses yeux une sorte de fait justificatif (1) : c'est rechercher, à l'arrière des principes du droit public, leur raison (2).

Le critère de rationalité domine tout spécialement la théorie de la responsabilité administrative. C'est lui qui a permis d'établir des *catégories* entre les fautes dommageables (faute personnelle et faute de service) — entre les services administratifs à l'occasion desquels surviennent ces dommages — et même tout dernièrement entre les personnes qui en sont victimes (3).

Dans toutes ces hypothèses, on utilise le critère de rationalité; on aboutit à la conception du standard, sans prononcer ces termes mêmes. On peut d'ailleurs énoncer la même théorie sous différentes formes, et par exemple, avec M. Renard, distinguer deux sortes d'activité judiciaire, ou deux sortes de justice : la *justice intuitive* et la *justice déductive*, ou encore avec le même auteur, approuver une tendance à la substitution des *jugements de moralité* aux *jugements de pure légalité*, ou encore, toujours avec le professeur de Nancy, parler d'une *législation-risque* (4).

---

(1) V. G. RENARD, *Le Droit, la Logique, le Bon Sens*, 2<sup>e</sup> série de conférences de philosophie du droit, p. 360 et s.

(2) Cf. sur les différentes applications du standard au droit administratif, les intéressantes illustrations citées par le doyen HAU-RIOU, dans l'art. de *Rev. trim. de droit civ.*, précité.

(3) C. E., 20 mars 1926, aff. Grimaud.

(4) G. RENARD, *Le Droit, la Logique, le Bon Sens*, p. 362, souligne tout ce que nous avons exprimé quant au droit administratif en disant : « Tout ce que l'on peut demander à l'administrateur, c'est la *droiture d'intention*, et la *prudence dans le risque* ». Pour illustrer la théorie de la législation risque, nous ne voulons citer qu'un exemple, ayant trait d'ailleurs à la pharmacie : c'est à leurs risques que les pharmaciens laissent préparer et débiter des médicaments par leurs employés : ils sont légalement réputés les avoir préparés et débités eux-mêmes, et pénalement responsables des erreurs commises, comme d'une faute personnelle. V. d'autres

La jurisprudence judiciaire ne l'entend pas autrement; notre Code civil contient des dispositions d'ordre très général, qui ne sont guère que des directives pour le juge.

L'article 1382 nous fournit, à ce sujet, un exemple suggestif. Le législateur prévoit indistinctement la responsabilité de l'auteur de toute faute qui cause préjudice à autrui; les tribunaux doivent adapter la directive qui leur est fournie par le Code, ce qu'ils font en créant des catégories rationnelles : *ubi lex non distinguit, distinguunt* (1).

Ainsi de maintes règles du droit pénal : le secret professionnel, qui enveloppe l'idée d'un certain « droit de la personnalité » (droit à l'intimité) dont les applications se différencient selon la personne du confident, celle de la personne qu'il introduit dans la confidence reçue, l'objet de la confidence, etc...; il y a des indiscrétions légitimes et des indiscrétions illégitimes (2). Ainsi le délit

---

illustrations de cette théorie dans G. RENARD, *le Droit, la Logique, le Bon Sens*, p. 360 et s., et *le Droit de la profession pharm.*, p. 189 et s. Sur toutes ces questions de la législation risque, cf. G. RENARD, *le Droit, l'Ordre, la Raison*, conf. de philosophie du droit, 3<sup>e</sup> série, 1927, p. 244, 245, 246.

(1) Cf. G. RIPERT, *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 222 et s.

(2) Cf. G. RENARD, *Le Droit de la profession pharm.*, p. 154 et s. Cf. aussi en ce sens un article de l'abbé TIBERGHIEU (*Chronique Sociale de France*, mai 1927, p. 343 et s.) sur le Secret Médical chez le « Médecin de Groupement ». L'auteur envisage comment, dans certains cas (celui du médecin de groupement par exemple), le médecin est médecin traitant à un titre spécial, qui n'est pas individuel mais social. Il s'en suit que la nature du secret auquel il est astreint change, elle aussi. Le médecin peut donc « faire au groupement, en la personne de ses chefs, certaines communications, et celles-là seulement, exigées par le but que ce groupement poursuit légitimement en faisant appel à ses services. »...

Le médecin est en face d'intérêts divers et parfois contradictoires : l'intérêt du malade et l'intérêt du groupement : il doit

de coalition, avant la réforme de l'article 419 du Code pénal : il y a de bons et de mauvais trust (1).

Bref, il y a deux séries de normes juridiques. D'une part, des règles fixes, dont l'application se ramène à l'établissement de « catégories logiques, qui sont prédéterminées par essence, immuables dans leur fond, régies par des dogmes inflexibles, insusceptibles par conséquent de s'assouplir aux exigences changeantes et variées de la vie » (2). D'autre part des standard, dont l'application est, du reste, tout autre chose qu'une vague inspiration suggérée au juge, pour lui permettre de se livrer à toutes les improvisations que peuvent susciter dans son imagination les circonstances particulières de chaque espèce, et comporte, elle aussi, l'établissement de catégories malléables et susceptibles d'amendement, selon les opportunités, et sous le contrôle du juge de cassation.

Cette théorie générale du standard, et ses applications générales exposées, si nous en venons au droit pharmaceutique, nous constatons que cette législation est une matière particulièrement favorable à son application.

Constituée par de très anciens textes, qui ne sont manifestement plus adaptés aux besoins de la science et de l'industrie moderne, elle n'est supportable qu'à raison de la tolérance de l'administration et de la jurisprudence. Celles-ci renoncent à l'appliquer à la lettre; elles s'inspirent plutôt des raisons qui l'on fait édicter, et dont

---

composer entre ces intérêts : pour aider le groupement à atteindre son but légitime par des moyens légitimes.

Envisager des exigences *légitimes* qui amènent le médecin à révéler dans certains cas le secret médical, n'est-ce pas, une fois de plus, faire application du critère de rationalité, sans peut-être employer ces termes mêmes?...

(1) Loi du 3 décembre 1926.

(2) V. Fr. GÉNY, *Méthode d'Interprétation*, t. 1<sup>er</sup>, p. 129.

elles font l'appropriation aux circonstances nouvelles qu'elle n'avait pas prévues.

C'est très exactement appliquer, sans le mot, la méthode du standard et le critère de rationalité.

Que l'on songe à prendre à la lettre la loi de Germinal, aucun médicament composé ne pourrait être délivré sans une prescription médicale.

La loi de Germinal prohibe à la fois les remèdes secrets et ceux dont la formule ne figure pas dans les formulaires officiels. La prohibition est précise et ne comporte aucune réserve. A la prendre au mot, elle renferme la condamnation de la plupart des spécialités médicamenteuses; et l'on sait pourtant l'importance prise par cette nouvelle industrie dans la pratique de l'art de guérir et dans les relations internationales mêmes (1).

De cette règle, la loi du 5 juillet 1844 avait logiquement conclu que les inventions pharmaceutiques ne sont pas brevetables : ou le médicament est « nouveau » et le brevet sera nul comme ayant un objet contraire à l'ordre public, ou sa formule figure à la pharmacopée officielle, et le brevet serait encore nul, pour défaut de « nouveauté ». Le dilemme est impeccable.

Mais justement, c'est une question de savoir si le problème ne relève que de la mécanique de la logique formelle, exercée sur des textes intraitables. La jurisprudence ne l'a pas pensé; elle ne pouvait pas l'admettre; il y a des faits qui se révoltent contre le droit, comme dit le professeur Gaston Morin (2)..., contre le droit conçu à

---

(1) Quoi qu'en pensent nombre de pharmaciens, et non des moindres, ce problème n'est pas supprimé par une récente mesure administrative. Cf. G. RENARD, *L'interdiction des remèdes secrets et le décret du 13 juillet 1926*, dans la *Revue générale d'administration*, 1926, p. 395 et s.

(2) G. MORIN, *La révolte des faits contre le Code*.

la façon d'un monument de rhétorique; car il y a une autre façon de concevoir le droit que celle-là!

« On n'a pas assez remarqué, écrit Bergson, combien la portée de la déduction est faible dans les sciences psychologiques et morales... Bien vite, il faut en appeler au bon sens, c'est-à-dire à l'expérience continue du réel, pour infléchir les conséquences déduites et les recourber le long des sinuosités de la vie. » (1) Le droit est une science psychologique et morale, non une science mathématique.

Donc, la jurisprudence a distingué là où la loi ne distinguait pas. Elle a transformé la *règle* en *standard*; au lieu d'appliquer le texte, elle statue en conformité des raisons — l'idée — que le législateur a pu avoir en l'an XI, et, partant de là, introduit une discrimination entre spécialités licites et spécialités illicites : les spécialités licites étant celles qui n'apportent aux formules officielles que des modifications légères, par exemple par l'addition d'adjuvants et d'excipients, ou dont toute l'originalité consiste en procédés nouveaux de fabrication (2).

Et voici que la législation semble vouloir suivre la jurisprudence dans cette voie réformatrice : le 7 avril 1927, la Chambre des Députés a voté un projet de loi sur les brevets d'inventions, dont les articles 3 et 25 autorisent le brevet des compositions pharmaceutiques présentant le caractère de produits chimiquement définis ainsi que des procédés permettant de les obtenir. Mais, en permettre le brevet, n'est-ce pas en reconnaître la licéité et avouer, par conséquent, que la prohibition de la loi de Germinal doit être entendue dans un sens très

---

(1) BERGSON, *L'évolution créatrice*, p. 231 et s.

(2) Trib. comm. Seine, 26 sept. 1903, confirmé par Paris, 15 décembre 1904, D. 1905, 2, 362.

large, celui que la jurisprudence avait pris l'initiative de fixer.

Le principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance offre une nouvelle et très remarquable illustration de la méthode du standard, ou du critère de rationalité, en droit pharmaceutique. Ce principe est, en effet, susceptible d'*adaptation*, au sens même que les biologistes donnent à ce mot (par exemple M. Cuénot). Il se situe dans la ligne des *directives*, dont l'usage remplace, de plus en plus, celui de la règle rigide, surtout dans l'élaboration de la jurisprudence.

C'est là une affirmation qu'il nous faut démontrer et justifier.

Avons-nous le droit de considérer le principe de l'indivisibilité comme une directive?

Nous prétendons en avoir le droit et même le devoir; c'est ce qui résulte du caractère des *textes* sur lesquels on l'appuie, et des *raisons* auxquelles il répond.

Compris à la manière dont on interprète habituellement la législation pharmaceutique, les *textes* nous conduisent à considérer le principe de l'indivisibilité comme une directive.

La loi de Germinal, en effet, n'est pas un recueil de *règles*, à faire jouer comme une machine automatique, dès que les conditions prévues se trouvent remplies.

On a remarqué la place prépondérante que tient dans leur interprétation jurisprudentielle la notion d'*intention*. C'est l'intention d'employer une substance dans un but curatif qui en fait un médicament. C'est cette même considération qui permet de caractériser, et de délimiter, le monopole des pharmaciens : c'est la destination des substances vénéneuses, mises en vente par les

commerçants, qui décide de la réglementation à leur appliquer (décret du 14 septembre 1916). C'est l'intention présumée d'exploiter l'officine dont il se rend propriétaire, qui détermine la jurisprudence à annuler la cession d'un fonds de pharmacie à un non diplômé; et, si l'acquéreur parvient à détruire cette présomption, et à justifier d'une cause légitime de l'opération, la cession est tenue pour valable (1).

L'application du principe d'indivisibilité est dominée, elle aussi, par une question d'intention; c'est justement un corollaire de ce principe que la nullité habituelle de l'aliénation d'une officine, au profit d'un non diplômé : il ne peut ni l'exploiter personnellement, ni la faire exploiter par un gérant diplômé; pour que l'achat fût valable, il faudrait supposer — et on ne peut le présumer — qu'il l'a achetée pour la revendre immédiatement : l'hypothèse s'est présentée (cession de biens d'un pharmacien au profit de ses créanciers (2)).

Or, de cette prédominance de l'intention, découle le caractère de la règle de l'indivisibilité : le rôle du juge, en chaque espèce où cette règle est appelée à intervenir, est de mesurer *l'intention des parties à la raison de l'indivisibilité*; suivant qu'il y a ou non concordance, il annulera ou validera, et il déduira avec plus ou moins de rigueur les conséquences de l'annulation (3). Sans doute, la répétition des espèces l'entraînera à discriminer des directives particulières dans l'application de la directive

---

(1) V. G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 13, 14 et s.

(2) Paris, 11 avril 1899. *Gaz. Trib.*, 1899, 2, 43, et G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 14 et 78, n. 2.

(3) Lire à ce sujet, encore qu'il ne touche pas le problème de l'indivisibilité, l'article de G. JÈZE, *Essai d'une théorie générale sur la sanction des irrégularités qui entachent les actes juridiques*, *Revue de droit public*, 1913, p. 294 et s.

générale et à instituer des catégories marquées, chacune, d'une nuance touchant la portée de la règle de l'indivisibilité; mais, outre que ces catégories — nous l'avons remarqué — sont indéfiniment susceptibles de remise au point et de réadaptation, il restera toujours possible d'y échapper en contredisant, par une preuve positive, les présomptions sur lesquelles elles ont été constituées, *ex eo quod plerumque fit* : c'est justement ce qui s'est passé dans le cas de la cession d'officine accordée par un pharmacien à ses créanciers pour obtenir sa libération.

Les *raisons* auxquelles répond le principe de l'indivisibilité autorisent, elles aussi, à le considérer comme une directive souple.

Le fondement rationnel de la règle de l'indivisibilité, c'est la nécessité de la gestion personnelle et libre du technicien. La santé publique impose cette gestion libre et personnelle, qui est la contre-partie de sa responsabilité civile et pénale. La règle de l'indivisibilité est un contrefort, un appareil de secours de la règle de la gestion personnelle.

*La nouvelle jurisprudence est donc moins le bouleversement que le renforcement de l'ancienne.* Le nouveau principe n'est qu'une première ligne de défense, établie en vue d'assurer la gestion *effective* et *sérieuse* du technicien.

Certes, ses applications ont été souvent déduites avec une rigueur dialectique brutale. On a vidé la formule de toute sa signification rationnelle — l'idée — dont elle est l'enveloppe. Là fut l'erreur. Pareil procédé d'interprétation est en contradiction avec le caractère que nous avons reconnu à la règle de l'indivisibilité. Il faut la rétablir sur son véritable fondement, y réintégrer la *ratio*, qui la justifie, et qui doit en manier l'adaptation.

Le magistrat doit donc appliquer la *directive* de l'indivisibilité, suivant les circonstances; il doit construire des catégories adaptées aux opportunités à venir : annuler tel genre de convention qui risque de nuire à la santé publique, ou dans laquelle il discerne une fraude des parties, valider tel autre genre d'opération qui n'encourt pas les mêmes suspicions. A l'instar de la jurisprudence anglaise, il mesurera l'interdiction à la raison qui l'a fait prononcer : tantôt, cette raison, cette idée, la finalité de la règle, exigent que la gérance ne soit pas séparée de la propriété, alors on appliquera la règle; tantôt, la *ratio* du principe s'accommode de la division; alors, on n'appliquera pas la règle.

La deuxième partie de cet ouvrage sera l'illustration de cette méthode. Montrons seulement ici la fécondité que donne, à notre principe, cette manière de l'entendre.

Le critère de rationalité conduit à créer tout un réseau de catégories, en vue d'adapter l'application de ce principe à son fondement rationnel.

Tout d'abord, le principe de l'indivisibilité ne jouera pas de la même façon pour l'exploitation d'un ou de plusieurs médicaments (une spécialité) ou pour celle d'une officine; la raison d'être du principe n'est pas aussi impérieuse dans le premier cas que dans le deuxième : la jurisprudence s'est rangée à cette distinction.

Les applications de notre principe doivent se mesurer aussi d'après le caractère des personnes entre lesquelles seraient susceptibles d'être divisées la propriété et la gérance : il y a des immixtions plus ou moins indésirables au point de vue de l'intérêt de la santé publique, plus ou moins anormales aussi, eu égard à la déontologie professionnelle, qui n'est qu'une face de cet intérêt. Le danger est médiocre, si le « tiers » intervenant dans les affaires

du pharmacien est sa femme ou son mari : ici la règle sera donc interprétée dans un sens si libéral que l'on pourra presque n'en pas tenir compte, dans les relations du pharmacien avec son conjoint.

Le « tiers » intervenant peut être le délégué de la justice : le danger de son intervention est déjà plus considérable. C'est le cas du syndic dans l'hypothèse de faillite, et — derrière le syndic — des créanciers du pharmacien; ils ont des titres très légitimes à s'immiscer dans la gérance de l'officine; tout de même, il convient d'aviser à certaines précautions.

Le tiers peut être enfin un particulier quelconque : le danger est à son maximum; encore faut-il sous-distinguer.

Ce peut être un homme de confiance; la considération de sa personne a prédominé lors de son choix; le danger de son intervention est moindre que celui de l'immixtion d'un simple bailleur de fonds qui « place » ses capitaux dans l'entreprise, sans autre vue que celle du bénéfice à tirer de leur exploitation; il conviendra d'appliquer plus sévèrement la règle dans la deuxième hypothèse que dans la première; et c'est ainsi que nous serons amenés à distinguer les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux.

Une autre distinction vient se combiner avec celle-ci : le tiers (par exemple l'associé) est peut-être diplômé pharmacien : il fait partie de la confraternité professionnelle; on peut envisager pour lui certains accommodements avec la règle; n'est-il qu'un étranger, il conviendra de montrer plus de circonspection. La jurisprudence tient compte, en effet, de cette distinction.

Dans le même ordre, il faut souligner ici — sauf à y revenir plus tard — le cas des étudiants en pharmacie.

L'élève en pharmacie qui veut acheter une officine n'est pas le premier venu; c'est comme un demi-confrère; ne convient-il pas d'user de ménagements dans l'appréciation du contrat par lequel il s'assure une officine, en vue d'en prendre l'exploitation, lorsqu'il aura conquis ses grades?

Jusqu'à présent, nous avons distingué les divers types de conventions où peut jouer le principe de l'indivisibilité. D'autres discriminations sont à considérer.

On peut envisager des gérances permanentes et des gérances accidentelles : la raison de la règle mène à interdire toute gérance permanente. Elle suggère, en revanche, une certaine tolérance à l'endroit des gérances temporaires : le remplacement, comme on dit dans la langue du métier.

La loi elle-même reconnaît cette distinction : le cas de la veuve et des héritiers n'est qu'une hypothèse de gérance temporaire. Et, le même critère conduit à généraliser aux dépôts de médicaments des coopératives de consommation, quand même elles ne vendraient pas au public, une interdiction qui, dans le principe, n'a trait qu'aux officines proprement dites, c'est-à-dire aux magasins ouverts à tout venant (1).

En définitive, le critère de rationalité permet d'aboutir à un vaste réseau de catégories, à la disposition du juge; il lui met, entre les mains, un instrument très souple et très maniable.

Comme le juge à son siège, nous serons amenés, par la suite de ce travail, tantôt à restreindre la portée du principe de l'indivisibilité, tantôt à l'élargir.

Pour illustrer cette idée, ne conçoit-on pas que le prin-

---

(1) Sur cette conception de l'officine, v. G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 55 et s.

cipe de l'indivisibilité puisse déborder le cadre de la législation pharmaceutique?

N'y aurait-il pas lieu d'en envisager l'extension à la médecine? Nombre de cliniques privées sont tenues par un médecin, quant à la partie technique, et administrées par d'autres personnes, propriétaires ou non de l'établissement, pour le surplus. Cette situation est parfaitement correcte, puisque la législation de la médecine ne renferme pas le moindre texte susceptible de permettre à la jurisprudence de rattacher une prohibition semblable à celle qu'elle a déduite de la loi de Germinal. Mais, en législation, y a-t-il des raisons graves pour autoriser dans la pratique médicale ce qu'on interdit dans la pratique pharmaceutique?

Ce problème passe les limites de notre sujet...

---

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATIONS PRATIQUES  
DE LA RÈGLE DE L'INDIVISIBILITÉ



## TITRE PREMIER

# ETUDE GÉNÉRALE DE CES APPLICATIONS

---

Après avoir, au cours des chapitres précédents, examiné les origines jurisprudentielles de la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance et fixé son fondement rationnel, son caractère et la méthode qui doit présider au développement de ses conséquences pratiques, nous en venons à circonscrire et inventorier son champ d'application,

Le *contrat de gérance* n'est qu'une illustration du principe de l'indivisibilité; nous aurons à en poursuivre l'étude, à la lumière de la jurisprudence, pour en signaler les divers aspects : séparation de la gestion technique et de la gestion commerciale, gérance de la pharmacie par un étudiant, modalités du louage de services appliqué à la pharmacie.

Mais la règle de l'indivisibilité a une portée pratique bien plus étendue. Elle intéresse les *ventes de fonds de pharmacie*; celles-ci peuvent comporter toutes sortes de clauses destinées, dans l'intention des parties, à tourner les prohibitions légales ou jurisprudentielles; elles offrent une documentation de choix au juriste pour l'étude de la simulation. Et que d'autres théories du droit civil ou

commercial sont affectées par cette règle propre du droit pharmaceutique!

L'examen détaillé du domaine d'application du principe de l'indivisibilité nous entraînerait très loin; nous le parcourerons ici très rapidement, sauf à revenir, dans un second titre de cette partie, sur les cas qui méritent une discussion approfondie.

La *vie familiale* du pharmacien, tout d'abord, offre de multiples illustrations du principe formulé par la jurisprudence. Elle illustre aussi, avec beaucoup de richesse, les difficultés que souffre son application, et la nécessité qui s'impose de l'assouplir pour la rendre tolérable; bref, elle fournit un précieux appoint à la discussion qui nous importe tant dans ce travail : savoir que la règle de l'indivisibilité doit être envisagée quant à sa ratio, plutôt que quant à sa formule, si l'on veut pouvoir s'en accommoder, et lui donner sa vraie signification.

Si l'on entendait strictement la règle de l'indivisibilité, le mariage serait bien difficile à concevoir pour le pharmacien, puisqu'il aboutit, normalement, à faire tomber en communauté le fonds de commerce du pharmacien; celui-ci n'en est plus propriétaire que pour moitié. Même en admettant une interprétation bienveillante, la règle de l'indivisibilité réagira sur le contrat de mariage du pharmacien; il faudra distinguer suivant les régimes au choix des futurs époux; et ce sera plus compliqué encore pour le mariage de la pharmacienne...

Des problèmes du même ordre se présenteront aussi lors de la dissolution de la communauté conjugale.

Mais, la vie familiale du pharmacien n'est pas encore le champ d'application le plus riche de notre règle. La complexité sans cesse accrue de la vie économique appelle l'association des activités. D'où la substitution

des entreprises collectives aux entreprises individuelles.

La pharmacie n'a pas pu se dérober à cette impérieuse nécessité. On a bien essayé d'enrayer le mouvement qui porte à la création de *sociétés pharmaceutiques*; et, sans doute, la petite officine subsiste, souvent prospère. N'empêche que nous avons vu naître et grandir rapidement la grande pharmacie, le laboratoire, où s'emploient des procédés techniques industriels qui dépassent les forces de la petite officine.

La grande entreprise, en pharmacie comme ailleurs, peut difficilement s'accommoder du gouvernement d'un seul; elle exige trop de compétences et trop de capitaux. Ses fondateurs grouperont donc des associés; ils établiront une société en commandite, ou même une société anonyme; qui sait si la loi récente sur les sociétés à responsabilité limitée ne stimulera pas leur esprit inventif?

Mais, la jurisprudence veille; va-t-elle admettre toutes sortes de sociétés en matière de pharmacie?

Si oui, que deviendra la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance? Le système de défense de la santé publique, inventé par nos tribunaux, aurait-il alors vécu?...

Si non, on s'élèvera contre l'esprit rétrograde des jurisconsultes..., ces gens qui ne sont jamais à la page...

On pressent que la vérité doit se trouver à mi-chemin des deux solutions extrêmes. Mais dans cette voie des transactions, où trouver la formule la plus expédiente? N'admettra-t-on que les sociétés formées entre pharmaciens diplômés? Ne permettra-t-on pas à un non diplômé d'être au moins commanditaire, et ne se contentera-t-on point que les commandités soient tous porteurs du diplôme?...

Enfin, au cours de la carrière du pharmacien, il faut

prévoir la mauvaise fortune. Certes, les conditions actuelles de la vie économique ne semblent pas spécialement défavorables aux pharmaciens. La guerre n'a certainement pas restreint la clientèle des médecins et de leurs collaborateurs. Pourtant le malheur peut survenir : il faut envisager l'éventualité de la *faillite* en matière de profession pharmaceutique.

L'introduction des créanciers, du syndic, dans la gestion de l'officine, soulèvent des difficultés; de même la vente forcée du fonds de commerce qui peut s'en suivre.

C'est là autant de questions que nous aurons à examiner longuement; nous leur consacrons le second titre de cette deuxième partie. Pour le moment, nous ne cherchons qu'une vue d'ensemble.

Elle nous met en face d'une sorte de dyptique.

D'un côté, la règle de l'indivisibilité entraîne l'interdiction, en matière pharmaceutique, d'un certain nombre de conventions, qui seraient licites suivant le droit commun.

D'un autre côté, la même règle souffre des dérogations, — les unes réelles et les autres apparentes — en faveur de certaines situations, qui ont paru mériter une considération particulière : celle de la veuve du pharmacien, celle des pharmacies hospitalières, celle des pharmacies mutualistes : dérogations qui procèdent soit d'une disposition spéciale de la loi, soit d'une interprétation restrictive des deux textes auxquels on convient d'appuyer la prohibition.

D'où la division de ce titre en deux chapitres : les applications, les dérogations.

---

## CHAPITRE PREMIER

# LES APPLICATIONS DU PRINCIPE

---

Les décisions des tribunaux ne suggèrent aucune classification rationnelle et logique des applications du principe d'indivisibilité. Elles se ramènent bien toutes à un principe d'unité; et l'ensemble de cette jurisprudence forme un tout assez homogène, où l'on ne rencontre guère de contradictions; mais on n'y trouve point l'effort de construction doctrinale que nous avons ébauché dans la première partie de cet ouvrage.

Par ailleurs, dans la plupart des arrêts, les considérations relatives à l'indivisibilité sont mêlées à des arguments qui intéressent d'autres règles de la législation pharmaceutique, par exemple l'interdiction des remèdes secrets.

Nous aurons à dégager, dans chacun d'eux, ce qui regarde spécialement l'objet de nos investigations.

Le principe est : que l'exploitation de toute officine doit être assurée *effectivement* et *exclusivement* par un pharmacien muni d'un diplôme régulier; la gestion du technicien ne serait pas *exclusive* s'il n'était propriétaire du fonds de commerce : l'exploitant aurait des comptes à rendre, des instructions à recevoir et à observer...

La conséquence directe de ce principe est la prohibition de toute gérance ou mandat.

La jurisprudence, sous des sanctions diverses, que nous étudierons prochainement, prohibe toutes sortes d'amodiations qui impliquent séparation de la propriété et de la gérance. Pour assurer le respect du principe qu'elle a découvert, elle analyse minutieusement les conventions qui portent sur l'acquisition des officines de pharmacie, sur leur exploitation, sur le remplacement du pharmacien, sur le cumul de la profession pharmaceutique avec d'autres professions, ou sur le cumul de l'exploitation de plusieurs officines.

Nous allons envisager ces diverses questions sous trois sections.

SECTION PREMIÈRE. — DES CONVENTIONS RELATIVES A L'ACQUISITION DES OFFICINES : LES CESSIONS DE PHARMACIES.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — *Cession à un non diplômé.*

Tout d'abord le pharmacien ne peut vendre son fonds de commerce à une personne qui ne possède pas le diplôme requis par la loi.

La Cour de Rouen a rendu, sur ce point, un arrêt-type, le 24 décembre 1901 (1). Un pharmacien avait passé convention avec un étudiant en pharmacie; la clause suivante était portée au contrat : le pharmacien cède à l'acheteur « tout son matériel, en excluant la clientèle, « l'achalandage, le fonds de commerce, les livres d'or-donnances, le Codex et les marchandises ».

Les parties croyaient avoir ainsi tourné la loi en passant un contrat qui n'était en apparence qu'une vente de meubles. Mais, comme le constate l'arrêt, l'étudiant en

---

(1) S. 1904, 2, 237.

pharmacie était entré en possession du fonds de commerce; il avait exploité la pharmacie pour son compte avec le concours d'un pharmacien diplômé. La supercherie des parties fut dénoncée en justice par le syndic de la faillite qui demanda la nullité de la vente, pour ce motif que, sous les apparences d'une vente de meubles, l'opération présentait réellement le caractère d'une vente d'officine, faite à une personne non pourvue du diplôme de pharmacien; et, comme le dit l'arrêt, « nul ne pouvant gérer une officine s'il n'est à la fois propriétaire du fonds et muni du diplôme de pharmacien, la vente d'une pharmacie consentie à une personne non munie du diplôme de pharmacien (vente dissimulée sous les apparences d'une vente de matériel) est nulle, comme contraire à l'ordre public » (1).

La vente était bien consentie à un aspirant au diplôme, mais l'aspirant était appelé à prendre la direction du fonds de commerce avant de l'avoir obtenu, et sans considération du résultat des examens à passer pour l'obtenir.

Dans ce cas, d'ailleurs, il existe peu de doute; une personne sans diplôme ne saurait être propriétaire d'une pharmacie. Une telle convention est frappée d'une nullité radicale, d'ordre public. « Si les parties, déclarera, quinze ans plus tard, le tribunal de commerce du Havre, à propos d'une espèce analogue (2), dans le but d'éluder les prohibitions de la loi, ont déguisé la vente sous la forme d'une cession d'objets mobiliers, les tribunaux doivent, non pas s'arrêter aux termes des actes, mais restituer au contrat sa véritable qualification. »

---

(1) On observera l'importance attachée par la Cour à l'intention des parties; c'est une illustration de la thèse présentée ci-dessus,

(2) Trib. comm. Havre; 23 février 1916, *La Loi*, 25 mai 1916.

Ce n'est que l'application des principes du droit civil en matière de simulation. C'est la même solution qu'ont adoptée les tribunaux dans toutes les hypothèses où l'acheteur de la pharmacie est un individu « se trouvant dans l'incapacité absolue d'exercer la profession de pharmacien » (1).

On admet d'ailleurs que l'annulation de la vente ne fait pas obstacle à un règlement de compte entre les parties : elles doivent se restituer mutuellement ce dont elles se sont enrichies l'une aux dépens de l'autre, en conséquence de l'exécution du contrat jusqu'à son annulation; la restitution de l'enrichissement sans cause l'emporte ici sur la maxime : *In pari turpitudinis causa, melior est causa possidentis* (2).

Rappelons que la cession d'officine à un non diplômé serait validée, au contraire, si l'acheteur parvenait à prouver qu'il a réalisé l'acquisition dans tout autre dessein que d'exploiter lui-même l'officine ou la faire tenir par un gérant (3).

#### ARTICLE 2. — *Cession à un étudiant en pharmacie.*

Si la jurisprudence annule, avec juste raison, les conventions qui ont pour but de frauder la loi et d'aboutir à l'exploitation d'un fonds de pharmacie par un non diplômé, sa sévérité est plus discutable lorsqu'elle prononce la nullité de vente faite par un pharmacien à un élève en pharmacie, même avec des modalités propres à différer l'entrée en jouissance jusqu'à l'obtention du

---

(1) Pau, 25 janvier 1895, S. 95, 2, 193.

(2) Cf.; sur tous ces points, le jugement du tribunal de commerce du Havre, précité. Le vendeur doit restituer le prix en principal et intérêts, et même les loyers s'il échet. Mais les parties ne peuvent se réclamer l'une à l'autre des dommages et intérêts qui prendraient leur base dans l'acte déclaré illicite et annulé comme tel.

(3) Cf. ci-dessus, p. 59.

grade et la délivrance du diplôme. (On sait que cette délivrance est retardée jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.)

Voici un étudiant en pharmacie qui, en cours d'études (1), voudrait se rendre acquéreur d'une officine, dont le titulaire est disposé à lui consentir l'aliénation. Les parties sont d'accord sur le prix. Comment s'y prendre?

Il y a deux solutions très simples..., trop simples, à écarter à priori.

L'élève pourrait, tout d'abord, acheter l'officine purement et simplement et se mettre à l'exploiter lui-même : il tomberait alors sous le coup de poursuites correctionnelles; c'est la violation ouverte de la loi de germinal an XI et de toute la législation sur la police de la pharmacie.

Il pourrait, d'autre part, tout en réalisant l'achat de l'officine, laisser provisoirement la gérance au vendeur, jusqu'au jour où l'acheteur aurait conquis son diplôme, mais les tribunaux réprouvent cette combinaison, qui semble cependant assez raisonnable. La raison de la règle impose-t-elle cette solution? On peut en douter. Il y aurait ici peu de danger à admettre la gérance du vendeur : d'abord parce qu'elle est toute provisoire, ensuite parce qu'ici tout se passe, sinon entre confrères, du moins entre confrère et... novice en la confrérie; *l'intuitus personæ* préside à l'opération. Pourtant, la jurisprudence est inexorable; on conçoit les embarras qui s'en suivent.

A l'appui de cette solution draconienne, on fait valoir un argument... de dialectique formelle. Peu importe, dit-on, que l'acheteur soit un profane ou un élève en

---

(1) Ou un jeune pharmacien reçu au dernier examen avant l'âge de vingt-cinq ans.

pharmacie; la situation particulière de celui-ci, si intéressante qu'elle soit, ne change pas les termes du dilemme : ou l'acquéreur non diplômé entrera immédiatement en possession de la pharmacie, qui est ainsi gérée contrairement à la loi; ou il fera gérer provisoirement par un diplômé, qui n'en n'est plus propriétaire, et les principes du droit pharmaceutique s'y opposent.

Ce raisonnement est logique, si l'on considère le principe de l'indivisibilité comme une règle rigide. Il est inexact dans le cas contraire : le fondement rationnel du principe conduirait à distinguer l'élève en pharmacie des autres acquéreurs; l'étudiant, avons-nous dit, est déjà un demi-confrère; il faudrait être tolérant à son égard. Il est à regretter que la jurisprudence ne se soit pas encore engagée dans cette voie : jusqu'à maintenant, elle condamne pareille convention.

C'est notamment en ce sens que s'est prononcée la Cour de cassation, par arrêt du 13 août 1888 (1). Dans l'hypothèse en question, il s'agissait d'une vente d'officine, faite par un pharmacien à une femme, au profit de son fils non encore diplômé; il était stipulé que le vendeur gérerait jusqu'à ce que le fils fût reçu pharmacien, et qu'à cet effet « il passerait trois heures le matin et trois heures le soir dans la pharmacie, sans avoir droit à aucune rémunération ». Un différend survint entre les parties; la nullité de la vente fut demandée par l'acheteur, comme consentie à une personne non pourvue du diplôme. Le tribunal et la Cour de Nîmes le déboutèrent tour à tour. La Cour considérait que, si le « transfert de propriété du fonds de pharmacie avait eu lieu à la date de la passation de l'acte, l'entrée en jouissance pour l'ex-

---

(1) S. 1888, 1, 415.

ploitation effective du nouveau propriétaire avait été reculée à une date indéterminée qui sera, soit la mort du vendeur, soit la réception du fils de l'acquéreur comme pharmacien diplômé » ; elle avait vu là des circonstances particulièrement favorables ; elle avait surtout été impressionnée par cette considération que le contrat ne pouvait avoir pour effet de faire passer l'exploitation, à un moment quelconque, entre les mains d'un non diplômé : c'était donc là un contrat *sui generis* ; le pharmacien vendeur continuait à figurer sur l'état officiel des pharmaciens de Nîmes et au rôle des patentes.

La Cour de Nîmes, dans cette affaire, essayait de sauver un débris de la théorie que les Cours d'appel avaient victorieusement défendue jusqu'à 1860, et qui s'adaptait mieux au fondement rationnel de la règle. Mais la Cour de Cassation fut impitoyable. Elle appliqua strictement sa théorie de l'indivisibilité et censura l'arrêt de la Cour d'appel, en ce que celle-ci avait déclaré, « que la loi de germinal an XI n'a pas expressément spécifié qu'en *aucun cas* la situation de manipulateur diplômé ne pourrait être distincte de la qualité de propriétaire du fonds, et qu'il suffisait que celui qui seul est appelé, comme dans l'espèce, à satisfaire aux prescriptions de la loi de germinal, sur l'achat, la préparation et le débit des médicaments fût muni d'un diplôme » (1).

---

(1) Sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, plusieurs arrêts de Cours d'appel avaient validé la vente d'une pharmacie à des élèves, lorsque le vendeur devait rester titulaire de l'exploitation, et gérant responsable de l'officine, et conservait, à ce titre, droit de contrôle et de surveillance sur le débit des médicaments.

Cette jurisprudence, plus soucieuse de tenir compte de la raison de la règle que de sa formule, avait en somme élaboré la distinction que voici : le fonds de pharmacie avait-il été vendu sous la condition que pendant un certain temps, et jusqu'à ce que l'acquéreur fût reçu pharmacien, il continuerait à être exploité sous le nom du vendeur, mais sans sa participation effec-

Le tribunal civil de la Seine, appliquant toujours le même principe qu'une officine ne peut être acquise que par une personne possédant le diplôme de pharmacien, a même jugé que l'attribution d'un fonds de commerce dépendant de la succession d'un pharmacien faite à la veuve, après renonciation à la communauté, conformément à son contrat de mariage, et pour une valeur à

*tive*, la convention était considérée comme nulle : Cass. rej. 13 mai 1833, S. 33, 1, 668; au contraire, la vente était considérée comme valable, si le pharmacien vendeur devait *effectivement* la gérance, jusqu'à l'obtention du diplôme par l'acheteur; la Cour de Paris avait validé une telle convention, considérant « qu'il n'y avait rien là que de licite » (Paris, 27 déc. 1853, S. 55, 2, 105). Cette distinction était parfaitement rationnelle.

Sur la même question, la Cour de Bourges s'était livrée à une distinction plus subtile : pour elle, la pharmacie se compose de deux choses distinctes : d'une part le matériel, c'est-à-dire les drogues et médicaments, les ustensiles de fabrication et le mobilier du magasin, et d'autre part le droit d'exercer la profession de pharmacien. La première partie seule est commerciale, et peut d'être réputée avoir été comprise dans la vente, car les conventions doivent être interprétées *potius ut valeant quam ut pereant*; il n'y a donc pas lieu d'annuler. Et l'arrêt de montrer que le droit d'exercer la profession pharmaceutique n'a pas été présentement cédé : comme par le passé, l'élève en pharmacie continue à préparer les médicaments sous la surveillance du pharmacien titulaire, qui reste seul responsable de l'exploitation (Bourges, 2 mars 1844, S. 45, 2, 604).

Cette seconde distinction est également plus rationnelle, et en tous cas plus équitable que la doctrine imposée depuis lors par la Cour de Cassation; dans les circonstances de la cause, le danger de la gérance était bien réduit au minimum; celle-ci était provisoire, un pharmacien restait à la tête de l'officine; et la considération de personne de l'acquéreur — un étudiant en pharmacie — inclinait à une interprétation bienveillante.

Les arrêts, que nous venons de citer, font une judicieuse conciliation des divers intérêts en présence. Avec la conception rigoureuse aujourd'hui adoptée, bien des conventions ne peuvent être passées, qui cependant seraient souhaitables pour les étudiants désireux d'acquérir une pharmacie dans des conditions, qui ne seront peut-être plus aussi favorables, lorsqu'ils auront achevé leurs études, ou atteint leurs vingt-cinq ans; la pharmacie du lieu où ils comptaient s'établir sera alors reprise par un jeune pharmacien, et il leur faudra, parce qu'ils sont arrivés trop tard, songer à aller ailleurs; sainement entendue, la règle de l'indivisibilité ne conduit pas jusqu'à cette extrémité.

fixer par experts, constitue, non un acte de partage, mais une vente, et que dès lors cette attribution est impossible, et la clause du contrat de mariage qui le prévoit inopérante, dès l'instant que la veuve n'est pas pourvue du diplôme professionnel exigé par la loi : la nullité étant d'ordre public, aucune stipulation du contrat de mariage ne peut la tenir en échec. Ce jugement a toutefois été annulé par la Cour de Paris (1).

En résumé, et malgré cette réformation, — la Cour de Cassation, s'il y a eu pourvoi (et nous l'ignorons) se prononcera-t-elle pour la Cour ou pour le tribunal? — la jurisprudence se montre très sévère : l'ancienne jurisprudence, que nous venons d'exposer en note, résolvait, plus équitablement peut-être, la question.

ARTICLE 3. — *Vente d'officine avec modalités*  
(*terme, condition*)

Nous avons attiré l'attention sur les inconvénients que comporte la rigueur de la nouvelle jurisprudence.

Cependant, si les tribunaux n'admettent pas, dans le principe, la validité des cessions consenties à des étudiants en pharmacie notamment, au cours de leurs études, la théorie générale de la vente ne pourrait-elle pas fournir des modalités propres à pallier à ces inconvénients?

C'est là une question aussi délicate pour le juriste qu'importante pour la pratique pharmaceutique.

---

(1) Trib. Seine, 20 mars 1922, D. 1922, 5, 11, infirmé par la Cour de Paris, 11 décembre 1924, cf. *Bull. Ass. Gén.*, 1925, p. 38.

Conformément au principe posé, le tribunal de la Seine ajoutait que si la femme avait revendu l'officine à un tiers, le prix de cette vente tombait dans la succession du mari, et constituait le gage de ses créanciers.

La vente est susceptible de bien des modalités, dont les deux principales sont le terme et la condition.

Tout d'abord, une vente d'officine à terme peut-elle être consentie, par un pharmacien, à un étudiant en pharmacie?

Il est indispensable de rappeler ici la différence entre le terme et la condition. Le terme est « la modalité en vertu de laquelle l'acte juridique ne recevra pas son exécution immédiatement, mais à un jour déterminé » (1). L'obligation à laquelle l'acte juridique a pu donner naissance ne sera exigible qu'au jour fixé. L'article 1185 du code civil précise la distinction; le terme ne fait que retarder l'exécution de la convention : l'engagement est d'ores et déjà acquis; la condition, au contraire, suspend l'engagement.

Cela dit, il n'est pas nécessaire de longs développements pour concevoir que la vente à terme n'élide pas la difficulté : ce que le terme suspend, c'est seulement la livraison matérielle de la chose. Si moi, étudiant en pharmacie, j'achète une officine à terme, je deviendrai immédiatement propriétaire de la pharmacie; la livraison étant différée, mon vendeur restera, dans l'intervalle, gérant du fonds de commerce, dont il n'est plus propriétaire. La vente à terme manifeste une violation ouverte du principe de l'indivisibilité.

Par ailleurs, le terme étant, par définition, un avènement dont la survenance est *certaine*, et la réussite à tout examen un événement dont la survenance est essentiellement *incertaine*, la combinaison — si elle n'était pas à repousser comme inefficace — exigerait un expé-

---

(1) V. Colin et Capitant, *Manuel de droit civ.*, T. 2, 3<sup>e</sup> édit., p. 167 et suivantes.

dient : il faudrait établir un terme *fixe*, calculé d'après la durée probable de la scolarité restant à parfaire.

En définitive, le procédé de la vente à terme est à repousser. Alors, est-il possible d'user du procédé de la condition?

Un pharmacien a-t-il la possibilité de vendre son officine à un étudiant, en stipulant la condition de réussite à l'examen, dans tel ou tel délai? On voit tout de suite la nuance qui sépare cette convention de la précédente. Le contrat passé, ici, est affecté d'une condition : la formation du rapport de droit créé entre les deux parties est subordonnée à la réalisation d'un événement futur et incertain; ce n'est pas seulement la livraison qui est suspendue, c'est la totalité des effets du contrat; la propriété elle-même ne sera transférée que si l'acquéreur vient à se faire admettre *in nostro docto corpore*...

Cette convention est-elle compatible avec le principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance? Il n'y a pas de doute, croyons-nous, sur l'affirmative.

Tant que la condition ne s'est pas réalisée, on ne sait si l'acte juridique produira ses effets. Il n'existe, au profit de l'acheteur non diplômé, que le germe d'un droit sur l'officine : une promesse lui a été faite par le vendeur, et celui-ci ne peut la retirer : c'est tout. L'aliénateur diplômé reste, provisoirement, tout à la fois propriétaire et gérant de la pharmacie; il possède toujours le fonds qu'il exploite, il n'y a pas de dissociation entre la propriété et la gérance, la jurisprudence doit être satisfaite; la situation est correcte *pendente conditione*.

Si la condition — la réussite à l'examen — ne se réalise pas, les choses en restent là; tout se passe comme si aucune tractation n'avait jamais eu lieu entre le pharmacien et l'élève.

Mais une difficulté surgit dans le cas contraire, le cas le plus intéressant : l'événement envisagé par les parties se réalise, l'élève a enlevé son brevet de pharmacien. D'après l'article 1179, l'événement de la condition fait rétroagir les effets juridiques du contrat au jour de l'échange des consentements : le transfert de propriété — *res juris* — est reporté à une époque où l'exploitation de l'officine — *res facti* — était gardée par le vendeur ; le vendeur est juridiquement réputé avoir tenu la gérance pendant une période où il n'était plus propriétaire. Alors?...

Ce serait donner une piètre idée de la dialectique juridique aux pharmaciens que de leur laisser croire que nous nous embarrassons de pareilles arguties. Pour les rétorquer, il suffit de bien comprendre la portée véritable de la rétroactivité. MM. Colin et Capitant (1) l'exposent en termes excellents : « Evidemment, quand on parle de rétroactivité, il s'agit tout d'abord d'une fiction, puisqu'elle fait remonter les effets de l'acte à une époque antérieure à l'arrivée du fait, auquel son sort est lié. »

Qui dit rétroactivité dit fiction, et qui dit fiction dit artifice. On use de fictions dans toutes les sciences : la discipline juridique en fournit, à elle seule, des multitudes d'exemples. Mais une fiction n'est point un principe de solutions juridiques : c'est simplement un expédient pour relier une solution positive, empiriquement jugée équitable, à une construction technique qui ne la comporte pas. La rétroactivité de la condition n'a jamais été admise que comme un procédé technique d'explication de *certain*s effets de l'acte conditionnel. La fiction n'a aucune portée, et ne peut produire aucun effet, en dehors des résultats en vue du classement desquels

---

(1) COLIN et CAPITANT, op. cit., p. 164 et s.

elle a été créée : ainsi déjà les épicycles et les excentriques dans la vieille astronomie. Bref, *tout comme la règle de l'indivisibilité, la fiction de rétroactivité doit se mesurer à la raison pour laquelle elle a été établie.*

Or, quelle est la raison d'être de la fiction de rétroactivité? Elle a été instituée par l'article 1179 dans l'intérêt de l'acquéreur, et à l'effet de lui rendre inopposables les aliénations ou constitutions de droits réels qui auraient été consenties par le vendeur *pendente conditione*.

Si l'on en déduisait la nullité de la vente d'officine sous condition, on permettrait au vendeur de se dégager : la fiction se retournerait contre l'acquéreur au profit duquel elle a été inventée. Comme de toute autre représentation conceptuelle, il ne faut tirer de la fiction que les conséquences légitimes : elle n'a qu'un but restreint : il ne faut pas le dépasser (1).

Nous croyons ainsi avoir justifié la validité des contrats conditionnels, touchant les cessions d'officines pharmaceutiques à des élèves. Encore une fois, le contrat de vente pure et simple, ou la vente à terme, seraient préférables; puisqu'il faut y renoncer, dans bien des cas, la vente sous condition permettra généralement d'y suppléer.

Du reste, on peut songer encore à d'autres expédients.

L'élève peut d'abord obtenir du vendeur une promesse unilatérale de vente, dans un délai à déterminer. Quelles seront les conséquences d'une telle convention? Présentement, le maintien du *statu quo*; ultérieurement, si l'élève l'exige, le transfert simultané de la propriété et de la gérance. Il faut bien faire remarquer qu'il ne

---

(1) La fiction, c'est « l'artifice, le convenu, l'irréal... »

Sur tout ceci, cf. G. RENARD, *Le Droit, la Logique et le Bon Sens*, p. 262 et s.

s'agit ici que de promesse unilatérale : il ne saurait être question d'un engagement réciproque, car, d'après l'article 1589, cette double promesse vaut vente (1), c'est-à-dire emporte immédiatement transfert de propriété : une telle promesse serait contraire au principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance, aussi bien que la vente pure et simple.

La promesse unilatérale de vente est exposée, en matière de cession d'officine, à une cause particulière de caducité, qui provient du jeu de la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance. Un pharmacien s'engage à céder son officine à un élève en pharmacie, et un délai de trois ans (par exemple) est prévu pour l'option de l'acquéreur; mais, sur les entrefaits, le pharmacien, avant même que la première année soit écoulée, vient à décéder; l'interdiction de dissocier la propriété de la gérance fera nécessairement tomber la promesse, puisque la loi n'accorde à la veuve et aux héritiers du pharmacien qu'un délai d'un an pour trouver un successeur : il leur faudra bien chercher un nouveau candidat. Il ne nous paraît même pas que l'élève évincé puisse prétendre à indemnité : d'abord, il devait prévoir cette éventualité (nul n'est censé ignorer la loi), et c'est à ses risques qu'il s'y est exposé; puis le décès du pharmacien est de la catégorie des cas fortuits qui produisent extinction des obligations par impossibilité d'exécution, sans indemnité.

Un dernier procédé peut encore être envisagé : l'acheteur éventuel d'une officine pharmaceutique peut se

---

(1) On a hésité, il est vrai, sur le sens de cette formule; mais il faut lui donner cette signification que le transfert de propriété s'effectue dès le moment de la double promesse, sauf si ces promesses bilatérales étaient complétées par l'insertion d'une condition, qui suspendait le transfert immédiat de la propriété.

faire constituer un droit de priorité ou de préemption : le titulaire de la pharmacie s'engage à ne la céder à qui que ce soit, pendant un certain laps de temps, sans en avertir l'autre partie, et à lui donner la préférence, à conditions égales; c'est d'ailleurs, dans la vie des affaires, une clause fréquente : en donnant à bail un immeuble, on insère souvent dans le contrat cette clause que le propriétaire donne la priorité à son locataire, s'il vient à mettre en vente sa propriété. Il n'est pas nécessaire d'insister sur la portée restreinte de ce procédé : ce n'est guère qu'un droit de préférence sur une cession hypothétique; toutefois, en pratique, ce procédé donnera tout apaisement à l'élève, qui craindrait que l'officine lui fût « soufflée » par un concurrent plus avancé dans ses études (1).

ARTICLE 4. — *Cession consentie par un non diplômé à un diplômé.*

Nous avons considéré, dans les pages qui précèdent, la vente d'une officine par un pharmacien à un non diplômé. Que faut-il décider au cas inverse? Pour une raison quelconque, une personne non diplômée est devenue propriétaire d'un fonds de pharmacie; elle le cède à un pharmacien diplômé, cette fois. Cette convention sera-t-elle nulle comme les précédentes?

Pas de doute sur la négative, au cas où le vendeur était devenu régulièrement propriétaire de l'officine qu'il rétrocède à un diplômé : ainsi, la veuve et les héritiers du pharmacien qui vendent dans le délai prescrit par la loi; les créanciers qui ont reçu cession de biens de la part du pharmacien.

---

(1) Cf. G. RENARD, *Le Droit de la profession pharm.*, p. 78, n. 2.

Mais, dans le cas contraire, la nullité de la première acquisition n'entraîne-t-elle pas la nullité de la seconde? Celui qui a acheté ce qu'il n'avait pas le droit de posséder peut-il régulièrement l'aliéner à qui se trouve qualifié pour en devenir propriétaire? La logique pure suggère la réponse négative, *Nemo plus juris ad alium transferre potest quam quod ipse habet*. Des considérations utilitaires militent pour l'affirmative : l'irrégularité étant régularisée, à quoi bon y revenir?

La jurisprudence révèle certains flottements; cependant, il semble qu'elle ait quelque penchant à se montrer plus conciliante que dans l'hypothèse inverse (1).

La Cour de Paris avait admis, implicitement du moins, la nullité de conventions intervenues entre un propriétaire non diplômé et un gérant diplômé, conventions parmi lesquelles se trouvait une promesse de vente dont le gérant demandait l'exécution à son profit (2). Et, c'est

---

(1) Application de la thèse présentée par M. JÈZE, dans l'article précité, *Essai d'une théorie générale...* *Revue de droit public*, 1913, p. 294.

(2) Paris, 19 février, 1869, D. 71, 2, 81. — La création d'une officine, par un médecin, constitue un acte illicite; ce fonds ne peut devenir, tant sous le rapport de son exploitation que sous celui de sa transmission, l'objet d'une convention valable. Le contrat de gestion ou le contrat de société passés dans de semblables conditions avec un pharmacien, n'ont aucune valeur légale et n'engendrent point d'obligations que la justice puisse sanctionner. On estime même que, loin de fonder une action en dommages-intérêts, la rupture des conventions intervenues se présente, au contraire, comme ayant le caractère d'un devoir légal. Par contre, il faut noter qu'en dehors de l'officine considérée comme fonds de commerce, le matériel qui la garnit, les matières premières, et le droit au bail peuvent être considérés comme étant dans le commerce, et devenir l'objet de transactions valables. La restitution des objets que le contrat de gestion a placés entre les mains de l'acquéreur est de droit, nul ne devant s'enrichir aux dépens d'autrui. V. les observations du substitut Hémar, et l'arrêt que la Cour de Paris rendit dans le même sens. Si la solution admise ici se justifie, c'est bien parce que, dans notre cas, le *vendeur a créé lui-même l'officine*, qu'il veut transmettre; mais il

la même solution qu'avait adoptée un arrêt rendu par la Cour d'Alger (1) le 6 juillet 1897.

Il faut bien remarquer que ces décisions, si elles avaient fait jurisprudence, seraient tout à fait contraires à l'intérêt général. La Cour d'Alger, elle-même, avait admis une solution bien préférable dans un arrêt un peu plus ancien, en déclarant que la vente d'une pharmacie, consentie par le propriétaire non diplômé à un pharmacien, est valable, parce que cet acte fait cesser une exploitation qui était illégale de la part du vendeur (2).

Or, la première doctrine de la Cour d'Alger a été reprise par le tribunal de commerce de la Seine, le 6 avril 1905, dans une hypothèse un peu différente : l'exploitant non diplômé d'un fonds de pharmacie l'avait vendu à un pharmacien diplômé; le tribunal de commerce admit la validité de la vente, sous la condition que l'officine ait été créée par un diplômé, et ait été exploitée depuis lors par une série de titulaires également diplômés, jusque, et non compris, le vendeur (3).

Toute cette jurisprudence paraît s'orienter vers la discrimination suivante. L'irrégularité tient-elle au défaut de la qualité de pharmacien diplômé chez l'un des titulaires successifs : *vice in persona*; réside-t-elle dans la

---

faut bien noter qu'il serait très rigoureux d'admettre la même solution dans d'autres espèces, comme dans l'hypothèse où le *vendeur avait lui-même acheté l'officine*; dans ce cas la solution bienveillante est encore le meilleur moyen de rentrer dans la légalité sans anéantir la valeur du fonds de commerce.

(1) D. 1899, 2, 310 : arrêt qui admet la validité de la vente faite par la veuve d'un pharmacien qui a tenu irrégulièrement l'officine (c'est-à-dire qui l'a exploitée avec un diplômé, comme gérant, au delà du délai d'un an que lui accorde la loi).

(2) Alger, 24 mars 1879, D. 80, 2, 111.

(3) V. Trib. com. Seine, 6 avril 1905, *Loi* du 9 mai 1905.

Dans l'espèce, le tribunal fait justement remarquer que, si l'acquéreur a connu le vice, dont le fonds vendu aurait été entaché, il serait sans qualité pour demander la nullité de la vente.

constitution initiale de ce fonds : *vice in re*; l'officine a été créée par un non diplômé? La seconde irrégularité est plus grave que la première. La première se couvre par la transmission du fonds à un diplômé. La deuxième ne peut jamais se couvrir (1).

Nous avons laissé entendre que nous préférions un système plus libéral : nous considérons que la vente, à un diplômé, couvre l'une et l'autre irrégularité.

Quelle fortune aura, devant la Cour de Cassation, la jurisprudence que nous venons d'exposer? Il est difficile de le prévoir, mais il est à craindre que, cette fois encore, la thèse rigoriste ne l'emporte. Puisse l'événement démentir nos prévisions pessimistes, et la « rationalité » du principe d'indivisibilité l'emporter sur sa formule!

## SECTION II. — CONVENTIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION DES OFFICINES.

Si la liberté de droit commun est restreinte par le principe de l'indivisibilité au moment de l'acquisition de l'officine, et par conséquent à l'entrée de la carrière pharmaceutique, *a fortiori*, pendant le cours de cette carrière, le pharmacien ne peut-il user de la même liberté que tout autre commerçant dans la gestion de son officine. Maintes opérations qui seraient licites dans l'exploitation d'un commerce ordinaire sont interdites dans l'exploitation d'un fonds de pharmacie.

Quelles conventions la jurisprudence admet-elle et quelles autres refuse-t-elle de reconnaître pour valables?

La multiplicité des espèces qui se présentent n'en permet pas une classification tout à fait satisfaisante. On

---

(1) Cf. G. RENARD, *Le droit de la prof. pharm.*, p. 77; Cf. ci-dessus, p. 86.

peut cependant partager, au point de vue qui nous occupe, en deux catégories, les conventions que le pharmacien peut être amené à passer touchant l'exploitation de son officine.

L'une groupe les situations où le pharmacien exploitant *reçoit* d'un tiers l'officine ou quelque élément ou accessoire de son fonds de commerce : il joue le rôle d'*accipiens*.

L'autre groupe les situations symétriques où le pharmacien exploitant *délègue* à un tiers le gouvernement de tout ou partie de son entreprise.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — *Cas où le pharmacien joue le rôle d'accipiens.*

(*Louage de choses, prêt à usage.*)

La première catégorie comprend diverses modalités du type du contrat de louage de choses ou du prêt à usage, duquel il faut rapprocher diverses amodiations de la catégorie des « contrats innommés » (concession, permission, exploitation).

Le bail ou le prêt d'officine est certainement prohibé, même entre pharmaciens diplômés. C'est ainsi que le tribunal de Saintes a jugé le 27 janvier 1909 que, l'exercice de la pharmacie étant interdit à toute personne qui n'est pas tout à la fois propriétaire et exploitant de son officine, on doit considérer comme constituant un délit d'exercice illégal de la pharmacie le fait par une personne de tenir une officine, dont il n'est que le gérant, l'ayant reçue à bail d'un autre pharmacien, qui ne l'exploitait pas (1).

La question ne fait pas plus de doute en ce qui con-

---

(1) Trib. corr. Saintes, 27 janvier 1909, D. 1909, 2, 312.

cerne le bail ou le prêt du mobilier commercial de l'officine; la Cour d'Alger en a ainsi décidé dans l'hypothèse que voici : La femme d'un pharmacien s'était vu constituer en dot des objets mobiliers, dont un matériel de pharmacie; les époux s'étaient mariés sous le régime de la séparation de biens; le mari avait fait de mauvaises affaires. L'un de ses créanciers saisit le matériel de la pharmacie; la femme le revendiqua. La Cour déclara que le matériel d'une pharmacie, devant toujours appartenir au pharmacien, ne saurait être revendiqué par un tiers à l'encontre d'un créancier saisissant (1). La Cour d'Alger crée ici une présomption de conformité du fait au droit et l'élève même au rang de présomption *juris et de jure*, puisqu'elle ne peut être détruite par les énonciations du contrat de mariage.

La solution admise par la jurisprudence sur ce point semble, de prime abord, d'une rigueur excessive. Pourtant, les raisons qui militent en faveur de l'indivisibilité semblent bien recommander cette solution. Il s'agit toujours d'assurer au pharmacien sa liberté; ce dernier doit être maître et seigneur en son officine. Il serait en quelque sorte tributaire d'un étranger, s'il n'avait la propriété du mobilier de son officine. Mais, en l'espèce, la Cour n'aurait-elle point dû faire état de ce fait que le propriétaire du mobilier était la femme du pharmacien?

Ce qui semble constituer la dernière rigueur, dans le système jurisprudentiel, c'est l'interdiction faite au pharmacien de gérer l'officine de sa femme. Une affaire de ce genre s'est notamment présentée devant la Cour de Paris (2). Comme dans la précédente espèce, la fem-

---

(1) Alger, 19 février 1875, S. 75, 2, 332.

(2) Paris, 17 fév. 1891, S. 94, 2, 552. Cf. Alger, 19 fév. 1875, précité.

me d'un pharmacien revendiquait le matériel et les marchandises du fonds de commerce, saisis par les créanciers de son mari, mais elle se prétendait propriétaire, non plus, comme tout à l'heure, du mobilier, mais de l'officine même, qui aurait fait partie de ses propres. La Cour la débouta, considérant comme illicite la stipulation du contrat de mariage réservant à la femme du pharmacien la propriété de l'officine gérée par celui-ci.

Que faut-il penser de cette jurisprudence? On devine qu'elle nous semble, une fois de plus, bien rigide, étant donné le lien existant entre le pharmacien et le propriétaire de l'officine. Si, même entre époux, la jurisprudence avait poursuivi, jusqu'au bout, la logique intraitable des déductions du principe de l'indivisibilité, elle eût abouti à des résultats plus inadmissibles encore. Nous constaterons plus loin qu'il lui a fallu mettre un frein à son ardeur de logique déductive. D'aucuns se demandent si elle n'aurait pas dû freiner un peu plus tôt.

Que penser maintenant des conventions relatives à l'exploitation d'un remède? L'inventeur non diplômé d'un médicament peut-il en concéder l'exploitation à un pharmacien? La question présente un grand intérêt pratique dans l'important commerce des spécialités pharmaceutiques.

A première vue, la jurisprudence semble présenter des contradictions. Certains jugements réproouvent sévèrement, et sans réserve, toute convention, entre un diplômé et un non diplômé, ayant pour objet l'exploitation d'un remède, la déclarent nulle et illicite, refusent même toute action en justice à qui se prévaut d'un tel accord (1). D'autres décisions sont plus accommodantes :

---

(1) Trib. comm. Seine, 27 mars 1913, *Loi*, 25 avril 1913. Il faut

la validité d'un contrat entre un non diplômé et un pharmacien, pour l'exploitation d'un remède, pendant dix ans, a été admise par un arrêt de la Cour d'Amiens (1).

Mais il est surtout intéressant de signaler, sur ce point, un arrêt de la Cour de Cassation (2), relatif à la convention passée, entre le propriétaire non pharmacien d'une spécialité et un pharmacien diplômé, en vue de la fabrication et de la vente de ladite spécialité.

Pour le bien comprendre, rappelons d'abord ce que l'on entend juridiquement par « propriété d'une spécialité » : ce n'est pas le monopole de la fabrication et de la vente du produit, les remèdes nouveaux ne pouvant être exploités qu'après leur publication au Codex, et cette publication les faisant tomber dans le domaine public (3); c'est seulement la propriété de la marque sous laquelle le produit est présenté. Cela étant, la Cour Suprême considère qu'une marque de fabrique, destinée à certifier l'origine de fabrication d'un produit pharmaceutique, est une valeur patrimoniale, susceptible d'appartenir même à des personnes non munies du diplôme de pharmacien; mais elle ajoute cette réserve « qu'à des pharmaciens seulement appartient la permission de fabriquer et de vendre les produits ». Par suite, on peut valablement procéder à la vente, sur licitation, de cette marque indivise entre les héritiers du propriétaire décédé; et les colicitants non munis du diplôme de pharmacien peuvent s'en rendre acquéreurs, si ce qui fait l'objet de la vente est bien la marque, régulièrement dé-

---

toutefois faire remarquer qu'ici la décision est motivée, non seulement compte tenu de notre règle, mais aussi, et surtout, peut-être, parce que la convention a trait à un remède secret.

(1) Amiens, 26 juillet 1877, S. 77, 2, 255.

(2) Cass. 6 juillet 1909, S. 09, 1, 312.

(3) Cf. ci-dessus, p. 56.

posée, laquelle seule est de nature à protéger cette spécialité contre l'usurpation du nom (1).

Cette distinction peut paraître subtile : elle est pourtant d'une parfaite exactitude. La propriété d'une marque est absolument indépendante de l'usage auquel cette marque est employée. Ce que la marque protège, ce n'est pas le produit dont la fabrication est réservée aux pharmaciens, ce n'est qu'un mode de présentation; il n'y a pas de raison pour en soustraire la propriété aux règles de droit commun (2) (3).

C'est à cette distinction du produit médicamenteux et de la marque pharmaceutique, que les pharmaciens sont redevables de cette atténuation, touchant l'exploitation des remèdes, de la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance. Si jamais la législation française vient à autoriser le brevet des produits pharmaceutiques (4), la Cour de Cassation autorisera-t-elle pour ces brevets les amodiations qu'elle tolère aujourd'hui pour les marques? Il est permis d'en douter; il est même fort probable — à moins d'un revirement de jurisprudence — que le brevet pharmaceutique tombera, avec l'officine pharmaceutique, sous le coup de la prohibition du contrat de gérance.

Quoi qu'il en soit, quant à présent, la jurisprudence témoigne d'un certain libéralisme à l'endroit des spécialités. Avec un peu d'optimisme, il est permis d'y voir le signe d'une évolution dans le sens de la conciliation, et nous ne saurions trop applaudir à ce mouvement si heu-

---

(1) Cf. Nîmes, 21 novembre 1904, S. 1907, 2, 97.

(2) Cass. 2 mars 1864, S. 64, 1, 345.

(3) Cf. dans ce sens, G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 60 et la note 2.

(4) On a vu ci-dessus, p. 57, qu'un projet en ce sens a été voté naguère par la Chambre des Députés.

reux, dans l'intérêt du progrès scientifique, et d'une adaptation, désormais inévitable, de l'industrie pharmaceutique aux transformations modernes de la vie économique. Soulignons donc la différenciation qui s'amorce dans l'application du principe d'indivisibilité, entre l'amodiation des officines et l'amodiation des remèdes; on en trouve un autre indice dans un arrêt de la Cour de Lyon, relatif, il est vrai, non point à une *concession* de remède, mais à une *société* formée en vue de l'exploitation d'un remède (1). Plusieurs personnes, dont un seul pharmacien diplômé, se sont entendues « non pour l'exploitation de l'officine de pharmacien, dont l'associé diplômé est propriétaire exclusif », précise l'arrêt, « mais uniquement pour la mise en vente d'un produit, dont la fabrication est faite par l'associé diplômé ». Les associés non diplômés ne s'immiscent en aucune façon dans l'exploitation de l'officine : il n'y a donc pas là contravention aux lois sur l'exercice de la pharmacie; le principe d'indivisibilité est considéré comme hors de cause.

ARTICLE 2. — *Cas où le pharmacien délègue son officine.*  
(*Louage de services*)

La seconde catégorie de conventions à envisager a pour centre le louage de services, mais elle déborde largement le cadre de ce contrat.

La jurisprudence considère comme dangereux certains contrats de louage de services, passés par le pharmacien avec des non diplômés, en vue de l'exploitation de sa pharmacie. Nous avons déjà signalé ce point dans la première partie; il est utile toutefois d'apporter quelques compléments aux développements précédents.

---

(1) Lyon, 10 février 1910, S. 10, 2, 200.

La jurisprudence interdit rigoureusement toutes conventions de ce genre, desquelles il résulterait que le pharmacien n'est plus maître chez lui. C'est ainsi qu'elle décide qu'il y a exercice illégal de la pharmacie, au cas où le propriétaire la fait gérer par un individu, même pourvu du diplôme; et les tribunaux ne distinguent pas suivant que le propriétaire lui-même est ou non diplômé; nous croyons qu'ils ont ici pleinement raison (1).

Il est d'usage courant que les pharmaciens prennent à leur service des étudiants en pharmacie, soit en vue de permettre à ces derniers de satisfaire au stage professionnel, soit sans considération de stage, mais il ne saurait être question de leur confier la gérance d'une pharmacie.

Après bien d'autres décisions de la jurisprudence sur

---

(1) Cass. 25 mars 1876, S. 76, 1, 184. — Angers, 27 octobre 1877, S. 78, 2, 86. — Trib. Nice, 14 mars 1905, Loi 17 mai 1905 : cas d'un pharmacien qui cède la *gérance exclusive* de son officine à une autre personne elle-même diplômée.

Mais il est possible à un pharmacien de prendre avec lui un diplômé, pour lui donner une certaine part à la *direction* de l'officine. Ce qui est interdit, c'est de lui déléguer la *gérance totale* : il y a donc lieu, ici encore d'établir des catégories.

De même, le 3 avril 1905, le tribunal civil de Lille (Mon. jud. Lyon, 23 septembre 1905) considère que la gérance d'une pharmacie est un fait illicite; il conclut, à tort ou à raison, que ce contrat ne saurait servir de base à une demande en dommages-intérêts, dirigée par le propriétaire contre le gérant en raison de fautes commises par celui-ci dans sa gestion, non plus qu'à une demande reconventionnelle en paiement d'honoraires de gestion formée par le gérant contre le propriétaire.

Le Trib. civ. d'Avignon, 22 octobre, 1912, G. P. 12, 2, 559, a décidé qu'un tel contrat étant illicite, le gérant victime d'un accident ne peut invoquer les lois de 1898 et 1906 sur les accidents du travail. Le point de départ est très juste. La conséquence l'est-elle autant? Il s'agit de savoir si la responsabilité des accidents du travail découle du *fait* du travail pour le compte d'autrui ou du *contrat* de travail dont elle constitue une clause sous entendue d'office. Le bon sens inclinerait à faire préférer la première solution; la jurisprudence ne l'admet pas.

ce point (1), le tribunal correctionnel de Rochefort condamnait tout récemment, pour exercice illégal de la pharmacie, un étudiant qui avait géré une officine pour le compte du pharmacien titulaire, alors que ce dernier n'habitait même pas la ville où ladite officine était exploitée.

Mais si l'élève en pharmacie ne peut gérer une officine, on admet sans difficulté qu'il peut, sous la surveillance du pharmacien, préparer et débiter des médicaments (2).

Il est encore une sorte de gérance que la jurisprudence n'accepte pas. Non seulement il est interdit de dissocier totalement la gérance de la propriété, mais est illicite toute organisation des services de l'officine qui porterait atteinte à cette indissolubilité. C'est ainsi que sont réputées non valables toutes les conventions ayant pour but d'enlever au pharmacien tout ou partie de la gestion commerciale, quand même lui serait entièrement réservée la gestion technique; ici, d'ailleurs, la solution est la même qu'il s'agisse de l'exploitation d'une officine ou d'un traité passé seulement pour la vente d'un médicament.

De même, a-t-on dit, un pharmacien ne saurait mettre son fonds en société. Comment pourrait-on concilier le principe de l'indivisibilité avec l'immixtion des associés dans l'exploitation? La propriété n'est-elle pas forcément séparée de la gérance dans toute société pharmaceutique... Nous consacrerons un chapitre entier aux multiples problèmes qui s'agissent à ce sujet (3).

(1) Cf. notamment Cass. 18 juillet 1835, S. 35, 1, 885. Angers, 27 octobre 1877, S. 78, 2, 87. — Nancy, 11 mai 1892, Lyon, 20 février 1893, S. 94, 2, 49.

Rochefort, 12 nov. 1925; D. H. 1925, p. 702.

(2) Cf. sur ce point. DUBRAC, op. cit., n° 384; WEIL, op. cit., n° 93, p. 137; PELLAULT, Code des pharmaciens, n° 136.

(3) V. ci-dessous, titre II, chap. III, Les Sociétés.

La prohibition va jusqu'à frapper toute convention qui déléguerait à un préposé tout ou partie, si minime fût-elle, de la gestion commerciale; ainsi, il n'est pas permis à un diplômé de charger un non diplômé de la publicité nécessaire à la vente d'un médicament : ce fait constituerait, de la part du non diplômé, une ingérence dans l'exploitation; le publiciste qui viendrait à poursuivre le pharmacien en vue de l'exécution de ce contrat s'en verrait opposer la nullité (1).

En un mot, est condamnable toute combinaison, quelle qu'en soit la forme, qui porte atteinte à l'autorité absolue et exclusive du pharmacien, propriétaire de son officine.

### SECTION III. — REMPLACEMENT ET CUMUL.

A ce même principe s'attachent encore d'autres conséquences : nous voulons parler des problèmes délicats que soulèvent l'absence du pharmacien, le cumul d'officines et l'exercice simultané de la profession pharmaceutique avec d'autres professions.

---

(1) Trib. com. Marseille, 30 octobre 1904, Rec. Marseille, 1905, 1, 14; Trib. com. Seine, 11 avril 1905, G. P., 1905, 2, 105. Cf. aussi à ce sujet un cas cité par G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 61 : interdiction de la pratique des démarches en vue du placement d'une spécialité (colportage ou courtage). La jurisprudence est très rigoureuse : annulation du traité par lequel un pharmacien céderait à un non pharmacien le monopole de la vente d'une spécialité, en gros ou en détail. Paris, 15 nov. 1902, 30 mars 1906, *Loi*, 2 avril 1906. — Un jugement du trib. com. de la Seine, du 26 février 1925, cité au Recueil de *Jurisprudence générale et législation de la Médecine-Pharmacie*, janv.-avril 1925, p. 51 annule une convention entre un pharmacien et une société de publicité; le titulaire apparent d'une pharmacie, qui a traité en son nom personnel avec une agence de publicité, ne saurait opposer, à la demande en paiement des frais d'annonces, des conventions auxquelles cette agence a été étrangère, et qu'elle a ignorées avec d'autant plus de raison, que les lois, spéciales à la matière, imposaient à ce titulaire le devoir de garder exclusivement entre ses mains la gérance et la propriété de la pharmacie.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — *De l'absence du pharmacien.*

Le pharmacien qui néglige d'administrer lui-même et de surveiller d'une manière constante son officine, en en laissant la direction à un élève non diplômé, commet une contravention aux lois sur la police de la pharmacie (1).

Telle est la règle; mais on ne saurait interdire raisonnablement au pharmacien de jamais sortir de son officine. Le pharmacien a le droit, comme quiconque, de prendre quelque repos; il peut être obligé de s'absenter, pour des raisons de famille (décès, mariage, etc...); il peut être appelé à accomplir des périodes militaires; enfin une absence involontaire peut lui être imposée par la maladie, cas typique de force majeure.

Les tribunaux se montrent donc tolérants, et s'inspirent, pour rendre leurs décisions, des circonstances de l'espèce; ils réservent leur sévérité pour les cas où les absences se prolongeraient sans nécessité; bien entendu leur tolérance est subordonnée à la condition que le « remplaçant » soit qualifié : pharmacien, ou élève suffisamment avancé dans ses études, ou préparateur expérimenté; le « critère de rationalité » suggère ici des distinctions sur lesquelles nous avons déjà appelé l'attention dans la première partie de ce mémoire (2).

Voici la jurisprudence qui s'est constituée sur ce thème. Les auxiliaires (étudiants en pharmacie et employés) du pharmacien ont le droit, pendant les absences momentanées de celui-ci, de préparer et de débiter des médicaments, si l'on peut les considérer comme ayant tou-

---

(1) Angers, 27 octobre 1877. S. 78, 2, 86. — Trib. civ. Seine, 15 janvier 1909, *Loi*, 17 mars 1909. — Trib. Draguignan, 19 novembre 1909, *Rép. de pharm.*, mars 1910. — Cass., 22 mai 1913, *Rép. Pharm.*, janvier 1914.

(2) Cf. ci-dessus, p. 62.

jours agi sous la *surveillance effective* du patron : dans ce cas, ce dernier n'ayant pas cessé de faire figure de véritable exploitant, propriétaire et gérant de son officine, tout se passe comme s'il ne s'était pas absenté. Cette fiction de présence constante et de coopération personnelle du titulaire aboutit ainsi à le rendre responsable, même pénalement, des fautes de ses préposés : situation toute spéciale au droit pharmaceutique. Le pharmacien se confond avec l'officine qu'il exploite : il est seul pénalement responsable des contraventions encourues de ce chef, sans qu'il y ait à se préoccuper de ce fait que ce n'est pas lui, mais un de ses élèves, qui a préparé les médicaments (1).

Mais au contraire, si les auxiliaires du pharmacien gèrent *réellement et entièrement* la pharmacie, à la place du titulaire, le pharmacien sera considéré comme n'exploitant pas lui-même son officine, ainsi que le requiert la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance; il n'est plus qu'un prête-nom; il y a exercice illégal de la pharmacie. Il va sans dire que le titulaire demeure en outre responsable pénalement du fait de son « remplaçant » comme dans le cas d'absence momentanée; il y aura ici cumul réel d'infractions.

D'ailleurs, et il est fort intéressant de le noter, les tribunaux très sévères autrefois ont tempéré, d'année en année, leur zèle répressif. Ils ont compris que la profession pharmaceutique évoluait, que son caractère avait

---

(1) Paris, 23 novembre 1894, S. 96, 1, 8. — Trib. corr. Seine, 4 janv. 1895, S. 96, 2, 9. — Cf. aussi Cour de Paris, 18 janvier 1926, dans la *Pharmacie française*. — Cet usage particulier du procédé technique de la fiction mériterait peut-être d'être incorporé dans les études consacrées à ce sujet par les professeurs Fr. GÉNY, *Science et technique*, t. III, p. 360 et s. et G. RENARD, *Le Droit, la Logique et le Bons sens*, p. 260 et s.

changé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et, qu'on le veuille ou non, que la poussée de concentration nécessitait des accommodements. Leur tendance est d'élargir le cadre de la gérance *accidentelle* et licite au détriment du cadre de la gérance *permanente* et prohibée. La distinction de ces deux gérances demeure l'une des *directives* découpées par la jurisprudence dans la règle générale de l'indivisibilité; mais elle s'infléchit doucement...

En dépit de cette tendance, il est un point fermement maintenu : les tribunaux n'ont jamais cessé d'exiger du pharmacien une surveillance *effective* et *constante* : l'employé doit rendre compte de ses faits et gestes à son patron, de telle sorte que celui-ci soit à même de reconnaître les erreurs qui viendraient à se commettre, de les prévenir, de les réparer (1). En un mot, le pharmacien,

---

(1) Aix, 21 décembre 1900, *Bull. de Pharm.* du Sud-Est, déc. 1900. — Besançon, 2 février 1910, *Union pharm.*, juin 1910.

La Cour de Cassation a bien mis la question au point dans une affaire où il s'agissait de substances vénéneuses, par conséquent en la matière où la plus grande rigueur est de circonstance : « Si, quand on ouvre l'armoire « aux poisons, la présence du pharmacien n'est pas strictement indispensable, puisque la loi ne l'ordonne pas en propres termes, au moins ne doit-il pas en laisser la clé en son absence que s'il est nécessaire, sans attendre son retour, de livrer ou préparer un médicament demandé par un client. » (Cass. 25 nov. 1909, S. 1911, 1, 70.)

Enfin, le tribunal de la Seine (24 juillet 1913, *Rép. de pharm.*, janvier 1914) a validé un contrat passé entre pharmacien et élève en pharmacie, qui ne comportait pas abandon de la direction de l'officine à celui-ci, mais seulement association à cette direction avec obligation pour l'élève d'obtempérer aux ordres du pharmacien et de lui rendre compte de ses travaux et de ses opérations.

De l'examen de ces diverses décisions, il ressort que la jurisprudence, faisant œuvre de libéralisme, reconnaît au pharmacien le droit de s'absenter de son officine, en la confiant, sous sa double responsabilité civile et pénale, au personnel qu'il choisit.

Des condamnations ne sont prononcées que dans des cas exceptionnels, c'est-à-dire lorsqu'il est patent que la propriété et la gérance de l'officine ne sont pas réunies sur la même tête, et que le titulaire de l'officine n'est qu'un prête-nom.

E. H. PERREAU, montre très justement dans *Législation et Juris-*

s'il peut s'adjoindre des « bras » doit demeurer le seul « cerveau » agissant; nul n'a à connaître d'autre responsabilité que la sienne. Mais, toutes les modalités qui n'attendent pas à ce principe sont largement admises (2).

---

*prudence pharmaceutique* (p. 59) jusqu'où peut aller la tolérance sur ce point, à propos des nombreux parlementaires pharmaciens : l'application stricte des principes conduirait à cette conséquence assez imprévue que les pharmaciens possédant officine en des villes éloignées de Paris seraient fort embarrassés pour exercer leurs fonctions parlementaires, qui exigent en principe la résidence à Paris. Il y aurait là une étrange réaction du droit de la profession pharmaceutique sur le droit constitutionnel. Dans la pratique on adapte les principes aux nécessités : et les parlementaires pharmaciens tournent la difficulté en confiant leur officine à un pharmacien diplômé, ce qui ne les dispense pas de leur surveillance personnelle, mais leur permet d'espacer leurs visites, et de les réduire aux retours imposés par la prise de contact périodique nécessaire avec leurs électeurs. C'est la pointe la plus avancée de la tolérance.

(2) Sur l'ensemble de ce sujet, cons. la thèse de pharmacie de H. GOUJON, *De la situation légale des pharmaciens absents temporairement de leur officine*, Montpellier, 1917.

Nous envisageons, au texte, le remplacement du pharmacien par un élève. Souvent on a essayé de légaliser la situation en usant du remplacement par un pharmacien diplômé ou en faisant surveiller l'élève remplaçant par un pharmacien diplômé. On a envisagé aussi une organisation légale du remplacement par analogie avec les règles posées par la loi de 1892 pour le remplacement du médecin; ou bien on a souhaité la création d'un diplôme d'aide ou de préparateur en pharmacie. Ces tentatives n'ont pas abouti. Il n'en reste pas moins que si le pharmacien ne peut laisser gérer complètement son officine par un autre diplômé, il lui est permis de donner à une personne munie du diplôme une certaine part dans la direction de la pharmacie; il est indubitable qu'alors le diplôme de pharmacien de cet auxiliaire constituera une excellente garantie pour la santé publique; on ne voit guère d'inconvénients dans une semblable hypothèse à lui laisser une certaine initiative dans la préparation des médicaments.

Il est intéressant de signaler ici ce qui s'est passé durant la guerre. La mobilisation avait enlevé à leurs officines la majorité des pharmaciens. Le ministre de l'agriculture, par circulaire, recommanda aux Préfets et aux Inspecteurs d'être très tolérants; on n'aurait d'ailleurs pas compris une autre attitude. Beaucoup de pharmaciens mobilisés avaient avec eux des auxiliaires professionnels non diplômés; il était impossible de leur demander

## Article II. — Du Cumul d'Officines.

Il est évident aussi qu'un pharmacien ne dirigerait pas sérieusement et effectivement son officine, s'il partageait son activité entre plusieurs établissements. La direction d'une officine requiert toute l'activité de son titulaire; elle suffit à employer l'intelligence, le temps et le labeur de celui qui s'y adonne. La santé publique serait menacée, si le pharmacien n'était dans son officine continuellement (au sens que l'on peut donner pratiquement à ce mot). Aussi la jurisprudence a-t-elle raison de réprouver tous les agissements qui seraient de nature à disperser son activité.

L'irrégularité ne fait pas de doute si le titulaire de plusieurs officines ne gère que l'une d'elles et abandonne la gestion des autres à des préparateurs ou à des élèves. Pour ces dernières, la situation est identique à celle de toute pharmacie, que son titulaire diplômé n'administre pas lui-même.

---

de les remplacer par des diplômés sous la menace de fermer leurs officines : ce qui, du reste, n'aurait pas suffi à donner satisfaction à la règle de l'indivisibilité. L'autorité administrative permit aux aides de préparer et de débiter des médicaments en l'absence du titulaire mobilisé, mais sous la surveillance d'un diplômé : c'était en général un confrère non mobilisé qui assurait cette surveillance à côté de l'exploitation de sa propre officine. On vit aussi, pendant la guerre, des pharmaciens gérer plusieurs officines : ce fut encore une entorse au principe; mais nous nous trouvons alors sous le régime d'une tolérance purement temporaire. La question la plus intéressante qui s'en suivait est celle de la responsabilité pénale; à qui devait-elle incomber? A l'élève! Oui; mais cela ne suffisait pas; la police de la pharmacie exige la responsabilité d'un pharmacien; à qui la faire supporter? Au pharmacien titulaire mobilisé, ou à son confrère qui bénévolement s'offrait à surveiller les agissements de l'aide, préparateur ou élève? L'examen de cette question nous entraînerait hors du cadre de notre sujet; v. sur ce point l'excellente thèse de J. de LYLLE, *Obligations et Responsabilités du pharmacien*, Paris, 1918, p. 50 et s., qui étudie la question avec beaucoup de soin.

Mais le problème est plus délicat, lorsque le pharmacien, propriétaire de plusieurs officines, les gère lui-même, l'une et l'autre. La doctrine et la jurisprudence, sur ce point, se sont divisées. Certains auteurs ont admis la possibilité, pour le pharmacien, de posséder plusieurs officines (1). De rares décisions de jurisprudence, fort anciennes d'ailleurs, ont accepté, elles aussi, la même opinion (2). D'autres auteurs pensent qu'il n'y a pas ici « un point de droit engagé, mais simplement un point de fait... » C'est ainsi que Weil admet que le pharmacien peut tenir deux officines, « si elles sont très voisines, et si le pharmacien est, dans l'une comme dans l'autre, à même d'exercer une surveillance assez efficace pour que les élèves qui y sont installés ne puissent être considérés comme opérant à leur guise, mais soient vraiment placés sous l'œil du maître. »

La distinction est rationnellement satisfaisante. On a jugé pourtant que sa mise en œuvre appelait des appréciations bien subjectives. L'opinion s'est fixée dans le sens de la prohibition pure et simple du cumul.

Jadis, déjà, un avis motivé de la Section de l'Intérieur du Conseil d'Etat avait déclaré que « d'après la loi de Germinal, toute « officine doit être tenue et *continuellement surveillée* par un pharmacien breveté conformément à la loi » (3). Cette déclaration administrative suggéra aux tribunaux la solution du problème du cumul : le desideratum, exprimé par l'avis, serait manqué si le pharmacien pouvait tenir plusieurs officines.

La même prohibition a été maintes fois, depuis lors,

---

(1) LATERRADE. *Code expliqué des pharmaciens*, n° 63.

(2) Cour de Paris, 17 février 1827, cité par WEILL, *op. cit.*, p. 150.

(3) 26 nov. 1828, aux *Pandectes pharmaceutiques* de LANGIER et DURUY, p. 248.

consacrée par les tribunaux (1). La Cour de Lyon, par arrêt du 24 février 1909 (2), a interdit à un pharmacien d'avoir deux officines à la fois; le pharmacien titulaire de deux officines contrevient à l'indivisibilité : en effet, il ne peut effectivement gérer que l'une d'elles; pour la seconde, il tombe sous le coup de l'article 6 de la déclaration de 1777, et la fermeture doit en être ordonnée. C'est l'aspect policier et pénal de la question du cumul.

Le problème s'est posé naguère sous son aspect civil devant le tribunal de Pithiviers (3) : un pharmacien possède une officine, il en achète une seconde; le vendeur poursuit la nullité du marché en s'appuyant sur la prohibition du cumul; le tribunal lui donne gain de cause. Ce jugement a été vivement critiqué; il s'explique assez bien par la considération de l'intention de l'acquéreur (nous savons que le point de vue de l'intention domine l'interprétation de la législation pharmaceutique) : de même que le non diplômé qui achète une officine est présumé avoir en vue de l'exploiter (4), de même le pharmacien qui en achète deux doit être présumé avoir en vue, soit de partager sa surveillance entre les deux établissements, soit de faire gérer le second par un préposé : cause illicite de part et d'autre.

Mais, dans quelles circonstances un pharmacien peut-il être considéré comme possédant deux officines? Il arrive parfois qu'un pharmacien, installé dans un village, pour accroître sa clientèle et éviter des déplace-

---

(1) Chambéry, 3 mars 1882, S. 82, 2, 205.

Cass. civ., 22 mai 1913, S. 13, 1, 292, ou D. P. 13, 1, 434.

Cass. crim., 30 juillet 1917, S. 1920, 1, 333.

Trib. Lyon, 7 mars 1923, *Bull. pharm. de l'Est*, 1923.

(2) G. P. 1909, 1, 489.

(3) 28 fév. 1924, *Gazette des Pharmacies*, 24 mars 1924.

(4) Cf. ci-dessus, p. 59.

ments, établit dans une localité voisine un bureau de commandes ou même un dépôt de médicaments.

En faisant application du principe de l'indivisibilité et des conséquences qu'on convient d'y rattacher, on aperçoit tout de suite la distinction qui doit s'opérer : irrégularité des dépôts de médicaments constitués en dehors de l'officine, régularité des bureaux de commandes, dans certaines conditions à préciser. C'est bien ce que décide la jurisprudence.

Le pharmacien doit surveiller par lui-même le débit des médicaments : il ne saurait le faire dans un magasin ouvert hors du siège de l'officine (1). Par contre, les tribunaux tiennent pour correcte la pratique des bureaux de commandes, dans le cas seulement où ils ne sont pas accompagnés d'un dépôt de médicaments ; en effet, cette fois, rien n'est changé quant à la délivrance des médicaments : la seule différence consiste en ce que l'ordonnance n'est pas apportée à l'officine par le client, mais par un préposé du pharmacien (2).

(1) Il existe sur ce point une jurisprudence très copieuse : le 11 août 1838 S. 38 1, 992, la Cour de Cassation motivait déjà cette décision en ces termes : « Les pharmaciens n'ont eux-mêmes reçu la faculté de débit (de médicaments) que dans le lieu de leur résidence, afin d'assurer leur responsabilité personnelle ; l'innocuité de la distribution de ces préparations ne peut être garantie que par leur surveillance actuelle et permanente ; si les pharmaciens pouvaient établir des dépôts en des lieux et en des mains qui ne seraient pas connus à l'avance de l'autorité, la surveillance, imposée aux jurys médicaux et aux autorités locales, pourrait être facilement éludée : la précaution établie par la loi de Germinal deviendrait alors sans objet. » V. depuis lors, Lyon 21 août 1883. S. 85, 2, 41.

Il y aurait de même contravention aux principes sus énoncés de la part d'un pharmacien qui fournirait des médicaments à un non diplômé sachant qu'ils doivent être revendus par celui-ci. Trib. Avignon, 31 août 1899. Aix, 23 mai 1899, *Bull. Ass. Gén.*, 1899, p. 31.

(2) Dans la pratique, il faut cependant montrer beaucoup de circonspection, car l'administration des Postes ne prétendrait-elle pas qu'il y a usurpation sur son monopole si le pharmacien se

*Article III. — Du cumul d'une autre profession avec celle de pharmacien.*

Le pharmacien qui doit être propriétaire du fonds qu'il exploite, et réciproquement exploiter personnellement l'officine dont il est propriétaire, peut-il se livrer à l'exercice d'une autre profession que celle de pharmacien?

On discute beaucoup sur ce point. Pour ne pas sortir de notre cadre, nous nous en tiendrons à quelques indications.

Le principe général est la liberté du travail; le pharmacien, comme tout autre, peut prendre plusieurs professions. Mais à ce principe vient s'opposer toute une série de considérations propres à la pharmacie; ce sont d'ailleurs toujours les mêmes : l'intérêt de la santé publique interdit au pharmacien de divertir à l'excès son activité professionnelle, à des besognes étrangères à son officine.

C'est là une conception bien austère de la profession pharmaceutique, et peut-être assez peu conforme à la

---

contentait d'installer, dans des endroits publics, une boîte d'ordonnances qui serait levée périodiquement? Mais ceci devient une affaire purement administrative; le droit civil et la police de la pharmacie sont hors de cause.

Sera donc seule à l'abri de toute critique, la réception des commandes, de la main à la main, par les employés du pharmacien dans un bureau ouvert à cet effet. La Cour de Cassation, ch. crim., le 5 juillet 1900 (D. 1901, 1, 53), a considéré que n'était pas une officine de pharmacie un bureau de commandes où les clients remettent les ordonnances à exécuter, et reçoivent ensuite les médicaments, alors que le pharmacien n'a dans le bureau aucun dépôt « permanent » de substances médicamenteuses, toutes les ordonnances s'exécutant dans la pharmacie. Les employés qui portent les remèdes à domicile n'agissent, dans ce cas, que comme des garçons de course. Il en serait de même du tiers « tenancier du bureau de correspondance » : c'est un simple agent de transmission entre les pharmaciens et les clients.

réalité : car chacun sait que les pharmaciens ne se sont jamais défendu d'avoir d'autres préoccupations que celle du respect du *Codex*, ni fermé tout autre horizon que celui de leur comptoir... : c'est bien leur droit ! La théorie est toujours au-dessus de la pratique chez les pharmaciens comme chez les autres hommes ; et dans leur genre de métier, mieux vaut encore entretenir une mentalité archaïque — déontologiquement parlant — et favoriser des manières empesées, que d'encourager une avidité fébrile de brasseurs d'affaires !

Du reste, la prohibition du cumul de professions souffre des tempéraments.

D'une part, il convient de prendre en considération le pharmacien qui exerce son art dans un centre insuffisant pour l'occuper uniquement, et dans lequel il n'arriverait pas à s'assurer, par la seule pharmacie, les possibilités d'existence. La santé publique elle-même y trouvera son compte, car si le pharmacien de village devait vivre uniquement de son officine, il lui faudrait bien élever ses prix ; est-ce que, dès aujourd'hui, maints produits ne sont pas vendus à meilleur compte dans les grandes villes que dans les petites localités ?

D'autre part, le pharmacien doit pouvoir faire largement profiter la collectivité de ses connaissances scientifiques, en matière d'analyse, de distillerie, de bactériologie.

Pour résoudre le problème, on distingue en général entre les professions commerciales et les professions non commerciales.

Parmi les premières, il faut envisager séparément les commerces accessoires et les commerces distincts de la pharmacie. Les premiers, d'après la jurisprudence, se

rapportent « aux instruments ou marchandises accessoires aux médicaments, et qui sont le complément nécessaire et indispensable du traitement ordonné » (1). La liste de ces commerces accessoires n'est pas limitative; on entend cette expression en ce sens large que les pharmaciens ont le droit de vendre « tout article ou objet destiné soit à soulager ou à guérir un état de maladie, soit à faciliter l'administration ou la préparation d'un médicament » (2); et ceci va jusqu'à leur permettre la vente des brosses à dents et de tous articles de parfumerie... (3)

Les commerces distincts sont visés par l'article 32 de la loi de Germinal; le pharmacien peut tenir un second commerce, mais seulement dans un lieu séparé, et dans des conditions telles que sa direction et sa surveillance demeurent effectives et constantes dans l'officine (4).

En rapprochant ces deux observations, on voit donc que la possibilité, pour le pharmacien d'exercer concurremment deux occupations, est assez illusoire : l'obligation de gestion personnelle l'empêche de tenir un second commerce loin de sa pharmacie; et l'impossibilité où il se trouve d'autre part de l'établir dans le même local que celui de l'officine ne lui laisse, somme toute, que l'expédient des locaux accolés, mais séparés, dans le même immeuble ou dans deux locaux contigus, en un mot des combinaisons assez peu pratiques; reste la fa-

---

(1) Trib. comm. Seine, 19 juin 1908, G. P., 1908, 1, 709.

(2) Cass. 5 déc. 1908. *Union pharm.*, 1908, p. 559.

(3) Dans la détermination des commerces accessoires, il faut attacher la plus grande considération aux usages locaux et aux pratiques habituellement reçues; c'est à ce titre qu'on y range volontiers certains produits pharmaceutiques (Cf. G. RENARD, *Le droit de la profession pharmaceutique*, p. 164).

(4) V. condamnation d'un pharmacien qui laisse un gérant à la tête de son officine, et qui exploite, lui, un commerce de parfumerie dans une autre localité. Nancy, 11 mai 1892, précité.

culté d'exploiter le second commerce par l'intermédiaire d'un gérant.

Les textes ne parlent pas des professions libérales. Là, comme ailleurs, il faut partir du principe que la liberté est la règle, mais ici interviennent — outre la difficulté tenant à l'obligation de gestion personnelle, elle-même rattachée à la règle de l'indivisibilité — des incompatibilités résultant de textes spéciaux.

La pharmacie est sans doute un commerce d'un caractère particulier, vu l'élément scientifique qui s'y mêle; mais elle n'en n'est pas moins un négoce. Il faut donc lui appliquer toutes les prohibitions dont sont frappées certaines personnes d'exercer un commerce, notamment les textes qui interdisent le commerce aux fonctionnaires publics (1). Il y a toutefois une exception en faveur des membres de l'enseignement; mais celle-ci n'est plus d'une portée pratique sérieuse. Pour une raison analogue, un pharmacien ne peut faire partie d'un barreau; tout négoce est interdit aux avocats.

Mais il arrive beaucoup plus souvent, dans la pratique, qu'au cours de leurs études, les étudiants en pharmacie obtiennent aussi le diplôme de docteur en médecine : peut-on admettre qu'un pharmacien exerce en même temps la médecine? En cas d'affirmative, on voit tous les inconvénients qui peuvent s'en suivre pour les malades; on peut légitimement redouter qu'un médecin, qui est en même temps pharmacien, n'abuse de la situation. L'ancien droit admettait le cumul; aujourd'hui, on tire argument, pour l'opinion contraire, de la jurisprudence qui condamne les associations entre médecins et pharmaciens. Cependant, aucune disposition précise n'inter-

---

(1) Cf. la nomenclature de ces textes dans E.-H. PERREAU, *Législation et Jurisprudence pharmaceutique*, p. 52.

disant le cumul des professions médicale et pharmaceutique au bidiplômé, il est impossible, à l'interprète, de lui opposer aucune autre objection que la difficulté de fait d'exercer *personnellement* la gérance de l'officine, tout en tenant une clientèle médicale de quelque importance. L'objection est, du reste, bien fragile pour certaines branches de la profession médicale, qui ne comportent pas le déplacement habituel du praticien. Quant aux abus à redouter, le péril est d'un bien maigre volume (vu le petit nombre de bidiplômés) auprès de celui de la propharmacie (1).

Depuis la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat, les membres des divers clergés n'étant plus fonctionnaires, il est clair que la législation civile ne les frappe d'aucune inaptitude à s'adonner à la pharmacie..., si la profession ecclésiastique leur laisse le loisir de diriger personnellement et constamment leur officine. Reste à savoir, par ailleurs : d'une part si le droit canonique ne s'y oppose pas, et d'autre part si les tribunaux laïcs n'ont pas le droit de faire application de ces dispositions aux clercs. Le Code de droit canon de 1917 interdit aux membres du clergé d'exercer *aucun commerce* (Canon 142).

Les tribunaux laïcs ont-ils le droit de faire application de ces dispositions aux clercs, comme ils font à un

---

(1) La propharmacie est une pratique par laquelle des officiers de santé, des médecins tout spécialement, délivrent des médicaments aux malades qu'ils visitent, le plus souvent parce qu'il n'y a pas d'officine dans le village où ils se trouvent. C'est là une exception notable au monopole des pharmaciens; elle résulte de l'article 27 de la loi de Germinal, qui donne aux officiers de santé, établis dans les bourgs où il n'y aurait pas de pharmacien, ayant officine ouverte, le droit de fournir des médicaments aux personnes près desquelles ils seront appelés, mais sans toutefois qu'ils aient le droit de tenir une officine ouverte.

étranger application de son droit national, suivant les distinctions établies par le droit international privé? Le Conseil d'Etat a fait naguère de retentissantes applications du critère canonique, en matière d'associations cultuelles (1); les tribunaux judiciaires doivent-ils en faire autant pour le cas du prêtre pharmacien?

Nous ne voyons pas d'obstacle à cette solution, mais en pratique, nous ne sachions pas que la question se soit jamais présentée devant les tribunaux.

---

(1) Cf. à ce sujet l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 juillet 1911, aff. Rougegré, D. 1912, 3, 33, et les conclusions du Commissaire du Gouvernement Chastenet.

---



## CHAPITRE II

# LES EXCEPTIONS AU PRINCIPE

---

Il est une série d'hypothèses, où l'on ne saurait, pour des motifs divers, exiger du pharmacien qu'il soit, tout à la fois, titulaire du diplôme et propriétaire du fonds de commerce ou du dépôt de médicaments dont il a l'administration.

D'une part, la loi signale elle-même une dérogation à l'indivisibilité de la propriété et de la gérance, en faveur de la veuve et des héritiers du pharmacien; ils ont le droit de prendre un gérant, durant un certain laps de temps à la suite du décès.

D'autre part, certaines pharmacies ne présentent pas le caractère d'entreprises commerciales; elles peuvent avoir à leur tête un gérant diplômé; c'est là le cas des pharmacies d'hôpitaux ou d'hospices et des pharmacies mutualistes; il faut en rapprocher le cas des pharmacies coopératives.

### SECTION I. — LA VEUVE ET LES HÉRITIERS DU PHARMACIEN.

Le principe de l'indivisibilité est pris en défaut lors du décès du pharmacien; l'officine — quant à la propriété — tombe aux mains d'héritiers non diplômés.

Convenait-il de les obliger à céder immédiatement?

N'était-il pas plus expédient de leur accorder un délai pour liquider la situation?

Poser pareilles questions, c'est les résoudre. Pouvaient-on contraindre les héritiers à fermer la pharmacie jusqu'à la découverte d'un successeur? C'était sacrifier, non seulement de légitimes intérêts particuliers, mais l'intérêt de la santé publique à la satisfaction d'un principe juridique (1).

Ce sont ces considérations qui ont amené le législateur à intervenir (2). La veuve et les héritiers du pharmacien peuvent continuer à tenir la pharmacie de ce dernier pendant un délai d'un an. Mais c'est là un maximum qui, en aucun cas, ne saurait être dépassé (3).

Dans quelles conditions?

Il suffit de placer, à la tête de l'établissement, un élève majeur, justifiant de capacités suffisantes; l'élève doit être agréé par la Faculté, et sa gérance s'exerce sous la surveillance d'un pharmacien diplômé, également agréé par la Faculté (4).

Pour parler très correctement, à notre avis, il vaudrait mieux dire que le gérant, c'est le pharmacien, chargé de la surveillance; l'étudiant n'est là qu'un simple « aide qualifié », qui agit sous ses ordres, et lui rend compte de ses opérations. C'est aussi le nom du pharmacien qui doit figurer dans tous les cas où la mention du nom du pharmacien est exigée par la loi.

(1) Sans compter le préjudice qui en résulterait pour l'officine elle-même, cette fermeture brusque lui serait grandement dommageable; où irait la clientèle en attendant la réouverture?

(2) L'article 41 de l'arrêté du 25 thermidor an XI porte : « Au décès d'un pharmacien, la veuve peut continuer de tenir son officine ouverte pendant un an... »

(3) Le trib. de la Seine avait admis que le délai pouvait être prorogé, 15 fév. 73 (D. 73, 2, 63). La Cour de Cass. s'est prononcée en sens contraire. Cf. Nîmes, 6 janvier 76 (G. Trib. 5 fév. 76).

(4) Art. 25 loi de Germinal, mod. 9 février 1916.

Sans nous occuper des formalités qui doivent être accomplies en l'occurrence, il faut arrêter la liste des bénéficiaires de cette faveur.

Le texte primitif (article 41 de l'arrêté du 25 thermidor an XI) ne visait que la veuve. A le prendre à la lettre, tous les autres héritiers étaient exclus; et la veuve, surtout à cette époque, était si rarement l'héritière de son mari! Ne fallait-il pas étendre le privilège à tous les héritiers du pharmacien? Il y a eu controverse sur ce point; des raisons de bon sens poussaient à cette extension : quel dommage pouvait en résulter pour la santé publique?...

Mais on objectait qu'il s'agit ici d'une exception à un principe; or : *Exceptiones strictissimi sunt juris...* C'est cette solution qu'adopta la Cour de Cassation le 2 avril 1873; on constate une fois de plus la raideur de son interprétation. Mais il y eut une réaction (1); et elle s'imposait. En effet, le juge ne doit pas appliquer brutalement la loi; il n'en n'est pas le serviteur passif, mais le collaborateur. En définitive, c'est la Cour de Cassation qui a dû céder; ici comme de coutume le bon sens devait triompher (2). Aujourd'hui le débat est clos. La loi du 9 février 1916 a introduit dans l'article 25 de la loi de Germinal (3) une disposition qui étend aux enfants et héritiers du pharmacien la faveur accordée à sa veuve par l'arrêté de Thermidor.

Cette extension est en parfaite harmonie avec la signification que nous avons attribuée à la règle de l'indivisibilité.

---

(1) Alger, 6 juillet 1899. D. 99, 2, 310. « Il y a, d'après cet arrêt, parité de raisons pour faire bénéficier les héritiers du pharmacien des mêmes avantages qui sont accordés à la veuve. »

(2) G. RENARD, *Le Droit, la Logique et le Bon Sens*, p. 359 et s.

(3) La loi du 9 fév. 1916, modifiée par celle du 15 juillet 1922,

SECTION II. — LES PHARMACIES DES HÔPITAUX  
ET HOSPICES.

Il s'agit, cette fois, d'une exception *purement apparente* au principe de l'indivisibilité.

Considérons tout d'abord la pharmacie d'un *hospice privé*. Elle n'est pas soumise au principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance, parce qu'elle ne constitue pas une officine; ce n'est qu'un dépôt de médicaments, et la loi de Germinal ne s'applique qu'aux officines; elle n'a point trait aux dépôts de médicaments. Rappelons que l'officine est un dépôt de médicaments, tenu et renouvelé *en vue du débit au public* (toujours la prédominance du point de vue de l'intention). Or, dans un hospice privé, le dépôt de médicaments a pour but de subvenir aux propres besoins de l'établissement, pour le soin des malades. Il n'y a pas ici d'exception à la règle de l'indivisibilité; nous nous trouvons en dehors du cadre de la loi de Germinal et de la jurisprudence interprétative.

Pour tenir un dépôt de médicaments, l'hospice n'a même pas besoin d'un pharmacien diplômé. Rien ne différencie ce dépôt de médicaments des approvisionnements de famille, de l'armoire de secours ou de la réserve de médicaments que possèdent les établissements scolaires.

*Quid des pharmacies des hospices et hôpitaux publics?*

Elles ne sont pas davantage soumises à la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance. Mais ici, il y a une raison de plus pour l'exclure. Ces pharmacies constituent la branche d'un service public; elles relèvent

---

a réglé en outre l'exploitation provisoire des officines de pharmaciens tués à l'ennemi.

des règles du droit administratif, et non des dispositions de la loi de Germinal; ce ne sont pas des établissements commerciaux.

En tant que les hospices et hopitaux publics assurent par leurs propres dépôts de médicaments le service intérieur de l'établissement, ils échappent au principe de l'indivisibilité pour la même raison que les hospices privés; et, pas plus que ceux-ci, ils ne sont tenus de mettre un pharmacien diplômé à la tête de leur service pharmaceutique.

Mais voici qu'en s'adjoignant un pharmacien diplômé, les hôpitaux ont prétendu pouvoir se livrer au débit à l'extérieur de l'établissement. Le tribunal de Rouen a approuvé cette attitude par jugement du 21 juin 1888, et la Cour de Cassation s'est rangée au même avis (1).

A l'encontre de cette jurisprudence, on invoqua le principe d'indivisibilité dont, pour une fois, la Cour Suprême avait fait bon marché. On faisait remarquer qu'en vendant au public, le préposé du dépôt de médicaments ne faisait plus œuvre de fonctionnaire hospitalier; qu'il se comportait comme le premier pharmacien venu; qu'il tenait non plus un simple « dépôt de médicaments », mais une véritable « officine »; et que, n'en étant pas propriétaire, il violait l'un des principes fondamentaux du droit pharmaceutique.

La Cour de Lyon, par arrêt du 3 juin 1890, répondit que, si les hospices ont le droit de vendre des médicaments au public, au mépris de la règle de l'indivisibilité, c'est en vertu d'une exception introduite en leur faveur dans l'article 8 de la loi du 7 août 1851 (1).

---

(1) G. P., 1889, 2, 607.

(2) *Le Droit*, 10 octobre 1890, et Cass. 8 janvier 1891. D. 91, 1, 245 ou S. 91, 1, 559.

L'argumentation est déconcertante. Tout ce que dit l'article 8, c'est que les commissions administratives d'hospices règlent le service « tant intérieur qu'extérieur » de l'établissement. Il a fallu quelque bonne volonté, à la Cour Suprême, pour tirer de là une dérogation au principe de l'indivisibilité, et l'autorisation de vente au public. N'était-il pas plus simple de répondre que l'indivisibilité ne touche pas plus une pharmacie hospitalière d'un hôpital public que d'un hospice privé, parce qu'elle n'a trait qu'à la pharmacie commerciale, non à l'organisation des services publics?

Du reste, la seule conséquence à en tirer, c'est que le pharmacien d'hospice ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, du fait de vente de médicaments au public; et tel était le seul point à résoudre pour la juridiction judiciaire.

Mais autre était la question de savoir, s'il n'y a pas violation de la loi dans la délibération par laquelle une commission administrative décide la vente de médicaments au public. Il semble bien probable qu'elle aurait été tranchée par la négative, si elle avait été soumise au Conseil d'Etat, en la forme du recours pour excès de pouvoir. Le cas échéant, il reviendra, aux syndicats de la profession pharmaceutique, de faire censurer, par notre haut tribunal administratif, cette infraction à la liberté du commerce.

Dans la mesure où l'on admet les sociétés de secours mutuels, et les coopératives, à tenir des dépôts de médicaments, il y a dérogation ou apparence de dérogation au principe que nul ne peut gérer une pharmacie qui ne lui appartient pas.

Les problèmes concernant les pharmacies mutualistes

ou coopératives pourront être plus utilement examinés quand nous étudierons les sociétés pharmaceutiques. Nous en renvoyons donc l'étude au prochain titre.

#### APPENDICE. — SANCTIONS DE LA RÈGLE DE L'INDIVISIBILITÉ.

Que se passe-t-il lorsque le principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance a été transgressé? Un état de choses illégal a été établi : l'autorité publique doit d'abord le faire cesser par les moyens appropriés, et ensuite punir les auteurs de l'infraction par des sanctions répressives.

Quelles sanctions la jurisprudence attache-t-elle à la violation du principe de l'indivisibilité?

On peut en envisager plusieurs sortes : des sanctions pénales et policières et des sanctions civiles.

##### I. — *Sanctions pénales ou policières.*

La législation de la pharmacie, à la différence de la loi du 30 novembre 1892 sur la médecine, n'établit pas un délit d'exercice illégal.

Il existe un certain nombre d'infractions *individuellement* spécifiées à la police de la pharmacie. L'une d'elles peut-elle s'appliquer au cas de défaut de gestion personnelle? Une grosse controverse a partagé les auteurs et la jurisprudence sur ce point, au cours du siècle dernier.

L'article 25 de la loi de Germinal anXI n'attache pas de sanction à la défense d'ouvrir une officine sans diplôme, ni aux prohibitions desquelles la jurisprudence a induit le principe de l'indivisibilité.

Malgré les tentatives faites, on a été obligé de renoncer à trouver en quelque autre disposition de la loi de Ger-

minal, une peine s'appliquant à l'ensemble des infractions qu'elle établit (1); et l'on s'est replié sur les sanctions instituées par la législation antérieure (2), notamment par la déclaration du roi de 1777 qui, nous l'avons montré, est considérée comme toujours en vigueur (3).

La première sanction pénale est donc l'amende de 500 francs édictée par la déclaration de 1777 : c'est du moins la conclusion d'une longue controverse.

Dans quelle catégorie ranger l'infraction au principe de l'indivisibilité? Délit ou contravention? On sait l'intérêt du débat : la complicité est-elle punissable?

Il est indiscuté aujourd'hui que les infractions à la loi du 21 germinal an XI sont des *délits-contraventionnels*, c'est-à-dire que l'intention coupable n'est pas nécessaire pour permettre la condamnation.

Mais, n'avons-nous pas, tout au contraire, relevé à diverses reprises l'importance primordiale du facteur intentionnel dans l'application de la loi de Germinal?

Tout revient à savoir comment il faut entendre le mot *intention*. Dans l'interprétation de la loi de Germinal, on l'entend du *but* cherché par l'auteur de l'acte ou de l'opération en litige. En droit pénal, on l'entend de la *connaissance* qu'a eue le contrevenant de la prescription à laquelle il s'est soustrait. Dire que les délits, contre la loi de Germinal, sont des délits contraventionnels, signifie

---

(1) La jurisprudence a longtemps cru la rencontrer dans l'article 36, qui frappe des peines de l'article 183 du Code pénal alors en vigueur, un certain nombre de faits délictueux, limitativement énumérés. On crut, à un moment donné, pouvoir user de cet article pour appliquer les mêmes peines à toute espèce d'infraction à la police de la pharmacie. Il faudrait, à ce compte, admettre la survivance de l'article 183 à l'abrogation du Code dont il faisait partie : c'est une opinion bien hardie.

(2) En ce sens, cf. d'article 30 de la loi de Germinal.

(3) Paris, 23 août 1883, D. 85, 2, 16. — Lyon, 7 fév. 1887, G. P. 88, 1, 609.

que cette *connaissance* n'est pas nécessaire pour que l'auteur de l'infraction soit punissable (1).

A tous autres égards que la considération de l'intention, les délits contraventionnels sont assimilés aux délits ordinaires; c'est dire que la complicité est punissable. Après hésitations, la jurisprudence s'est prononcée en ce sens. Le tribunal de la Seine a ainsi décidé, notamment au cas où un pharmacien a prêté le couvert de son diplôme à un individu non diplômé, pour lui permettre d'exploiter une officine sous son nom (2).

Pour faire cesser la situation illégale qui résulte de l'acte passé en contravention de la loi, il y a lieu d'ordonner la fermeture de l'officine indûment ouverte, et illégalement exploitée.

Nous rencontrons ici une deuxième sanction.

On peut songer, d'une part à la fermeture de l'officine par l'autorité administrative (le préfet l'ordonnerait par arrêté et y ferait procéder par la voie de l'action d'office); et d'autre part, à la fermeture par décision de justice.

La fermeture par l'autorité administrative soulève un problème, de portée très générale, qui a été vivement débattu, à propos de l'application de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, concernant les associations et les congrégations, et de la loi du 9 décembre 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat. On procéda alors par voie de mesure administrative contre les congrégations continuant à fonctionner sans autorisation, et contre les ministres du culte continuant à s'occuper gratuitement le presbytère commu-

---

(1) V. sur ce point G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 18 et s.

(2) Trib. corr. de la Seine, 16 nov. 1911. G. P. 11, 2, 569. — Roanne, 13 juin 1924, *Bull. Ass. Gén.*, fév. 1926.

nal, avec l'assentiment du Conseil municipal. Le Conseil d'Etat repoussa les recours pour excès de pouvoir, formés contre ces mesures d'exécution, notamment par arrêt du 12 mars 1909 (1). Le Commissaire du Gouvernement dégagea à cette occasion la doctrine suivante : pour qu'il puisse être procédé par voie d'exécution administrative, et sans jugement, il faut la réunion de deux conditions : la violation d'une interdiction prononcée par la loi; l'absence de sanction judiciaire à l'appui de cette interdiction. Dans les deux cas visés, les deux conditions étaient remplies. Au contraire, en cas d'ouverture ou de tenue illégale d'une officine, il existe une sanction pénale : donc, à notre avis, point de fermeture possible par voie purement administrative.

Mais, la justice elle-même peut-elle ordonner la fermeture? Oui, sans doute, si elle est demandée à titre de réparation par un concurrent ou un syndicat qui s'est porté partie civile. Mais, à défaut de constitution de partie civile? La jurisprudence l'a admis. On avait fait cette objection qu'il y aurait là application d'une peine non établie par la loi, et donc violation d'un des principes fondamentaux de notre droit pénal.

Il a été très habilement — peut-être plus habilement que juridiquement — répondu, qu'il ne s'agissait pas d'une peine supplémentaire, mais tout simplement de la réparation du trouble apporté par l'infraction à l'ordre social. Ce droit des tribunaux résulterait des articles 161 et 189 du Code d'instruction criminelle : à les prendre à la lettre une constitution de partie civile n'est pas nécessaire pour permettre au tribunal de statuer « sur les de-

---

(1) C. E. Commune de Triconville, 12 mars 1909.

mandes en restitution et en dommages-intérêts » (1). C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation : « La fermeture, dit-elle, doit être ordonnée, non à titre de peine, mais de réparation, qu'elle soit réclamée par la partie civile, au nom de son intérêt privé, ou par la partie publique, dans l'intérêt général. » (2)

La poursuite intentée par le ministère public comprend en elle-même la réquisition de fermer l'officine (3) : interprétation extrêmement osée; nous ne nous serions pas permis d'en prendre l'initiative.

## II. — *Sanctions civiles.*

Aux sanctions pénales et policières, que nous venons d'envisager, s'adjoignent des sanctions civiles. Nous pouvons en distinguer deux.

Tout d'abord, le tribunal, en prononçant la condamnation à l'amende, peut, par le même jugement, accorder des dommages-intérêts, à la partie civile qui démontre la relation de cause à effet existant entre le délit et le préjudice qu'elle a subi. Qui pourra se porter partie civile? Evidemment les pharmaciens concurrents et les syndicats pharmaceutiques; ceux-ci sont les défenseurs attitrés des intérêts généraux de la profession, et c'est

---

(1) Article 161: « Si le prévenu est convaincu de contravention de police, le tribunal prononcera la peine, et statuera par le même jugement sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts. »

(2) 7 décembre 1883. D. 84, 1, 479. — Sur ce sujet, v. G. RENARD, *Le Droit, la Logique et le Bon Sens*, p. 220 et s.

(3) La jurisprudence a confirmé cette façon de voir en matière de contravention de voirie : Cass. rej. 17 janv. 1908, G. P. 1908, 1, 204. La restitution d'une parcelle du domaine communal, indûment occupée par le prévenu, fut ordonnée par le juge, sans constitution de partie civile de la part de la commune.

bien un intérêt de cette sorte qui est en jeu (1). Bien entendu, la même demande pourrait être faite par voie d'action principale, introduite devant le tribunal civil.

En second lieu, on peut demander aux tribunaux civils l'annulation des conventions passées en violation de la loi.

Par qui l'annulation peut-elle être invoquée? Par tous intéressés, puisqu'il y va d'une nullité d'ordre public. Que faut-il entendre par là? Les parties au contrat d'abord. Pour les autres personnes, la question est plus délicate, car il ne faut pas perdre de vue qu'ici une action civile ne peut être accordée, même à fin de déclaration d'une nullité absolue, à qui n'a point un « droit » à faire valoir en justice : l'action civile en déclaration de nullité, même absolue, est donc bien moins largement ouverte que le recours pour excès de pouvoir dans le contentieux administratif. Nous ne pensons pas, par exemple, qu'un concurrent pourrait faire annuler la cession d'officine consentie au mépris de la règle de l'indivisibilité; tout au plus y autoriserait-on un créancier de l'aliénateur. La nullité pourrait-elle être prononcée à la requête du ministère public? Il est permis d'en douter... Nous n'avons du reste rencontré aucune décision de jurisprudence sur ces divers points.

Dans les cas où elle pourra être obtenue, quels seront les effets de cette nullité? (1).

Nous reviendrons sur ce point en parlant des sociétés

---

(1) Orléans, 12 février 1894. D. 1895, 2, 32; trib. corr. de Grenoble, 19 janv. 1903. G. P. 1, 390. — Trib. Seine, 16 nov. 1911. G. P. 1911, 2, 569.

(2) E.-H. PERREAU fait très justement remarquer, touchant les effets de cette nullité, que, si la vente de pharmacie est faite avec réserve de gérance, l'insertion d'une telle clause fait tomber tout le contrat. V. PERREAU, *op. cit.* p. 8.

pharmaceutiques; mais dès maintenant, faut-il décider que la nullité n'aura d'effets que pour l'avenir, ou qu'elle opérera avec effets rétroactifs?

Si l'on opte pour la première solution, le contrat étant annulé, la situation sera liquidée sur les bases du pacte qui a été conclu. Si l'on adopte la seconde, il faudra chercher une autre base de règlement, à moins que par un surcroît de rigueur on ne décide qu'il n'y a lieu à aucun règlement : *in pari turpitudinis causa, melior causa possidentis*.

La jurisprudence a rendu des décisions dans les deux sens. Parfois elle a adopté la deuxième théorie, la plus sévère, mais évidemment la plus logique : *quod nullum est, nullum produxit effectum*. Il a été jugé notamment, qu'un contrat de gérance d'officine annulé n'ouvre aucune action en paiement d'honoraires au profit du gérant, ni en responsabilité au profit du propriétaire de l'officine (1).

Cette théorie est bien difficile à accepter; le plus souvent, la convention annulée (société, vente...) aura reçu un commencement d'exécution. Est-il possible de rétablir *l'état de fait* antérieur au contrat? Certainement non : nous avons déjà remarqué que les *res facti* échappent aux conséquences de la fiction de rétroactivité (2). Entend-on seulement rétablir *l'état de droit*? Soit. Mais il faut en conclure que toute action en justice est fermée, qui aurait sa *cause* dans *l'exécution du contrat* rétroactivement anéanti, il ne s'en suit pas qu'une action tendant au même résultat, ou à un résultat analogue, ne puisse trouver *en dehors du contrat* une *cause juridique* susceptible d'être accueillie. Cette cause sera tirée de l'en-

---

(1) Cf. les décisions citées en note, supra, p. 95.

(2) Cf. ci-dessus, p. 82 et s.

richissement sans cause : *condictio ob causam praeteritam* ou *causa data causa non secuta*, disent les textes du Bas-Empire.

En somme, toute la question se ramène à savoir si les conséquences de l'exécution du contrat se régleront conformément aux clauses dudit contrat annulé en justice ou conformément à l'équité. Les uns préfèrent la première façon, parce qu'ils se défient de « l'équité des Parlements » ; les autres inclinent à la deuxième, parce qu'ils redoutent le scandale de l'application en justice d'un contrat déclaré par elle, rétroactivement anéanti (1).

Quoi qu'il en soit, un règlement s'impose. Repousser toute action en restitution, en paiement ou en demande d'indemnité, à raison des conséquences de l'exécution du contrat annulé ; appliquer brutalement comme on l'a fait l'adage *Nemo auditur turpitudinem suam allegans* ou *In pari turpitudini causa melior causa possidentis*, ce serait d'une part imprimer à la nullité le caractère d'une peine civile — ce que rien n'autorise, — d'autre part faire peser cette peine sur l'un des deux « coupables », et en faire profiter son complice — ce qui est inique, — et enfin, suivant toute vraisemblance, favoriser le plus malin des deux aux dépens du plus naïf — ce qui est immoral.

La justice s'oppose à ce qu'il en soit ainsi. Après divers errements, c'est en effet la solution équitable qu'a adoptée la jurisprudence ; elle est désormais bien établie

---

(1) Cf. G. JÈZE, *Les Principes généraux du droit administratif*, 2<sup>e</sup> édition, ch. 5, p. 50 et s.

*Sanction des irrégularités.* Cette deuxième solution serait mieux accueillie par des juristes accoutumés à la souplesse des disciplines administratives que par des juristes dressés à la belle dialectique des théories civilistes.

en ce sens (1). La Cour de Cassation a rendu à ce sujet, le 24 novembre 1902 un arrêt très intéressant, d'après lequel les paiements effectués en exécution d'une vente d'officine à un non diplômé sont sans cause, et la restitution doit en être ordonnée; et le syndic de la faillite de l'acheteur d'un fonds de pharmacie satisfait au vœu de la loi en offrant de restituer, dans un délai déterminé, le fonds de commerce, en nature ou en valeur, ainsi que de verser l'intégralité du prix obtenu par la vente aux enchères de certains objets accessoires, avant même que la justice se soit prononcée sur la nullité de la vente (2).

Donc, la remise en état s'impose à la suite de la déclaration de la nullité; celle-ci opère à la façon d'une condition résolutoire; ses effets doivent être entendus dans le même sens; elle ne saurait faire obstacle aux restitutions nécessaires, si ces restitutions étaient impossibles en nature, il faudrait les faire en argent (3).

---

(1) Rapp. Lyon, 22 déc. 1892. G. P. 93, 1, 255. La Cour, tout en reconnaissant qu'il y avait nullité d'ordre public, déclare correcte une référence aux clauses de la vente annulée, dans une deuxième vente consentie avant cette admission; doit donc être rejetée la demande en nullité du deuxième contrat, en tant qu'elle est basée sur sa référence à un contrat irrégulier.

(2) Req. 24 nov. 1902, D. 1903, 1, 80.

(3) Cf. Rouen, 24 décembre 1901. D. 1902, 2, 397.



TITRE II

ETUDE DE QUELQUES  
APPLICATIONS PRATIQUES



## CHAPITRE PREMIER.

# LE CONTRAT DE MARIAGE DU PHARMACIEN

---

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'étudier les réactions de la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance sur le régime matrimonial du pharmacien. Nous nous placerons d'abord au moment de l'établissement des conventions matrimoniales, puis au moment de la dissolution de l'union conjugale.

### SECTION I. — CHOIX DU RÉGIME; SON EXÉCUTION.

Notre droit organise quatre grands cadres entre lesquels les parties peuvent faire leur choix, ou dont elles peuvent combiner les modalités. La liberté de droit commun est-elle, pour le pharmacien, compatible avec la règle de l'indivisibilité? Peut-il choisir à volonté le régime de la communauté, ou le régime sans communauté, la séparation de biens ou le régime dotal?

Des quatre régimes prévus, la séparation de biens et la communauté sont spécialement intéressants à étudier ici : le régime dotal et le régime sans communauté se rapprochent plus ou moins des deux précédents : nous

les mentionnerons après avoir étudié la séparation de biens et la communauté, qui sont les régimes les plus fréquemment employés.

### *I. — La Séparation de Biens.*

Dans les régimes de séparation de biens, les patrimoines des deux époux ne se fusionnent pas; c'est donc là que la difficulté sera la moindre. Si c'est l'époux diplômé qui possède le fonds de commerce, rien n'est changé du fait du mariage. Il en est du moins ainsi pour le mariage du pharmacien; quant au mariage de la pharmacienne, il y a une intervention du mari imposée par les principes du droit pharmaceutique : la faculté de retirer à sa femme le droit de tenir un commerce, faculté à laquelle il n'est même pas permis de renoncer par contrat de mariage. Ce n'est qu'en prenant la règle de l'indivisibilité comme une simple *directive*, qu'il est possible de la faire fléchir, à l'effet de permettre, à la pharmacienne diplômée, le contrat de mariage dont l'organisation s'accommode le moins mal des exigences de la législation pharmaceutique (1).

---

(1) Dans le sens de la tolérance, nous fournirons deux arguments :

1. Tout d'abord, il faut remarquer que le mari n'a pas le droit de bouleverser arbitrairement les conditions normales d'exercice de la profession de sa femme : il peut lui retirer l'autorisation de l'exercer; mais, tant qu'il maintient l'autorisation, il doit se plier aux exigences légales et réglementaires de la profession.

Si la jurisprudence n'a pas, à notre connaissance, rendu de décisions sur ce point, pour le cas de la femme pharmacienne, il nous est permis de tirer parti de la jurisprudence établie, touchant la femme artiste.

La Cour de Montpellier, le 7 nov. 1902 (S. 1903, 2, 101) a décidé : qu'un mari ne pouvait user de l'autorité que lui confère le Code civil pour pénétrer dans la loge de sa femme, en violation des règlements de police, qui interdisent au public l'accès des cou-

Que si, toujours en régime de séparation de biens, l'époux propriétaire de l'officine n'est pas diplômé, la règle de l'indivisibilité joue avec toute sa rigueur : la gérance de l'officine semble difficilement possible. Ainsi, comme le fait très justement remarquer M. le Professeur G. Renard (1), sous ce régime, un pharmacien ne peut-il doter sa fille, fiancée d'un confrère, en lui faisant donation de son officine. Il faudra, au préalable, vendre l'officine au gendre, et constituer en dot, à sa fille, le prix obtenu par suite de cette vente (2).

lisses; le pouvoir du mari se borne à retirer à sa femme l'autorisation, qu'il lui avait accordée de se livrer au métier de comédienne. Nous ne doutons pas que cette jurisprudence soit étendue à la femme pharmacienne : la santé publique exige la liberté absolue du pharmacien dans l'exercice de sa profession; ce principe passe par dessus les règles ordinaires du droit civil.

En vérité, la situation de la pharmacienne est même beaucoup plus digne d'intérêt que celle de l'artiste lyrique, non seulement parce qu'à comparer les deux professions, on jugera peut-être la seconde plus utile au bien public, mais aussi parce que la pharmacienne est propriétaire d'un fonds de commerce, et qu'il y va non seulement de ses talents, mais aussi d'un élément de sa fortune.

2. En second lieu, il se produit, en législation, une réaction contre la rigueur du Code à l'égard de la femme, mouvement dont témoigne surtout la loi du 13 juillet 1907, modifiée par celle du 8 juin 1923, sur le libre salaire de la femme mariée, et les « biens réservés », qui proviennent des gains réalisés à la suite de son travail.

Les « biens réservés » restent biens de communauté, si le mariage a été conclu sous ce régime; mais la femme en a l'administration et la disposition, sans avoir à recourir à l'autorisation du mari. Cf. sur ce point, M. PLANIOL et G. RIPERT, *Traité élémentaire de droit civil*, 10<sup>e</sup> édition, t. 3, n<sup>o</sup> 1045 et s. — AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 5<sup>e</sup> édit., t. VIII et VIII (revus par E. BARTIN) et spécialement n<sup>o</sup> 500 bis.

Cette législation nouvelle semble bien propre à aider à la conciliation du principe civil de la subordination de la femme mariée, avec le principe policier de l'indépendance de la pharmacienne dans l'exercice de sa profession.

(1) V. G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 191.

(2) Ou constituer une société d'acquêts et y comprendre l'officine : mais au prix de nouvelles difficultés juridiques, que nous allons rencontrer en traitant de la communauté.

Et c'est là en effet qu'il faut en venir si l'on prend l'indivisibilité pour une règle rigide. L'application du critère de rationalité aboutirait au contraire à permettre cette constitution de dot, sans user de l'expédient de la cession d'officine au futur gendre : c'est ce qui résulte des explications que nous avons présentées au chapitre III de la première partie.

## II. — *Les Régimes de Communauté.*

Si les époux adoptent le régime de communauté, que se passe-t-il?

L'officine est un bien mobilier; donc elle tombe dans la communauté : c'est du moins ce que décide la jurisprudence. Il y a eu pourtant des hésitations : l'officine constitue un bien d'un caractère spécial; c'est une valeur patrimoniale qui s'attache très étroitement à la personne de son propriétaire : c'est bien pourquoi celui-ci ne peut en déléguer l'exploitation; ne faut-il pas la ranger dans la même catégorie que les droits des auteurs sur leurs œuvres, et les offices ministériels, et lui faire le même sort qu'à ces derniers?

Le droit d'auteur est essentiellement personnel à l'écrivain ou à l'artiste; aussi a-t-on longuement hésité à admettre qu'il tombe en communauté; la doctrine, souvent même, réserve ses préférences à l'opinion qui l'en exclut (1). Quoi qu'il en soit, la Cour de Cassation, qui, depuis le 25 juin 1902, considère que le droit d'auteur tombe en communauté (2), a cherché à atténuer les inconvénients pratiques de cette solution. Elle décide que

---

(1) Cf. en ce sens notamment PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de droit civil français*, t. 8, n° 195 et s.

(2) Aff. Lecocq. S. 1900, 2, 121.

le droit d'auteur ne fait partie de la masse partageable qu'en tant que « valeur patrimoniale » ; l'auteur conserve son « droit moral », et en particulier, il reste maître de modifier son œuvre et même de la supprimer.

On a tenté un rapprochement entre le droit d'auteur et l'officier ministériel ; mais il n'est guère possible de les assimiler : l'officine est un fonds de commerce.

On n'a pas manqué aussi, à propos du régime des biens entre époux comme à bien d'autres occasions, de comparer l'officine pharmaceutique à l'office ministériel. On sait que les tribunaux n'admettent point que les offices ministériels tombent purement et simplement dans la masse commune : l'office est une fonction publique ; la fonction publique est essentiellement personnelle à celui qui l'exerce (le notaire, l'avoué par exemple) (1). Si l'office tombait en communauté, il faudrait le comprendre, lors de la dissolution, dans la masse partageable : il pourrait échoir à un copartageant quelconque ; il pourrait être mis en licitation. Pour obvier à ces inconvénients, la jurisprudence a discerné deux éléments dans l'office ministériel : le « titre », qui appartient en propre à l'officier ministériel, et à lui seul ; et la « finance », qui est la valeur pécuniaire du droit de l'officier ministériel de présenter son successeur à l'agrément du Gouvernement : ce second élément, seul, fait partie de la communauté : c'est la valeur vénale de l'office (2).

Frappés par une certaine analogie, quelques auteurs ont proposé de transposer cette discrimination dans le droit pharmaceutique ; et plusieurs décisions de justice s'en sont inspirées. Tout récemment encore, le tribunal

---

(1) Cf. M<sup>lle</sup> BICHOFÉ, *Fonction publique et contrat*, thèse, Nancy, 1927, chap. II, section II, § 2 ; Les officiers ministériels.

(2) Aix, 10 mai 1906, D. 1908, 2, 401, S. 1908, 2, 61.

civil du Havre l'appliquait en ces termes : « Une officine de pharmacie est un fonds de commerce d'une nature spéciale; en conséquence, lorsqu'un pharmacien se marie, sous le régime de la communauté légale avec une femme non pourvue du diplôme de pharmacien, c'est seulement la valeur vénale de l'officine, et non l'officine elle-même qui tombe dans la communauté. »

Il s'en suivrait, entre autres conséquences, qu'en cas de divorce, la femme ne peut demander la vente de l'officine pour parvenir à la liquidation de la communauté : elle a seulement droit au partage de la somme représentant la valeur de l'officine, appréciée de la demande (1).

Ce système a généralement paru téméraire. Il irait bien si la profession pharmaceutique était soumise au régime de la *répartition*, conformément à des desiderata souvent exprimés (2); les pharmaciens deviendraient de véritables officiers publics : leur situation serait semblable à celle des notaires; ils seraient nommés par le Gouvernement. Mais à l'heure actuelle, l'officine n'est qu'un fonds de commerce; le pharmacien n'est pas investi d'une fonction publique; l'assimilation à l'office ministériel est impossible.

Pour ce motif, on admet, le plus souvent, que c'est l'officine elle-même qui tombe dans la communauté

(1) Trib. civ. Havre, 24 juillet 1924. D. 1925, 2, 61.

(2) Cf. sur ce point, et sur les diverses questions que nous étudions ici, le projet de M. VINCENT, dans sa rédaction la plus récente (12<sup>e</sup> législature. Sess. 1920, Doc. parl., Ch. dép., n<sup>o</sup> 717, et sess. 1921, n<sup>o</sup> 2580); malheureusement, appartenant à la précédente législature, et n'ayant pas été reprise depuis, du moins à notre connaissance, cette initiative intéressante et pleine d'espoirs est devenue caduque.

Sur le point précis que nous envisageons, le projet se borne à préconiser le système de l'*autorisation*, que le pharmacien solliciterait de l'autorité administrative.

Sur le problème de la « répartition », v. aussi G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 87, n. 1.

conjugale (1) : La Cour de Cassation en a ainsi décidé le 8 novembre 1922 (2).

Que faut-il penser de cette jurisprudence? Certes, la solution du tribunal du Havre est alléchante; mais nous avons déjà noté que le caractère de fonction publique qui appartient aux officiers ministériels, ne permettait pas de pousser très loin l'analogie. Par ailleurs, l'office ministériel a un caractère beaucoup plus personnel que l'officine du pharmacien. Les pharmaciens, à la différence des officiers publics, ne sont pas nommés par l'autorité; la profession de pharmacien est libre, sous la condition de posséder les diplômes requis par la loi; les officines ne sont pas hors du commerce; elles ne sont, disions-nous, que des fonds de commerce; elles doivent donc suivre le sort de tout autre fonds de commerce : tomber dans la communauté; et c'est ici que le principe de l'indivisibilité intervient.

La communauté n'est, somme toute, qu'une copropriété indivise, et l'entrée d'une officine dans la masse commune a pour conséquence d'en attribuer la copropriété au conjoint non diplômé.

Ici encore, à prendre l'indivisibilité comme une règle rigide, on se heurte à une impasse; le pharmacien ne pourrait se marier sous le régime de la séparation de biens; et encore ne pourrait-il y joindre une société d'acquêts où viendrait à tomber l'officine qu'il possédait avant le mariage ou dont il deviendrait acquéreur au cours du mariage. S'il s'est marié sans contrat, le voilà donc privé de la faculté d'exercer son art... jusqu'au veuvage... ou au divorce. Voilà les conséquences logiques du principe d'indivisibilité... Le tout est de savoir s'il

---

(1) Paris, 11 décembre 1924, D. 1925, 2, 39.

(2) Cass. req. 8 nov. 1922, S. 1924, 1, 313.

faut l'appliquer brutalement ou l'adapter conformément au « critère de la rationalité ».

En définitive, nous serons aussi libéral que la Cour de Cassation, mais sans avoir besoin de tenir la solution qu'elle adopte comme une *dérogation* à la règle de l'indivisibilité — aussi libéral que le tribunal du Havre, mais sans avoir besoin d'introduire dans la construction juridique de l'officine la distinction admise pour l'office ministériel.

En tout état de cause, il faut, au cas d'adoption du régime de communauté, reprendre la distinction que nous faisons tout à l'heure, en vue de la séparation de biens.

Ou c'est le mari qui est titulaire du diplôme de pharmacien, il gérera l'officine. Les articles 1421, 1422, 1423 du Code civil lui attribuent sur les biens qui font partie de la masse commune les pouvoirs les plus étendus : il gérera donc la pharmacie en toute indépendance; il sera le maître absolu. Les exigences de la santé publique ont pleine satisfaction : la *raison*, sinon la formule de l'indivisibilité, n'a rien à objecter.

Ou bien, — et le cas est de plus en plus fréquent, — c'est la femme qui est titulaire du diplôme de pharmacien. La situation est beaucoup plus délicate : elle soulève d'abord les difficultés déjà relevées pour le cas de séparation de biens, et ensuite des difficultés propres au régime de communauté.

L'article 1388 déclare en effet que les époux ne peuvent déroger, par contrat de mariage ou autrement, aux pouvoirs qui appartiennent au mari comme chef de la communauté. Comment alors, la femme diplômée pourrait-elle exploiter un fonds de commerce de pharmacie qui fait partie de la communauté? L'article 1421 ne ré-

serve-t-il pas cette exploitation au mari qui, de son côté, est inapte à s'en acquitter? La femme peut-elle l'assumer autrement que comme mandataire toujours révocable du mari et sous sa direction, au mépris des règles les plus certaines du droit pharmaceutique? Comment sortir de ce dilemme : ou bien interdire au mari de s'occuper le moins du monde de la gestion de l'officine afin de sauvegarder les exigences de la loi de Germinal, en sacrifiant le Code civil; ou bien respecter les pouvoirs du mari, en immolant au Code civil les prescriptions établies par la loi de Germinal dans l'intérêt de la santé publique. A défaut de transaction, la pharmacienne commune en biens doit-elle renoncer à l'utilisation professionnelle de son brevet universitaire?

C'est à cette extrémité qu'il faudrait en venir, si l'on prenait pour une règle rigide les normes posées par l'article 25 de la loi de Germinal et celle que la jurisprudence y appuie.

Mais si on les interprète du point de vue de leur *rationalité*, si on n'y voit que des *directives*, tout change. Et, c'est justement ainsi que l'entend la jurisprudence. Elle réproouve énergiquement l'immixtion des *étrangers* dans la gestion technique ou commerciale de l'officine. Mais ici c'est le mari; son intervention ne présente pas les mêmes inconvénients. Il faut la tolérer, d'autant plus qu'on la restreindra, comme sous tout autre régime matrimonial, à la faculté de retirer à sa femme l'autorisation de faire le commerce, celle-ci demeurant « maître et seigneur... en l'officine », tandis qu'il reste lui-même « maître et seigneur... dans la communauté », tant que dure son autorisation.

Voilà la transaction que paraît devoir suggérer l'interprétation *rationnelle*; déjà à propos de la séparation

de biens, nous l'avons vue consacrée par la jurisprudence, sinon pour le cas de la pharmacienne, du moins pour celui de la femme artiste; d'autre part, la législation civile elle-même (loi du 13 juillet 1907) « émancipe » la femme mariée en ce qui concerne les gains de son industrie... L'adaptation jurisprudentielle du droit matrimonial et du droit pharmaceutique est ainsi fortement encadrée dans un mouvement d'opinion qui contribue à l'accréditer.

Nous avons envisagé jusqu'ici la communauté légale. Mais, les parties peuvent, par contrat de mariage, modifier la composition de la communauté légale.

Très souvent, elles adoptent la communauté réduite aux acquêts; alors l'officine apportée par l'un des époux lui restera propre (1). Nous nous rapprochons ici du cas de séparation de biens. Rapprochement bien imparfait; la femme séparée de biens gère elle-même sa fortune; au contraire, les propres de la femme commune sont administrés par le mari; la femme ne garde que le pouvoir d'aliénation, et encore, sous condition d'autorisation maritale : voilà la séparation prohibée de la propriété et de la gérance.

Ici, la solution de la difficulté pourrait être cherchée dans une clause du contrat de mariage, réservant à la femme l'administration de ses propres (c'est l'introduction d'un élément de séparation de biens dans la communauté).

Mais supposons que cette précaution n'a pas été prise, il nous semble que la conception que nous nous sommes faite du principe de l'indivisibilité, autoriserait

---

(1) Quant à l'officine acquise à titre onéreux pendant le mariage, point de différence entre la communauté réduite aux acquêts et la communauté légale.

à passer outre, et que les circonstances de la situation seraient même tout à fait favorables à cette solution libérale.

### III. — *Le Régime dotal.*

Nous n'envisageons ici que quelques hypothèses, sans pouvoir considérer les nombreuses combinaisons qui peuvent résulter de la composition des principes de la législation pharmaceutique, et du droit civil, en matière de conventions matrimoniales.

Le cas le plus délicat à envisager est toujours celui de la femme pharmacienne.

Les biens de la femme dotale se répartissent en deux catégories : les paraphernaux, les biens dotaux; l'officine peut faire partie des uns ou des autres.

Tout d'abord, l'officine peut être comprise dans les paraphernaux : la femme a l'administration et la jouissance de ces biens : nous revenons ainsi à l'hypothèse de la femme séparée de biens : le problème est donc relativement simple (1).

La situation est bien plus délicate quand l'officine est un bien dotal : le mari a l'administration et la jouissance de ces biens : dans ces conditions, la femme peut-elle avoir la liberté que requiert l'exercice de la profession de pharmacienne?

Si la femme est pharmacienne lors du contrat de mariage, les époux peuvent convenir, dans leur contrat, que la femme administrera ses biens dotaux, spécialement sa pharmacie : une telle clause est valable, d'après la jurisprudence; elle n'est prohibée par aucun texte,

---

(1) Cf. *supra*, p. 132.

et ne méconnaît pas la suprématie du mari pendant le mariage (1).

La pharmacienne jouira ainsi d'une liberté suffisante, à notre avis, pour exercer sa profession; d'une part, elle peut administrer elle-même sa pharmacie, d'autre part, la loi du 13 juillet 1907, qui s'applique à tous les régimes lui permet de disposer librement des biens provenant de son travail à la condition de contribuer aux frais d'entretien du ménage.

Mais, si les époux n'ont pas inséré cette clause dans leur contrat, ou si la femme n'est devenue pharmacienne qu'au cours du mariage, le principe de l'indivisibilité reprend toute sa rigueur; l'immutabilité des conventions matrimoniales empêche de modifier les clauses que comporte le contrat de mariage.

La « raison » même de la règle de l'indivisibilité permet difficilement d'admettre ici que la femme s'établisse pharmacienne : la considération de la personne (le mari) pousse sans doute à accepter la solution libérale; mais n'est-on pas amené à adopter la solution rigoureuse, si l'on songe que le mari est un administrateur des biens dotaux qui possède des pouvoirs exorbitants de ceux d'un administrateur ordinaire?

Enfin, il faut tenir compte ici de l'inaliénabilité de la dot mobilière (dont fait partie l'officine), système qu'a désormais consacré la jurisprudence.

Tout ceci montre à quelles difficultés se heurteront les pharmaciens, et surtout les pharmaciennes, s'ils veulent adopter le régime dotal; à vrai dire, le plus souvent, celui-ci est peu pratique et peu recommandable, dès que l'un des conjoints est pharmacien.

---

(1) V. à ce sujet, COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil français*, 3<sup>e</sup> édition, t. 3, p. 285.

#### IV. — *Régime sans communauté.*

Ce régime semble tout à fait inacceptable lorsqu'il s'agit de pharmaciens : l'article 1530 du Code civil ne dit-il pas : « La clause portant que les époux se marient sans communauté ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits : ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage. »

Dans nos précédentes explications, nous avons montré que la solution de la difficulté consistait à retirer au mari l'administration et la jouissance de la pharmacie, pour la réserver à la femme : le texte de l'article 1530 s'oppose à toute combinaison de ce genre.

Pour illustrer les compositions nécessaires entre le droit civil et la législation pharmaceutique, envisageons un cas particulièrement délicat : le mariage d'un médecin avec une pharmacienne.

Quel régime matrimonial adopter ?

Le meilleur régime est, à coup sûr, la séparation de biens : la femme y garde une liberté suffisante pour satisfaire aux exigences de la loi de Germinal.

Serait-il prudent de mitiger la séparation de biens par une société d'acquêts, d'y substituer le régime de la communauté réduite aux acquêts ? Le risque est plus grand, car il se forme ainsi une société d'intérêts entre un médecin et un pharmacien, et l'on sait l'interdiction rigoureuse qui frappe ces combinaisons même entre étrangers (compérages) ; sont-elles moins dangereuses pour le public lorsqu'elles sont établies entre époux ?

Quoi qu'il en soit, si l'on veut courir le risque d'une communauté d'acquêts, il faudra l'accommoder aux dif-

ficultés que soulève le droit particulier de la pharmacie : réserver l'officine en propre à la femme; insérer une clause de séparation de biens, quant à l'officine, de façon à enlever au mari l'administration de celle-ci.

## SECTION II. — DISSOLUTION DE L'UNION CONJUGALE.

Nous venons d'étudier le contrat de mariage et son exécution durant l'union conjugale. Arrivons au moment de sa dissolution et considérons successivement : le cas de séparation de biens et le cas de communauté.

### I. — *La séparation de biens.*

La séparation de biens a pu être établie conventionnellement, lors de la célébration du mariage, et, par suite des rigueurs du fisc, c'est un régime matrimonial qui se répand désormais plus que par le passé.

Elle peut aussi être judiciaire : la femme constatant le mauvais état des affaires de son mari demande en justice la séparation de biens; on sait que souvent cette seconde séparation dissimule une fraude concertée entre les époux contre leurs créanciers.

La jurisprudence a eu l'occasion de décider maintes fois qu'une officine achetée par la femme séparée de biens et gérée par son mari, ne pourrait être revendiquée par celle-ci, contre les créanciers de son époux : c'est la conséquence de cette présomption irréfragable, sur laquelle nous avons déjà appelé l'attention du lecteur, et d'après laquelle le pharmacien exploitant est réputé propriétaire de son fonds de commerce et même

du mobilier de celui-ci, à raison du *devoir* qui lui incombe *d'en être propriétaire* (1).

En tout ceci, il s'agit des rapports des époux avec les tiers. Mais dans les rapports des époux entre eux, pourront être tenues pour valables des opérations qui seraient opposables à leurs créanciers. M. Perreau (2) cite, d'après la jurisprudence, les deux cas suivants : le mari peut, en cas de séparation de biens judiciaire, céder son officine à sa femme en paiement de ses reprises matrimoniales; et d'autre part, la femme séparée de biens, par contrat de mariage, conserve la faculté de se prévaloir à l'encontre de son mari, de son droit de propriété sur le matériel de pharmacie qui lui avait été constitué en dot.

## II. — *La Communauté.*

Arrivons enfin à la dissolution de la communauté. Nous avons à examiner ici la validité d'une clause fréquente dans les contrats de mariage des pharmaciens, comme de tous les commerçants.

Cette clause, dite commerciale, permet à l'époux survivant, et souvent à la femme survivante, de garder, même en cas de renonciation à la communauté, le fonds de commerce, qui faisait partie de cette communauté : on évite ainsi la liquidation à laquelle le règlement de la communauté pourrait donner lieu, et en tous cas, on permet au survivant de conserver ce qui est, la plupart du temps, sa meilleure source de revenus, et souvent son seul gagne-pain.

Cette clause souffre difficulté dans le contrat de ma-

---

(1) Cf. des décisions précitées : Alger, 19 fév. 1875. — Paris, 17 fév. 1891. (V. ci-dessus, p. 72).

(2) E.-H. PERREAU, *op. cit.*, p. 35.

riage des pharmaciens, d'abord par suite de l'exigence du diplôme, et en second lieu, du fait de l'interdiction de séparer la propriété de la gérance.

Tout d'abord, la communauté peut se dissoudre par le décès du conjoint non pharmacien : le survivant étant diplômé, il n'y a aucune raison pour ne lui pas permettre de conserver l'officine, en vertu de la clause commerciale, sauf compensation pécuniaire, aux héritiers de l'époux prédécédé.

Que penser au contraire si la communauté est dissoute par le décès de l'époux pharmacien? Par exemple — c'est jusqu'ici le cas le plus fréquent, — la veuve non diplômée peut-elle se prévaloir de la clause commerciale? Voici à ce sujet l'état de la jurisprudence :

La Cour de Paris, dans un arrêt plusieurs fois cité, qui réforme un jugement du tribunal de la Seine, a admis la veuve, même renonçante à la communauté, à se prévaloir d'une stipulation de son contrat de mariage, conférant à l'époux survivant la faculté de conserver, moyennant un prix à fixer par experts, un fonds de commerce apporté par l'autre époux, et tombé de son chef dans la communauté.

On observera que, par suite de la renonciation, cette attribution présentait le caractère, non d'un acte de partage, mais d'une vente. Le tribunal de la Seine appliquant à la lettre la « règle » interdisant aux non diplômés l'acquisition d'une officine, avait rejeté la prétention de la veuve; cette interprétation rigoriste a été repoussée par la Cour. Une considération de texte militait en ce sens : la séparation de la propriété et de la gérance est expressément admise par la loi, au profit de la veuve et des héritiers pendant une année après le décès du titulaire : l'acquisition, l'appropriation initiale

de l'officine par des non diplômés est donc correcte, lorsqu'elle s'opère « à cause de mort » ; le délai d'un an n'est qu'une prescription policière ; ce délai écoulé, la veuve ou les héritiers sont en situation irrégulière au point de vue de la police de la pharmacie ; mais leur droit de propriété n'est pas aboli ; et personne n'a jamais contesté la validité de la cession qu'ils viendraient à consentir à un diplômé, après l'expiration du délai.

Voilà évidemment des considérations analogues favorables à la prétention élevée par la veuve renonçante à obtenir le bénéfice des stipulations de son contrat de mariage ; bref *la règle de l'indivisibilité fléchit à l'époque de l'ouverture de la succession du pharmacien* : pendant un an au point de vue de ses conséquences pénales ; sans délai au point de vue de ses conséquences civiles.

Telle est la jurisprudence très mesurée de la Cour de Paris.

Mais voici, semble-t-il un autre son de cloche. Il vient, de la Cour de Cassation (nous avons l'habitude de la trouver plus stricte que les juges du fait) (1). Peu avant l'arrêt de la Cour de Paris, elle avait décidé que, lorsqu'une veuve a renoncé à la communauté et à la succession de son mari, l'attribution qui lui a été faite du fonds de pharmacie tenu par celui-ci en vertu d'un article de son contrat de mariage, constitue une vente contraire à l'ordre public et entachée d'une nullité absolue, comme faite à une personne non diplômée. L'arrêt a soin de faire remarquer que cette prohibition n'est pas levée par l'article 41 de l'arrêté de Thermidor et la loi de 1916.

---

(1) V. l'arrêt Cour de Paris : 11 déc. 1924, précité, et Cass. req. 8 nov. 1922. S. 1924, 1, 313, note PERREAU.

De la Cour de Paris ou de la Cour de Cassation, qui a raison? Du point de vue de la *règle*, la Cour de Cassation sans hésitation. Du point de vue du *critère de rationalité*, la solution de la Cour de Paris est parfaitement défendable.

Il faut entendre très libéralement l'indivisibilité en matière de régime matrimonial. A la prendre pour une règle brutale, à en déduire les corollaires avec une logique implacable on rend impossible le régime de la communauté. En vérité, on ne peut pas éviter la copropriété de l'officine entre le pharmacien et sa femme, entre la pharmacienne et son mari; il faut même accepter un minimum de coadministration, à peine de fermer la carrière aux jeunes filles diplômées qui ne sont pas résignées au célibat. Ces tolérances ne sont pas des *dérogations* à une *règle*; elles traduisent simplement la *saine intelligence* et la droite *adaptation* des *raisons* qui l'ont fait établir, et qui en fixent la portée.

A ces tolérances, il n'y a d'ailleurs pas de dangers appréciables, s'il est bien entendu qu'on réserve le cas de fraude; car alors les tribunaux auront d'autant plus de raisons pour se montrer intraitables, que par ailleurs ils auront témoigné de largeur d'esprit.

C'est toujours la revanche du « bon sens » sur la « logique »; et le « bon sens » restera toujours, par dessus l'adresse à lier les syllogismes et dilemmes, la qualité maîtresse du jurisconsulte et du magistrat.

---

## CHAPITRE II

# LA FAILLITE DU PHARMACIEN

---

Nous avons déjà mentionné combien étaient rares, et c'est fort heureux, les pharmaciens qui font d'assez mauvaises affaires pour encourir la faillite ou la liquidation judiciaire. Il faut cependant se demander si les procédures organisées en pareil cas par le Code de commerce et la loi du 4 mars 1889 sont susceptibles de s'appliquer telles quelles aux pharmaciens.

Quelle est l'influence du principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance sur cette matière? Il est tout d'abord indiscutable que le pharmacien est un commerçant; donc il peut être déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire. Des auteurs ont bien affirmé que la pharmacie « était moins un métier qu'une profession savante... »(1), comme disait Caret (du Rhône) dans son rapport sur le projet de loi sur l'organisation et la police de la pharmacie en France, préliminaire de notre loi de Germinal; cette observation est, à certains égards, moins juste aujourd'hui qu'au temps où le pharmacien préparait à peu près tous les médicaments dans son officine; le développement des spécialités

---

(1) Cité par DUPUY dans *La profession pharmaceutique est-elle une profession libérale?* article paru dans la *Revue politique et parlementaire*, 1900, T. 24, p. 735.

accroît notablement la part purement commerciale dans la pharmacie. D'ailleurs il n'y a, dans le caractère plus ou moins scientifique de la profession, aucun critère juridique. Le critère, c'est l'achat pour revendre avec ou sans transformation; nous ne nous attarderons pas davantage à un point définitivement résolu en doctrine et en jurisprudence (1).

On conçoit de prime abord deux sortes de particularités dans la faillite ou la liquidation judiciaire du pharmacien : l'une provenant du secret professionnel auquel est astreint le pharmacien, l'autre de la règle de l'indivisibilité. C'est sur ce dernier point que nous avons seulement à insister.

I. — En droit commun, le commerçant, qui est en état de cessation de paiement, est déclaré en faillite sur sa propre initiative ou sur celle de ses créanciers. Alors intervient un jugement déclaratif de faillite. Or l'un des principaux effets de cette décision est d'opérer désaisissement du failli, au profit de la masse de ses créanciers.

Que va devenir l'officine? Comme au cas de décès du pharmacien, il ne saurait être question de la fermer, car la pharmacie est une profession d'intérêt public, et l'on ne peut priver les malades de la distribution de médicaments : c'est ce qui arriverait dans les communes ou groupements de commune où n'existe qu'une pharmacie.

L'exploitation de l'officine du failli se poursuivra donc, mais qui s'en chargera? S'agissant d'un commerce ordinaire, ce serait le syndic. Il ne saurait en être de

---

(1) Bruxelles, 2 juin 1881. S. 82, 4, 47. — Rouen, 24 déc. 1901. S. 04, 2, 327 (rapprochement avec le cas du vétérinaire); Req. 24 nov. 1902, précité.

même dans le cas de la faillite du pharmacien. Avant tout, le syndic ne sera pas, le plus souvent, diplômé pharmacien. Le serait-il, la règle de l'indivisibilité s'opposerait à ce qu'il gérât pour le compte des créanciers une officine qui appartient au failli ; ce serait le comble de la dissociation prohibée — soi disant — par la loi de Germinal.

Voilà du moins la conséquence du principe de l'indivisibilité, si on l'entend d'une règle rigide à traiter par la logique déductive. La rigueur de la dialectique amènerait même à se demander si le syndic pourrait charger le failli de continuer l'exploitation pour le compte de la masse ? Dans une telle situation, le pharmacien serait encore un simple gérant ; car, d'après les auteurs, c'est en cette qualité que le commerçant déclaré en faillite peut être admis à poursuivre son exploitation. Enfin, en admettant même cette façon d'opérer, la santé publique y trouverait-elle son compte ; la responsabilité du pharmacien n'en serait-elle pas amoindrie ?

Alors, comment résoudre les difficultés soulevées par la faillite du pharmacien ?

On peut songer à raisonner ici par analogie avec le cas du décès du pharmacien. Nous avons vu que la veuve ou les héritiers ont le droit de faire gérer l'officine pendant un an, à la condition de faire agréer un étudiant en pharmacie, présentant certaines conditions de capacité, et d'autre part de faire choix pour la surveillance d'un pharmacien diplômé. De telles dispositions semblent fournir le minimum de sécurité requis par l'intérêt général.

C'est, en effet, à cette solution que l'on viendra, si l'on n'obtient pas le vote rapide d'un concordat qui remette

le pharmacien à la tête de ses affaires, ou si l'on ne poursuit pas la vente immédiate de l'officine. Il faut bien avouer qu'il y a là une construction doctrinale complètement autonome — libre recherche scientifique, dirait M. le Doyen GÉNY (1), — bâtie en dehors de toute base législative, et simplement d'après une inspiration venue du texte complètement étranger à la question, sur la base du *critère de rationalité*, dont la formule de l'indivisibilité est la traduction courante. L'idée traduite par la formule suggère d'en franchir le texte, et sert de soutien juridique à une improvisation dont la hardiesse est patente.

Nous nous trouvons en présence d'une situation, un peu différente de celle précédemment étudiée, si le pharmacien a obtenu le bénéfice de la liquidation judiciaire. Le pharmacien n'est pas dessaisi de l'exploitation et de l'administration de son officine. Le jugement qui prononce la liquidation judiciaire est le point de départ d'une procédure collective, comme au cas de faillite; mais le pharmacien reste à la tête de son officine.

Toutefois, la loi de 1889 adjoint au liquidé un liquidateur chargé de le surveiller et de l'assister. La présence du liquidateur laissera-t-elle au pharmacien une liberté d'action suffisante pour satisfaire au principe de l'indivisibilité?

Une fois de plus, il faudrait répondre *non*, si l'on s'en tenait à la *formule* de la règle, mais la raison qui la justifie pousse à la tolérance. Nous ferons donc ici une nouvelle application des distinctions entrevues précédemment. Le liquidateur est d'abord, comme le syndic, l'homme de confiance de la justice; et puis, à la

(1) Cf. FR. GÉNY, *Méthode d'Interprétation et Sources*, 2<sup>e</sup> édit., t. 2., p. 74.

différence de celle du syndic, son ingérence dans les affaires de l'officine est *limitée* à certains actes, spécialement prévus, et limitativement énumérés par l'article 7 de la loi de 1889. Pour ces raisons, il semble que le droit de la pharmacie, et notamment la *directive* de l'indivisibilité, puisse s'accommoder de l'immixtion restreinte et toute temporaire du liquidateur, bref, du droit commun de la liquidation judiciaire.

II. — Pour mettre un terme aux opérations de faillite, et payer les créanciers, le syndic peut être amené à vendre l'officine.

Quels sont, à ce sujet, ses pouvoirs? L'officine, comme l'office ministériel, forme-t-elle un tout indivisible? A défaut d'amateur, le syndic peut-il en dissocier les éléments, matières premières, produits fabriqués, mobilier, outillage, droit au bail... indépendamment de la clientèle? En faveur de cette assimilation, on fait valoir l'intérêt public engagé à la conservation de l'officine. Mais, pas plus ici que tout à l'heure, cette manière de voir n'a prévalu.

L'officine n'est pas, comme l'office ministériel, un tout indivisible; dans toute comparaison entre l'officier ministériel et le pharmacien, il ne faut pas perdre de vue que ce dernier — et d'aucuns le regrettent — n'est pas, jusqu'à présent du moins, un *officier public*.

Le syndic peut donc vendre le matériel, les matières premières, le droit au bail; il peut même, croyons-nous, vendre les médicaments, à la clôture de la faillite, sauf peut-être à recourir de nouveau, pour le faire, à un expédient imité de la législation touchant les droits de la veuve et des héritiers; en fait, il vendra les médica-

ments à un autre pharmacien; et alors l'expédient semble bien superflu.

Nous venons d'envisager le règlement de la faillite au profit de la masse. Mais, des créanciers ou autres ayants droit peuvent avoir des titres divers à faire valoir contre la masse, et spécialement à s'opposer à la vente de l'officine ou de tels ou tels de ses éléments au profit de celle-ci.

D'abord les droits de la femme du failli. Nous avons vu la jurisprudence lui refuser la revendication du mobilier de l'officine, alors même qu'elle offrait de fournir la preuve de l'achat de ces divers objets, de ses propres deniers; à son endroit, l'officine constitue donc un tout indivisible; à l'endroit des créanciers, tout ce qui se trouve dans l'officine est réputé appartenir au pharmacien.

Il ne faut pas, croyons-nous, pousser la rigueur jusqu'à interdire à la femme de revendiquer ses apports mobiliers en tant que créancière, si elle ne le peut en tant que propriétaire. Il n'y va plus en effet d'une restitution en nature, et l'on ne voit pas ce que l'intérêt de la santé publique aurait à souffrir de ce que la femme concourût avec les autres créanciers, pour le montant de ses reprises, sur l'actif de la faillite.

Passons aux fournisseurs. Comment faut-il adapter, en raison des dispositions spéciales à la pharmacie, la distinction classique des articles 575 et 576 du Code de commerce? Le fournisseur peut-il revendiquer dans la faillite les objets qui sont entre les mains du failli et qu'il prétend, lui fournisseur, lui appartenir? En principe, non : cette revendication ne sera pas plus accueillie de la part des fournisseurs que de la part de la femme, et pour les mêmes raisons. Il n'y a lieu de faire exception que pour

les objets qui apparaissent ostensiblement comme n'appartenant pas au failli : pour ceux-ci, on admettra la revendication, car personne n'a pu se tromper sur leur caractère, et les compter à l'actif du pharmacien, ce n'est là, à notre avis, que faire application de principes généraux (1).

Telles sont les particularités qui devaient être signalées à cet endroit, comme conséquences du principe de l'indivisibilité, en matière de faillite.

L'application du *critère de rationalité* nous a amenés à faire triompher, ici encore, le bon sens sur la dialectique brutale. On ne saurait étendre la règle de l'indivisibilité à des cas pour lesquels elle n'a pas été prévue, et c'est la considération de son but, qui, seule, conduit à ces solutions équitables.

Qu'il nous soit permis de reprendre, en cette matière de la faillite du pharmacien, une heureuse idée de M. Perreau (2).

Le nombre des pharmaciens qui font faillite est très minime; afin de remédier aux inconvénients que peut présenter, tant pour la santé publique que pour le corps pharmaceutique lui-même, l'ouverture de cette procédure, les syndicats de pharmaciens ne pourraient-ils pas, à l'instar de nos chambres d'agents de change, constituer une caisse alimentée par une cotisation spéciale de chaque pharmacien, pour venir en aide aux confrères, que les circonstances n'ont pas favorisés?...

---

(1) D'ailleurs, le principe de l'indivisibilité ne prohibe pas le prêt à usage d'objets mobiliers portant apparemment la marque de leur propriétaire (sacs au nom du fournisseur, balances, etc...). Dans ces cas, il s'agit plutôt de dépôt. — Sur l'admission du prêt de consommation, cf. Lyon, 10 février 1910. S. 10, 2, 200.

(2) Cf. E.-H. PERREAU, op. cit., p. 306.

---



### CHAPITRE III

## LES SOCIÉTÉS EN MATIÈRE DE PHARMACIE

---

Nous avons signalé l'importance prise, en tous les domaines de l'activité commerciale, par les sociétés, et nous avons montré que la multiplication du nombre des remèdes et compositions dites spécialités précipitait, dans ce mouvement, l'industrie pharmaceutique; c'est la société qui permet seule d'obtenir, dans l'intérêt de la santé publique elle-même, une fabrication de plus en plus rationnelle des médicaments; c'est par la société que peuvent se monter des laboratoires munis des derniers perfectionnements de l'outillage moderne.

Il nous faut donc étudier, avec quelque détail, la société en matière de pharmacie. La conception de ces groupements semble tout à fait logique et normale; mais le principe de la réunion de la propriété et de la gestion ne vient-il pas se mettre en travers?

Nous verrons, tout à l'heure, quel est le sentiment de la jurisprudence. Constatons tout d'abord que l'application intransigeante de la règle aboutirait à une interdiction générale des sociétés; il suffit de songer que la plupart des sociétés constituent des personnes morales, *propriétaires* de leur patrimoine, lequel est *géré* pour

leur compte par les associés ou les administrateurs : la violation du principe de l'indivisibilité semble évidente; et peu importe que la société soit formée entre pharmaciens diplômés ou qu'il y ait des profanes parmi les associés. Telle est la solution brutale que commande la règle de l'indivisibilité. Transposée en simple directive, restreinte dans sa portée d'application à la *rationalité* qui en a déterminé l'établissement, l'indivisibilité sera sans doute moins exigeante, et son adaptation souffrira des distinctions; nous venons de laisser pressentir celle des sociétés formées avec ou sans le concours de non diplômés.

Avant d'entrer dans les détails, il est utile de préciser les termes que nous serons amenés à employer constamment.

Tous les groupements que nous serons à même de rencontrer sur ce terrain appartiennent, à notre avis, à la société proprement dite. Comme le fait remarquer justement Thaller (1), il y a association *lato sensu*, toutes les fois que des hommes unissent leurs efforts ou leurs ressources en vue d'obtenir un but qu'ils désirent en commun. Mais certains groupements sont des sociétés, certains présentent un caractère différent.

L'*association*, au sens étroit du mot, se propose un but d'ordre général, un but en quelque sorte idéal; le plus souvent, « l'espèce association » est au service d'une idée désintéressée : les associés veulent servir la cause d'une catégorie sociale, dont ils font ou ne font point partie, et qui, de toute manière, ne se limite pas à leurs personnes : comme telles, on peut citer les associations d'étudiants, les groupements qui poursui-

---

(1) THALLER, *Traité de droit commercial*, 7<sup>e</sup> édit., n° 223.

vent un but philanthropique ou les associations charitables.

Les groupements que nous avons à envisager ne sont pas des associations : c'est improprement qu'on use souvent de ce terme pour désigner certains d'entre eux; ils sont du type de la *société*. La société se propose, au contraire de l'association, un but pécuniaire et restreint à ceux qui en font partie; elle tend à un résultat appréciable en argent et limité aux associés. C'est à l'article 1832 du Code civil qu'il faut se référer pour le définir : C'est « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre en commun quelque chose, dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter. » La société poursuit essentiellement le partage des bénéfices, résultant de l'entreprise menée en commun par les divers associés.

Nous pourrions citer d'autres caractéristiques de la distinction de la société et de l'association : ce sont là des questions très délicates, et fort intéressantes, mais elles ne peuvent rentrer dans le cadre de notre sujet. Il est surtout pour nous intéressant de signaler l'avantage fait par notre droit positif aux sociétés sur les associations.

Il consiste en ce que les sociétés ont, de plein droit, la personnalité morale : il n'y a d'exception que pour les simples sociétés en participation. Les associations ne l'obtiennent que moyennant des conditions particulières, fixées par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Or, c'est dans cette personnalité que nous avons rencontré le premier obstacle à la constitution de sociétés pour l'exploitation d'officines pharmaceutiques. Déjà, nous avons suggéré la possibilité d'un accommodement, en rappelant que l'indivisibilité de la propriété et de la

gérance doit être considérée moins comme la majeure d'un syllogisme dont la personnalité des sociétés serait la mineure et d'où l'interdiction des sociétés pharmaceutiques serait la conclusion, que comme une directive dont il convient de mesurer les applications aux raisons qui la justifient (1).

Mais par ailleurs, on peut se demander s'il n'est pas fait ici un abus de la théorie de la personnalité morale dans le même sens où nous avons critiqué précédemment un abus de la fiction de rétroactivité (2). En dessous de la propriété de la société, personne morale, réside la *propriété potentielle* des associés (3). Et si ceux-ci sont diplômés, est-ce que leur gérance, réunie à cette sorte de propriété virtuelle, ne suffira pas à satisfaire aux exigences de l'indivisibilité? C'est là un nouvel argu-

---

(1) La société en participation seule échapperait au syllogisme: c'est en effet une société occulte; elle n'a pas la personnalité morale; ses rapports avec les tiers sont, de ce fait, extrêmement précaires. Néanmoins, les tribunaux ont reconnu la validité d'une association en participation dans laquelle le gérant diplômé exploitait seul l'officine. Lyon, 10 fév. 1910. *Rev. Soc.* 1911, p. 14. *Rev. trim. Dr. civ.* 1910, p. 825. Cette décision opère une distinction: nous avons déjà vu que la jurisprudence n'envisageait pas de la même façon l'exploitation d'une officine et celle d'un ou de quelques remèdes spéciaux; l'arrêt de la Cour de Lyon vise cette deuxième hypothèse. Ici, les non diplômés ne faisaient que prêter un concours purement pécuniaire en vue de la vente des remèdes. On conçoit en effet que pour l'exploitation d'un produit pharmaceutique à lancer il soit nécessaire d'avoir des capitaux, et que, dans ce but, le pharmacien constitue une société en participation avec des tiers simples bailleurs de fonds; ils n'ont aucun droit d'immixtion ni de gérance; ils ne peuvent que surveiller leurs intérêts. *Contra*, Paris, 6 avril 1906. D. 1907, 2, 117.

(2) Cf. ci-dessus, p. 64.

(3) Nous empruntons le mot au vocabulaire juridique... des Soviets. Ils considèrent que les Républiques unies dans l'U. R. S. S. gardent, tant qu'elles n'usent pas du droit de sécession, une *souveraineté potentielle*. (D. MAGUÉRSKY, L'Union des Républiques Soviétiques socialistes, édit. juridique du Commissariat du Peuple de Justice, Moscou, 1923, p. 34.)

ment en faveur de la distinction que nous avons signalée entre les sociétés de pharmaciens diplômés et celles qui comptent des étrangers à la profession.

Bref, avec Thaller, on peut dire « que la personnalité des sociétés commerciales est une fiction »; c'est « un terme commode, destiné à représenter à l'esprit la condition de plusieurs personnes physiques, soumettant un ensemble de biens à une gestion centralisée, dont les effets se produisent à l'égard des tiers, comme dans les rapports des associés eux-mêmes. »

M. le Professeur G. Renard montre aussi très justement qu'il « existe une copropriété des coassociés sous-jacente à la propriété de la société... » (1)

D'après les théories récentes, la personnalité morale des groupements n'est point le principe de leur aptitude au commerce juridique, et notamment de leur aptitude à être propriétaire, créancier, débiteur; c'est seulement une forme plus commode que la plupart des autres formes dont ils peuvent user pour posséder, administrer les biens qu'ils possèdent, passer contrat, ester en justice, etc... C'est une construction tout artificielle, une fiction de l'ordre purement technique, qui recouvre sans doute une donnée réelle, mais dont la portée — comme celle de la rétroactivité — est toute relative à l'utilité pratique qu'on en peut retirer : il ne faut pas en abuser, ni en tirer des conséquences qui en feraient un *embarras* (2).

Ces observations générales une fois faites, il est indispensable de distinguer, sous le rapport de leur adaptation à la pharmacie, entre les diverses variétés de la

---

(1) G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 67.

(2) M. HAURIOU, *Précis de droit constitutionnel*, p. 697 et s., et FR. GÉNY, *Science et Technique*, t. III, p. 360 et s.

société en droit positif français. Le Code de commerce en prévoit trois : nous les passerons en revue dans la première section de ce chapitre; la seconde section sera consacrée au nouveau type créé par la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée; enfin, dans une troisième section, nous étudierons, en appendice, la question des pharmacies mutualistes et coopératives, dont nous avons renvoyé ici le développement, lorsque nous l'avons rencontrée dans un chapitre précédent (1).

SECTION PREMIÈRE. — LES TYPES DE SOCIÉTÉ  
DU CODE DE COMMERCE

D'après notre Code de commerce, il y a trois formes de société : la société anonyme, la société en nom collectif et la société en commandite.

*Article I : La Société Anonyme.*

A l'heure actuelle, la société anonyme tend à prendre le pas, dans l'industrie, sur toutes les autres formes de sociétés. La pharmacie fait exception. C'est que la société anonyme est exclusivement une société de capitaux. Les associés, sur qui repose, au travers de la société, la propriété de l'avoir social, ne sont responsables que dans la mesure de leurs mises : leur assemblée nomme, contrôle, révoque les administrateurs.

Cette courte description suffit pour faire ressortir l'impossibilité d'une adaptation de la société anonyme à la pharmacie : ses principes heurtent la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance.

Pas de question si la société comprend des non di-

---

(1) Cf. ci-dessus, p. 99.

plômés. Mais, supposons même une société anonyme entre pharmaciens, et supposons encore que les statuts soient établis de telle sorte qu'aucune part d'associé ne puisse jamais tomber aux mains de non diplômés, l'obstacle demeure. Les administrateurs ne sont jamais que des administrateurs pour le compte d'autrui; ils sont sous le contrôle de l'assemblée des actionnaires; ils n'ont pas la liberté de leurs mouvements — cette liberté dont le pharmacien a besoin pour faire honneur à sa lourde responsabilité pénale; la responsabilité civile de chacun est limitée à ses apports : et le public est donc privé de la garantie de la responsabilité intégrale du pharmacien, qui est, en quelque sorte, le pivot de la jurisprudence pharmaceutique. Voilà tout ce que renferme cette expression : la société anonyme est une société de capitaux. Ce n'est pas seulement la formule de l'indivisibilité, qui s'y oppose en pharmacie, c'est la « raison » même dont cette formule est l'enveloppe.

En effet, la jurisprudence n'a jamais reconnu les sociétés anonymes constituées pour l'exploitation d'officines de pharmacie. La Cour de Cassation s'est prononcée en ce sens le 22 avril 1880 (1), et depuis lors, cette solution a été constamment maintenue (2). L'interdiction des sociétés anonymes résulte, *a pari* ou même *a fortiori*, de la position prise par la jurisprudence à l'endroit des sociétés en commandite pour l'exploitation d'une officine.

Les nombreux projets de réforme de la législation pharmaceutique n'envisagent pas non plus la possibilité de la société anonyme : ils tolèrent plus ou moins libé-

---

(1) Cass. 22 avril 1880. D. 80, 1, 354. S. 80, 1, 434.

(2) Seine, 3 février 1883. D. 83, 3, 88. — Trib. corr. Seine, 6 juin 1913, G. Soc., 1914, p. 294.

ralement la société en commandite, et en nom collectif, mais ils se refusent totalement à admettre la société anonyme. Le projet Vincent, dont nous avons déjà parlé, n'autorise que la société en nom collectif entre pharmaciens diplômés (1).

L'interdiction de la société anonyme doit s'étendre, d'après M. Houpin (2), aux sociétés anonymes pour l'exploitation d'un seul ou de quelques remèdes — ce qui est gros de conséquences pour les fabriques de spécialités — car, d'après cet auteur, il n'y a pas de raison pour distinguer entre elles et celles qui ont pour objet l'exploitation d'une officine.

La solution donnée par M. Houpin vaut mieux, à notre avis, que le motif qu'il donne pour la justifier : il peut y avoir, à défaut de raisons de texte, des motifs parfaitement rationnels pour faire la distinction repoussée, sinon à propos des sociétés anonymes, du moins pour d'autres formes de société : toujours l'opposition du point de vue de la « règle » et de l'interprétation déductive, et du point de vue du « critère de rationalité ». Nous y reviendrons.

## *Article II : La Société en nom collectif.*

En général, elle est beaucoup moins nombreuse que la société anonyme : surtout, c'est une société de per-

---

(1) Cf. le projet VINCENT, art. 12, : « Toute association ayant pour objet l'exploitation d'une officine ouverte au public est interdite, si elle n'est faite sous la forme d'une société en nom collectif entre pharmaciens diplômés. En tous cas, l'officine ne peut être gérée que par des associés. En outre, aucun des associés ne peut posséder une autre officine ouverte au public, ou y avoir des intérêts. »

(2) HOUPIN, *Traité général des sociétés et des associations*, T. 1 n° 60, note 9.

sonnes. Les associés répondent personnellement et solidairement de tout le passif social sur leurs biens personnels; ils participent également à la gestion. Au premier abord, la difficulté est moindre d'en admettre l'usage en pharmacie, — du moins entre pharmaciens diplômés, et sous réserve de l'insertion au pacte social d'une clause propre à empêcher l'introduction ultérieure d'un non diplômé dans l'entreprise.

Avant d'examiner l'état de la jurisprudence sur ce point, une observation s'impose. Si elle est tenue pour licite, c'est à la condition d'être sincère. Les tribunaux ont donc à s'assurer, dans chaque cas particulier, qu'elle ne dissimule point un contrat de gérance, prohibé par la loi; et la discrimination peut être parfois difficile.

L'élément spécifique de la société, c'est l'*affectio societatis*, l'intention de collaborer d'une façon active, consciente et égalitaire, en vue de la réalisation d'un bénéfice à partager (1). C'est ce critère qu'utilise la jurisprudence. Ainsi le tribunal, puis la Cour de Bourges, ont décidé qu'il n'y avait pas société en nom collectif, mais contrat de gérance, dans la convention par laquelle le propriétaire d'une pharmacie déclare s'associer avec un diplômé, pour l'exploitation d'une officine, alors qu'il se réserve la partie commerciale de l'entreprise, et ne laisse à son prétendu associé qu'une situation tout à fait subalterne; circonstance aggravante : les bénéfices n'étaient pas partagés également, et, en revanche, le premier associé supportait seul les pertes. Dans l'espèce, l'*affectio societatis*, « coopération des parties dans une identité d'intérêts », n'existait pas. Il n'y avait

---

(1) Bourges, 22 déc. 1921, *Rev. des Soc.*, 1924, p. 323, note 1.

pas deux associés, l'un n'était qu'un employé intéressé (1).

Inversement, les parties ont pu présenter, sous la forme d'un louage de services, une convention qui ne crée aucun lien de subordination d'une partie à l'égard de l'autre, et attribue à chacune d'elles une part égale dans la direction et dans les profits sociaux, y compris la plus-value acquise par le fonds constituant l'apport du prétendu employeur. Les tribunaux doivent restituer au contrat son véritable caractère. C'est ainsi qu'un soi-disant louage de services a été annulé par la Cour de Nîmes, parce qu'il déguisait une société en nom collectif irrégulièrement constituée (2).

Plaçons-nous maintenant devant une véritable société en nom collectif. Et, en premier lieu, supposons une société entre diplômés et non diplômés ; on aperçoit tout de suite le danger : l'intervention de ces derniers dans l'administration de l'officine avec des droits égaux à ceux des premiers : il y a péril pour la santé publique. Il ne convient pas de permettre ce genre d'amodiation. Effectivement, la Cour de Paris, dès 1862 (3), la déclarait frappée de nullité radicale. Depuis lors, la Cour de Cassation a eu l'occasion de se prononcer, et elle a adopté la même solution (4).

Si la société est formée exclusivement entre coassociés munis du diplôme de pharmacien, la situation est différente : on ne voit pas de raisons sérieuses pour

---

(1) *Ibidem*. V. aussi art. de RIPERT, *Prêt avec participation aux bénéfices*, *Annales de Droit commercial*, 1905, p. 68.

(2) Nîmes, 13 déc. 1919. *J. S.* 1922, p. 64 (dans l'espèce, la société déguisée était formée entre un pharmacien et un non diplômé).

(3) Paris, 27 mars 1862. *D.* 62, 2, 105.

(4) Cass., 21 juin 1898, *J. S.*, 1898, p. 406, *D.* 99, 1, 53. — Trib. Seine, 25 oct. 1899, *J. S.* 1900, p. 228.

interdire à des pharmaciens de se mettre en société; pourquoi prohiber, par exemple, la formation d'une société entre deux pharmaciens pour l'exploitation de deux pharmacies, chacun d'eux dirigeant personnellement l'une d'elles?

La Cour de Riom l'a admise en effet (1). Dans cette hypothèse, l'exigence de la réunion de la propriété et de la gérance dans les mêmes mains se trouve satisfaite, sinon rigoureusement, du moins dans une large mesure, du fait que si *chaque* officine n'appartient pas à *son* gérant, *les deux* officines appartiennent à *leurs* gérants, tous deux diplômés. Cette solution est rationnelle.

En définitive, d'après la tendance de la jurisprudence qui se dégage de cet arrêt, on peut tenir pour valable la société en nom collectif, sous condition qu'elle ne possède pas plus d'officines qu'elle ne comprend d'associés, et qu'aucun de ceux-ci ne possède une autre officine en propre (ceci à raison de l'interdiction du cumul des pharmacies). En outre, si la société possède plusieurs officines, il est *prudent* de stipuler, dans le pacte social lui-même, l'attribution de la gérance de chacune d'elles à l'un des coassociés, avec les pouvoirs les plus étendus; il est *nécessaire*, à tout le moins, qu'*en fait* chaque officine soit personnellement dirigée par l'un des associés, avec la plus large indépendance, et que le contrôle de ses coassociés soit réduit au minimum compatible avec les exigences de l'état de société. Enfin, il convient de prendre des mesures, dans l'acte de société, pour que les parts des associés ne puissent (par exemple par voie de succession) tomber aux mains de non diplômés.

---

(1) Riom, 16 juin 1909. S. 09, 2, 132, J. S., 1910, p. 318. Rev. des Soc., 1911, p. 12.

Sous ces réserves, on peut largement admettre la validité de sociétés formées entre associés en nom, diplômés. Il n'y a pas de raison pour user de rigueur à l'endroit de sociétés dont l'organisation sauvegarde suffisamment l'indépendance du pharmacien, et sa pleine responsabilité vis-à-vis du public.

### *Article III : La société en commandite.*

Elle prend place entre les deux catégories que nous venons d'envisager.

C'est essentiellement un contrat entre deux ou plusieurs associés responsables et solidaires, et un ou plusieurs associés, simples bailleurs de fonds, répondant seulement jusqu'à concurrence de leur apport. C'est donc un groupement qui comprend deux catégories bien distinctes d'associés : les uns, les commandités, sont responsables solidairement et indéfiniment sur leurs biens de la marche de la société : à leur égard, tout se passe comme s'il s'agissait d'une société en nom collectif; les autres, les commanditaires, n'engagent que leur mise; ils n'ont pas le droit de s'immiscer dans la gestion de la société.

On conçoit que l'adaptation à la pharmacie de ce genre de société suscite de vives controverses. Si, comme nous y avons tant de fois insisté, le point important est de maintenir au pharmacien diplômé toute indépendance dans la gestion de l'entreprise, il semble à première vue, que l'on puisse user de quelque tolérance à l'égard d'une société en commandite, dont tous les commandités seraient et devraient être des pharmaciens (1)

---

(1) Par contre, la nullité paraît certaine si tous les commandités ne sont pas pharmaciens

aux termes des statuts, et ne posséderaient point par ailleurs d'officine en propre. En effet, dans ce genre de société, les commandités seuls dirigent la gestion; les commanditaires ne sont que des bailleurs de fonds; leurs interventions dans l'entreprise sont plus discrètes que celles des actionnaires dans la société anonyme, puisque la nomination des gérants ne leur appartient pas; ceux-ci sont imposés par le pacte social; ils ne peuvent être destitués que pour cause de malversation dûment justifiée. La propriété est bien séparée de la gérance, du moins, *pro parte qua*; mais il est raisonnablement satisfait, sinon à la règle de l'indivisibilité, du moins à l'esprit qui en a inspiré l'établissement. Il va sans dire que, s'il y a plusieurs officines, dans la société, un commandité sera spécialement délégué à la direction de chacune d'elles... Telle est du moins la solution que recommande, à notre avis, l'esprit de conciliation entre la règle de droit et les opportunités du commerce pharmaceutique.

Pourtant, après avoir été conciliante, la jurisprudence se montre sévère. Bien des fois, les tribunaux ont eu à se prononcer sur le mérite de commandites pharmaceutiques. Leurs décisions se partagent entre deux tendances.

Les unes déclarent la nullité des commandites formées entre un commandité pharmacien et des commanditaires; c'est la solution donnée par la Cour de Paris, dans un arrêt du 28 juin 1898 (1) : pour elle, une pharmacie ne saurait être mise en société en raison de la règle de l'indivisibilité; « un pharmacien ne peut faire apport de son officine à une société, même en comman-

---

(1) *J. S.* 1898, p. 423. Trib. Pontoise, 13 mars 1899. *J. S.* 1899, p. 474. — Trib. com. Nantes, 10 avril 1897. *J. S.* 1898, p. 334.

dite, puisqu'il transférerait à cette société la propriété d'un fonds qu'il ne doit pas aliéner pour pouvoir continuer l'exercice de la profession. »

Mais, l'opinion contraire transparait dans une série d'autres décisions, qui n'annulent la société qu'en raison de l'immixtion de non diplômés dans la gérance (1).

C'est en ce sens qu'il y a lieu d'entendre notamment l'arrêt de la Cour de Cassation du 21 juin 1898 (2). Il est à remarquer que plusieurs des décisions rendues à ce sujet ont trait à des sociétés formées entre pharmaciens et médecins; les Cours avaient, par conséquent, à résoudre, simultanément avec le problème de la validité de la commandite pharmaceutique, un problème de « compérage », au sens pris par ce mot dans la littérature du corps de santé (3). Il s'agissait de savoir, non seulement si la commandite est licite, alors que les commandités sont pharmaciens, et quand même les commanditaires ne le seraient pas, mais aussi si des médecins peuvent commanditer une société pharmaceutique; certaines décisions ont en effet considéré, et à juste titre, comme une circonstance aggravante la participation d'un médecin à une commandite pharmaceutique (4).

Mais, même cette hypothèse réservée, il faut bien avouer que d'une façon générale la jurisprudence se montre hostile. A-t-elle raison? Il y a trente ans déjà,

---

(1) Req. 8 avril 1864. D. 64, 1, 395. — Trib. Com. Seine, 30 juin 1894. S. 94, 316. — Lyon, 22 mai 1895. *J. Trib. Com.*, T XI, p. 210.

(2) Cass. 21 juin 1898, précité (S. 99, 1, 71). Cf. Req. 23 mai 1905. S. 1906, 1, 275. — Toulouse, 6 juin 1905. *Loi*, 10 juillet 1905. — Lyon, 10 février 1910, et Riom, 16 juin 1909, précité.

(3) Cf. ci-dessus, p. 143.

(4) Trib. com. Nantes, 11 déc. 1895, et Trib. de la Seine 1<sup>er</sup> mars 1897, *Rev Soc.*, 1897, p. 305.

M. Mesnil (1) se demandait si, en annulant sans ménagement toutes les sociétés dans lesquelles on peut relever des faits d'immixtion — si légère qu'elle soit — dans la gérance du diplômé, on avait bien adopté la meilleure solution; n'aurait-il pas mieux valu s'en tenir à appliquer aux associés, coupables de cette immixtion, les peines édictées par la loi pour exercice illégal de la pharmacie?

Aujourd'hui, tous les auteurs se prononcent contre la jurisprudence.

C'est ainsi que MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (2) déclarent nulle la société dans laquelle la gérance serait confiée à l'un des associés non diplômé; mais ils admettent la participation d'un associé non diplômé à la comptabilité et à la partie matérielle de l'exploitation. Sans les suivre jusque là, il nous paraît qu'on peut approuver leur conclusion favorable aux sociétés en commandite, lorsque le commandité ou les commandités sont pourvus du diplôme de pharmacien : « Il faut songer que le pharmacien est un commerçant, disent ces auteurs, que des capitaux lui sont nécessaires pour acquérir et gérer son fonds de commerce, qu'une commandite est, pour lui, aussi utile que pour tout autre commerçant. Si l'associé trouvait, dans cette qualité, le

---

(1) V. J. S. 1897, p. 289 et s. : Art. de MESNIL, « *Des conventions pour l'exploitation des officines.* »

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Traité de droit civil*, t. XXIII, *De la Société, du prêt, du dépôt*, n° 70.

A propos de la jurisprudence, il ne faut pas perdre de vue la distinction que nous avons déjà signalée de la société constituée pour exploiter une officine et de la société constituée pour exploiter quelques produits médicamenteux : la Cour de Toulouse a validé une société pour l'exploitation de produits médicamenteux, pour ce motif que le gérant, seul responsable au delà de ses apports, était pourvu du diplôme : Toulouse, 6 juin 1905. *Loi*, 10 juillet 1905.

droit de fabriquer et de vendre les produits, la société serait sans doute illicite; mais, ordinairement, l'associé ne peut s'ingérer que dans la comptabilité et dans la partie matérielle de l'exploitation. En ce qui concerne ces deux points, l'immixtion n'a rien de dangereux pour le public. Une société de ce genre n'est donc pas comparable avec celle qui est formée au sujet d'un office ministériel, et qui permet à l'associé de dénaturer le caractère que doit avoir l'office ministériel. » (1)

Nous trouverons ci-dessous une seconde justification de cette tolérance dans une certaine analogie entre la commandite et la « coopérative d'approvisionnement », dont la jurisprudence, comme nous le verrons sous peu, semble disposée à reconnaître la validité (2).

## SECTION II. — DES SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Les différentes variétés de société que nous avons successivement examinées, dans notre première section, sont loin de nous avoir fourni le cadre désiré, pour réaliser la société en matière de pharmacie. Du reste, le plus souvent, la jurisprudence en interdit l'usage; et si, parfois, elle se laisse fléchir, ce n'est qu'au prix de conditions assez étroites.

Ne serons-nous pas plus heureux en recourant aux dispositions nouvelles de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée?

Jusqu'à présent, la législation française ne connaissait pas ce type de société. Depuis longtemps, il nous manquait un mode de groupement, bien connu à l'étran-

---

(1) Cf. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *loc. cit.*, n° 70, *in fine*.

(2) Cf. G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 68.

ger, notamment en Angleterre et en Allemagne, par lequel un homme d'affaires s'abouche avec une ou plusieurs autres personnes, pour former une société de commerce dans la raison sociale de laquelle il fait entrer son nom, sans pourtant engager sa responsabilité au delà de sa mise. La loi du 7 mars 1925 a eu pour objet de remédier à cette lacune.

Si notre jurisprudence veut bien un jour se départir de la rigidité dans laquelle nous l'avons vue trop souvent se drapper, il semble que la nouvelle loi doive fournir une variété fort intéressante pour les pharmaciens (1).

Faisons d'abord justice d'une objection.

On a remarqué que jamais en instituant le régime des sociétés à responsabilité limitée, le législateur n'a songé à atténuer en quoi que ce soit la rigueur des principes du droit pharmaceutique. C'est l'évidence même. Il s'agit seulement de savoir si l'économie de ce nouveau régime n'ouvre pas aux sociétés pharmaceutiques des facultés qu'elles ne trouvaient pas dans les formes prévues par le Code de commerce. Nous sommes persuadés qu'il en est ainsi. En effet, si la jurisprudence a posé le principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance, c'est parce qu'elle a craint que la dissociation de ces deux éléments prêtât à ces abus préjudiciables à la santé publique. Que les inconvénients redoutés disparaissent, et force sera bien à nos tribunaux, non de supprimer la règle, du moins de l'accommoder aux situations où elle perd sa raison d'être; nous allons

---

(1) Nous n'envisageons dans cette section que la société à responsabilité entre pharmaciens. Il ne semble pas qu'on puisse ici faire plus d'objection que dans le cas de société en nom collectif aux sociétés entre pharmaciens.

voir que c'est justement le cas pour les sociétés à responsabilité limitée.

Il n'y a pas lieu de nous livrer ici à un commentaire détaillé de la loi nouvelle, mais seulement d'en caractériser l'idée inspiratrice, la sphère d'application, puis d'examiner les conditions de son adaptation à la pharmacie.

I. — La société à responsabilité limitée peut se définir : « Une société composée exclusivement d'associés tenus jusqu'à concurrence de leur apport, dans laquelle les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables, et ne sont cessibles que sous certaines conditions impérativement fixées par la loi, et qui enfin peut exister sous une raison sociale. » (1)

Cette définition fait apparaître les caractéristiques essentielles qui rapprochent ou séparent tour à tour la société à responsabilité limitée des types préexistants. La restriction de la responsabilité aux mises des associés est une ressemblance avec la société anonyme; mais la non négociabilité des parts et la restriction portée (2) à leur cessibilité accusent une différence essentielle : la société à responsabilité limitée est une société de personnes. Enfin, toute société à responsabilité limitée, d'après l'article 3, a le caractère commercial : pas de doute par conséquent sur sa personnalité morale (3).

On peut concevoir, en théorie tout au moins, que le domaine d'application de la société à responsabilité li-

---

(1) DROUETS, *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*, n° 45.

(2) Cf. articles 21, 22, 23 de la loi.

(3) En réponse aux objections qui pourraient être élevées pour ce motif, cf. *supra*, p. 161.

mitée soit extrêmement large : tout genre d'entreprise peut adopter cette forme juridique « sauf les sociétés d'assurance, de capitalisation et d'épargne » (article 2, alinéa 1<sup>er</sup>), qui ont toujours été placées sous un régime de plus étroite surveillance. Il ne semble donc pas qu'il y ait d'obstacle à l'utiliser en matière de pharmacie, encore que la loi ne vise pas ce genre d'entreprise.

En pratique, ce genre de société convient particulièrement aux groupements de moyenne importance : comme toutes les modalités de la « société de personnes ». Or, précisément, les sociétés dont on peut aujourd'hui souhaiter le développement en pharmacie ne sont pas les puissants établissements de la très grande industrie. On souhaite simplement de permettre au pharmacien d'accroître son officine dans la mesure où il pourra continuer à la gérer personnellement, par exemple de recourir à des capitaux étrangers pour aménager un laboratoire, perfectionner ses procédés, ou encore permettre à la veuve de garder le fonds de son mari au profit d'un enfant qui achève ses études en vue de poursuivre la carrière paternelle... Pressent-on l'affinité de la société à responsabilité limitée et de la profession pharmaceutique?

Quelle forme de société pourrait mieux lui convenir? L'association en participation n'a pas la personnalité morale; ses rapports avec les tiers sont de la plus extrême précarité, elle n'a guère de crédit. Cette forme convient plutôt au lien accidentel noué entre deux commerçants pour l'exécution d'une opération déterminée, qu'à l'exploitation d'une entreprise pour une longue durée. En fait, c'est bien ce rôle très étroit qu'elle joue dans la pratique.

La société anonyme qui est, en bien des sphères d'ac-

tivité, la combinaison la plus avantageuse, ne convient pas à la pharmacie : c'est une pure société de capitaux.

La société en nom collectif, et même la commandite, sont préférables; mais leur constitution est compliquée, et leur fonctionnement soumis à une réglementation embarrassante.

La société à responsabilité limitée est un type intermédiaire, c'est une forme destinée *surtout* aux petits groupements, où la personnalité des associés joue un rôle capital; c'est une société durable, mais dont les associés ne changent pas jusqu'à l'expiration du terme convenu, ou du moins dans laquelle les parts sociales ne sont ni négociables, ni même librement cessibles. Elle vise, comme toute autre société, à réaliser des bénéfices; mais, comme il est dit dans l'exposé des motifs, des précautions ont été prises « pour écarter la spéculation des sociétés à responsabilité limitée, qui souvent présentent le caractère de société de famille, et dans lesquelles les associés jouissent d'une grande liberté d'action. » (1)

Cette dernière remarque convaincra peut-être certains pharmaciens, hostiles à la société à responsabilité limitée, sans doute parce qu'ils ont toujours devant les yeux présente l'image tant répandue de la grande société, « propriétaire à mille têtes ». Il serait déplorable que le commerce de la pharmacie se laissât prendre dans le tourbillon; sa déontologie propre résiste à la « concentration » des capitaux, et à la dispersion correspondante des responsabilités...

Mais, justement, le nouveau type a été institué pour les sociétés « de famille »; le législateur s'en est fait

---

(1) DROUETS, *op. cit.*, p. 55.

comme une conception patriarcale. Moyenne entreprise, *intuitus personae*, confiance personnelle, affaire entre parents ou amis, protection contre la spéculation..., voilà les directives de la législation des sociétés à responsabilité limitée. La société anonyme exige sept membres au minimum; la société à responsabilité limitée n'en exige que deux. C'est la société adaptée aux « classes moyennes » du monde du commerce et de l'industrie... En vérité, il serait pénible de refuser l'utilisation de cette forme de société à une profession dont elle satisfait si exactement les légitimes desiderata, conformes du reste aux justes exigences de la clientèle et aux intérêts primordiaux de la santé publique : la gestion personnelle et indépendante du technicien.

Comment donc pourrait se faire l'adaptation à la pharmacie de la société à responsabilité limitée?

II. — En général, on peut dire que les sociétés à responsabilité limitée se constituent comme les sociétés par action, régies par la loi de 1867, mais non sans de notables simplifications. Nous n'avons du reste pas à indiquer les règles communes à toutes sortes de sociétés de ce genre, mais seulement à relever les particularités qui intéressent la pharmacie.

D'abord, quelle est la capacité requise pour faire partie d'une société à responsabilité limitée en matière de pharmacie?

Nous prenons évidemment ici le mot « capacité » dans un sens très spécial : nous nous demandons s'il faut que tous les associés possèdent un diplôme de pharmacien comme dans une société en nom collectif, ou si l'on peut permettre à des non diplômés d'en faire partie?

Nous admettons qu'elle puisse comprendre des non

diplômés à titre de bailleurs de fonds, *sous certaines réserves que nous préciserons par la suite.*

Rappelons, à ce sujet, qu'il existe deux sortes de sociétés à responsabilité limitée; le critère de distinction est le nombre des associés : grandes et petites sociétés selon qu'elles comptent plus ou moins de vingt associés (1). Des dispositions spéciales visent les sociétés qui ne comptent pas plus de vingt membres; le lecteur devine que c'est à ces petites sociétés que nous songeons de préférence, pour la pharmacie.

Les unes et les autres, grandes et petites, sont administrées par des gérants. Dans les sociétés pharmaceutiques, il faudra évidemment exiger que les gérants soient diplômés — qu'il y ait autant de gérants que d'officines à exploiter — et que chacun des gérants soit affecté à l'une des officines. Il nous paraîtrait tout à fait risqué d'instituer une gestion collective, quand même, en fait, les gérants se partageraient les officines : c'est du pacte social lui-même que doit ressortir la correction juridique de la société, sous le rapport des règles de la pharmacie, non des arrangements ultérieurs entre coassociés.

Nous hésiterions beaucoup à approuver, et surtout à conseiller l'usage de la faculté de choisir le gérant hors de la société. D'abord, c'est briser un peu violemment avec le principe de l'indivisibilité que de confier la gestion à un technicien qui ne serait même pas copropriétaire. Et puis, neuf fois sur dix, la combinaison sera employée par une veuve ou des héritiers, en vue de gar-

---

(1) On a reproché à la loi de 1925 de ne pas avoir fixé un maximum, comme elle a fixé un minimum (deux membres, art. 5). On avait proposé le maximum de cinquante.

der l'officine dans la famille, à dessein de la remettre un jour au fils du pharmacien décédé; ne considérerait-on pas que le choix du gérant hors de la société viole la règle qui limite à une année le droit accordé à la veuve et aux héritiers de faire exploiter par un élève sous la surveillance d'un confrère? L'objection est évidemment fort atténuée, si le gérant est un associé, donc le propriétaire de l'officine, au moins *pro parte*; ce n'est plus la gestion d'un étranger.

L'article 24 prévoit la nomination du gérant ou des gérants, soit dans l'acte de société soit dans un acte postérieur. En matière pharmaceutique, si les gérants ne sont pas désignés par le pacte social, il conviendra que celui-ci spécifie que c'est seulement parmi les associés, pourvus du diplôme, que sera faite la désignation. Faute d'associé diplômé apte, comme tel, à se charger de la gérance, ou disposé à l'accepter, le pacte social devra prévoir la dissolution; en tous cas, il paraît préférable que les gérants soient désignés sans limitation de temps : toute clause statutaire qui restreint les interventions des associés non diplômés est un atout dans le jeu du défenseur de la validité, dans le cas où celle-ci viendrait à être contestée en justice.

L'adaptation de la société à responsabilité limitée à la pharmacie se fût présentée plus favorablement encore qu'elle ne l'est en réalité, si on lui avait appliqué la règle de droit commun, en matière de société de personnes, suivant laquelle les gérants statutaires sont irrévocables : et, c'eût été une raison pour recommander aux pharmaciens de procéder — pour plus de sûreté — à la désignation des gérants par les statuts. L'article 24 a adopté une autre solution; il ne distingue pas, au point de vue de la révocation, entre les gérants statutaires et

les gérants non statutaires : ils sont tous révocables, mais seulement pour causes légitimes.

Malgré cette disposition, l'étendue des pouvoirs du gérant est telle, surtout dans les sociétés qui ne comptent pas plus de vingt membres, et par conséquent les interventions des autres associés si restreintes, que la « rationalité » du principe de l'indivisibilité ne semble plus faire un obstacle sérieux à leur légitimité. L'autorité et l'indépendance du technicien sont en vérité pleinement respectées.

*Dans aucun type de société, le gérant n'est davantage à l'abri des immixtions de ses coassociés non diplômés : « Les gérants, dit l'article 24, ont tous pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers. »*

Telle est en vérité l'étendue des pouvoirs du gérant qu'il semble difficile que l'on puisse encore songer à l'accroître par les statuts (1). Et, si l'article 24 mentionne la possibilité de les restreindre par les statuts, — restriction dont un conseil prudent dissuadera les pharmaciens dans l'état actuel de la jurisprudence — il faut remarquer que ces restrictions sont sans effet à l'égard des tiers.

Enfin, il est important, au point de vue de la police de la pharmacie, de souligner que le gérant ne peut déléguer ses pouvoirs.

Reste sans doute le contrôle qui revient de droit à la

---

(1) M. MANCEAU, dans un rapport sur le projet de loi, disait que le texte adopté a pour effet « de donner aux gérants les pouvoirs les plus étendus... ».

V. SIREY : *Lois annotées*, 1925, p. 1806, sous l'article 24 de la loi, note 41 (1<sup>re</sup> colonne, *in fine*).

collectivité des associés sur l'administration des gérants. C'est vrai; mais dans les sociétés de moins de vingt membres, les seules qu'il convienne actuellement d'envisager, la loi ne réglemente pas l'exercice de ce droit. A ces petites sociétés, le législateur applique les principes de liberté et d'autonomie qui président à l'organisation des sociétés de personnes; par suite, c'est aux associés qu'est abandonné le soin d'organiser, dans les statuts, la surveillance du ou des gérants : de l'organiser, et par conséquent de l'aménager, à la mesure des exigences propres de la police de la pharmacie. Et voici les facilités exceptionnelles que leur offre la loi : l'article 32 spécifie qu'il n'y a pas à établir de conseils de surveillance; l'article 36 ajoute qu'il n'est pas nécessaire de tenir d'assemblées générales.

On peut très bien confier la surveillance de la gestion à une ou quelques personnes, ayant toutes qualités requises pour cela, c'est-à-dire à des associés non gérants, mais pourvus du diplôme de pharmacien.

A embrasser d'un coup d'œil général toute cette matière, il nous semble qu'il est possible de tirer de la loi du 7 mars 1925 des types de sociétés pharmaceutiques, propres à donner tout apaisement, et aux scrupules des juristes touchant l'indivisibilité de la propriété et de la gérance, si l'on convient d'entendre celle-ci comme un simple *standard* et de l'interpréter d'après le *critère de rationalité*, et aux préoccupations des pharmaciens touchant la déontologie d'une profession dont ils ont justement à cœur de défendre et consolider les traditions.

SECTION III. — PHARMACIES MUTUALISTES  
ET COOPÉRATIVES.

La loi du 15 juillet 1850, qui fut la première charte des sociétés de secours mutuels, permettait à ces groupements d'avoir des dépôts de médicaments; elle n'exigeait même pas qu'un pharmacien diplômé fût préposé à ce service : ce qui était parfaitement logique, puisque ces dépôts, comme nous l'avons vu, ne sont pas des officines (1). L'article 8 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898 confirme cette faculté : « Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des unions ayant pour objet notamment : 1° l'organisation, en faveur des membres participants, des soins et des secours énumérés dans l'article 1<sup>er</sup>, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière... »

A raison de la référence aux « lois spéciales sur la matière », les syndicats de pharmaciens ont bien des fois poursuivi les sociétés de secours mutuels qui tenaient une pharmacie, et distribuaient des médicaments à leurs membres, sans user du concours d'un pharmacien diplômé; le syndicat des pharmaciens du Nord de la France, entre autres, s'en est pris au président d'une caisse de secours d'ouvriers mineurs, possédant une pharmacie, et a voulu le faire condamner pour exercice illégal de la pharmacie. La jurisprudence n'a pas suivi les syndicats pharmaceutiques; pour elle les sociétés de secours mutuels ne sauraient être assimilées à des spéculateurs qui, dans un intérêt purement mer-

---

(1) Grenoble, 21 août 1879. S. 80, 2, 9. — Cass. 17 juin 80. D. 80, 1, 353.

cantile, achètent un fonds de pharmacie, et le font tenir par un simple gérant : les dangers qu'offre une telle exploitation ne se présentent pas dans ces espèces... Il s'agit d'établissements créés dans un but de bienfaisance et de philanthropie, qui sont placés sous la surveillance de l'autorité municipale et départementale. La Cour de Cassation a adopté cette doctrine par arrêt du 25 octobre 1912 (1).

Cette solution libérale est à l'abri de toute critique, une fois comprises d'une part la portée véritable de la règle de l'indivisibilité, d'autre part la distinction de l'officine et du dépôt de médicaments : le dépôt de médicaments ne comporte pas débit au public; et c'est seulement aux « officines ouvertes » que s'applique la loi de Germinal et la jurisprudence à laquelle elle sert de point d'appui; et quant à celle-ci, il faut — pour une fois — rendre hommage à la perspicacité avec laquelle la Cour suprême s'est départie de la façon syllogistique d'entendre le principe d'indivisibilité.

La controverse devient beaucoup plus sérieuse, touchant les sociétés de secours mutuels qui, au lieu de *distribuer gratuitement* des médicaments à leurs membres — moyennant un relèvement de la cotisation périodique — les leur *vendent à des prix avantageux*, au fur et à mesure de leurs besoins. Ceci, semble-t-il, n'est plus de la mutualité : c'est de la coopération.

Lorsqu'une entreprise coopérative se déguise sous la forme de la mutualité, c'est des règles de la coopération, non de celles de la mutualité qu'il faut lui faire application : *Contractus ex re, non ex nomine legem accipiunt*. La mutualité est un principe (le forfait); la coo-

---

(1) Cass. 25 octobre 1912. D. 1913, 1, 440. S. 14, 1, 424.

pération en est un autre (la ristourne). Or, nous l'allons voir, la coopération n'est pas permise, en général, dans l'industrie pharmaceutique.

Les pharmaciens ont donc justement critiqué cette manière d'agir des mutualités : ils n'en perdirent pas moins leur procès devant la Cour d'Aix, et la Cour de Cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt, le 22 décembre 1900 (1), en ces termes : « Si d'après les articles 1<sup>er</sup> et 8 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898, les pharmacies des sociétés de secours mutuels ne peuvent fournir leurs médicaments qu'aux membres desdites sociétés ou à leurs familles, il leur appartient de déterminer elles-mêmes le mode et les conditions de cette fourniture (notamment quant à la question de la gratuité). D'autre part, si les principes qui régissent ces sociétés s'opposent à ce qu'elles fassent des actes de commerce, on ne saurait qualifier ainsi les distributions faites à titre onéreux dans leurs pharmacies, alors que les prix ont été établis dans des conditions telles que l'opération ne perd pas son caractère d'assistance : ces prix constituent un simple supplément de cotisation, destiné à couvrir les frais de la pharmacie... » (2)

Nous ne croyons pas pouvoir approuver cette solution : nous avons dit pourquoi; nous n'ajouterons qu'un mot : c'est que la tolérance de la Cour de Cassation, à l'endroit des mutualités, permet de tourner à trop bon compte la prohibition des coopératives, en matière de pharmacie : c'est ce que nous allons voir.

## II. — Les sociétés coopératives peuvent-elles débiter

(1) Cass. crim. 22 déc. 1900. S. 1904, 1, 54.

(2) Cf. dans le même sens, Cass. 10 juillet 1908. S. 11, 1, 235.

des médicaments? Pour répondre à cette question, il faut distinguer différentes sortes de coopératives.

On peut considérer d'abord le groupement de consommation en vue de se procurer à meilleur compte que chez le commerçant — ici le pharmacien — les marchandises — ici les médicaments — dont ils peuvent avoir besoin : c'est la coopération de consommation.

D'autre part, des producteurs ou des marchands — ici des pharmaciens — peuvent se grouper en vue d'approvisionner en commun leurs établissements — ici leurs officines — en créant un magasin de gros ou une fabrique; c'est la coopérative de production.

Ces dernières, que M. Renard rapproche des sociétés en commandite (1), peuvent être tenues pour licites; en fait, il en existe de puissantes; on ne les a pas inculpées jusqu'ici de déroger au principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance : ce qui, soit dit en passant, prouve bien que cette indivisibilité doit être entendue avec une portée purement relative au but en vue duquel la jurisprudence l'a proclamée. Qu'on l'observe bien, chacun des coopérateurs se trouve simultanément propriétaire de son officine et copropriétaire du magasin coopératif; la prohibition du cumul fléchit. Mais la santé publique ne peut en souffrir.

Bref, le critère de rationalité conduit, en ce qui touche les coopératives, à une distinction entre les coopératives de production et de consommation.

La Cour de Cassation, en effet, n'admet pas la validité de ces dernières, dans la pharmacie.

Elle s'est prononcée en ce sens par arrêt du 22 avril 1901 (2), dans les conditions que voici. La société de

---

(1) G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 68.

(2) 22 avril 1901. S. 1902, 1, 5, et la note.

consommation de Trignac avait ouvert un rayon de pharmacie; elle achetait en gros des médicaments qu'elle rétrocédait à ses membres, moyennant la remise d'un jeton, dont la valeur représentait à la fois le prix de revient, la couverture des frais généraux, etc... Attaquée par le syndicat des pharmaciens de la Loire-Inférieure, la société prétendit qu'il n'y avait là qu'un débit de médicaments, fait aux membres d'une société; puisqu'elle ne vendait pas de remèdes au public, il n'y avait pas « officine ouverte »; la loi de Germinal et son interprétation seraient donc hors de cause. En outre, poursuivait la défense, la société ne vend pas à proprement parler les médicaments qu'elle achète : les médicaments dont elle s'approvisionne deviennent au fur et à mesure de leur entrée dans le magasin coopératif la propriété indivise des associés; et d'après l'article 883 du Code civil, le partage qu'ils se font entre eux rétroagit au jour où la société les a acquis pour leur compte. Voilà, n'est-il pas vrai, une plaisante façon de jouer de la fiction de rétroactivité; deux fois déjà, nous nous sommes expliqués sur cet abus des fictions (1).

---

(1) Cf. ci-dessus, p. 82 et ce qui est tout à fait amusant, c'est que la coopérative de Trignac jouait de la fiction de rétroactivité pour contester les ventes effectuées par la société à ses membres et rejetait la fiction de personnalité morale pour revendiquer, au profit de ceux-ci, la qualité de copropriétaires de l'avoir social. Voilà l'étonnante élasticité des concepts de la technique juridique et spécialement de la plus hardie de ces constructions conceptuelles : la fiction; et voilà aussi où on en arrive lorsqu'on détache concepts et constructions des données juridiques qu'elles ont pour but d'enformer. Toute la théorie du standard juridique, dont le présent ouvrage voudrait être une illustration, n'est qu'une nécessaire réaction contre des manières de raisonner qui, si elles étaient l'expression de l'esprit juridique, permettraient de l'opposer à la justesse de l'esprit. Cf. sur toutes ces idées, G. RENARD, *Le Droit, la Logique et le Bon Sens*, et Avant-propos de *Le Droit, l'Ordre et la Raison*.

La Cour de Cassation n'entendit pas ce raisonnement : pour elle, la société coopérative constitue une personne distincte de ses membres, et liant avec ceux-ci des rapports de vendeur à acheteur, lorsqu'elle leur rétrocède les médicaments de son approvisionnement.

Ici, la raison de l'indivisibilité prend son maximum de force : l'indivisibilité produit son plein rendement ; bien plus, son application dépasse le cadre normal de la loi de Germinal, puisqu'il fait obstacle à la séparation de la propriété et de la gérance d'un dépôt qui ne comporte pas de débit public (la coopérative ne vendait pas au public) ; elle porte au delà de la sphère normale d'application de la loi de Germinal. *Ainsi, le critère de rationalité joue tantôt dans le sens de la restriction et tantôt dans celui de l'extension des principes dont il gouverne l'application.*

A ce sujet, il est curieux de noter la facilité avec laquelle la tolérance de la jurisprudence envers les mutualités permet d'éluder sa rigueur envers les coopératives. La mutualité a le droit de distribuer à ses membres des médicaments « à titre onéreux » : mais, en cela, elle fait acte de coopération. Alors, qu'une coopérative crée une mutualité entre ses membres : et la voilà devenue habile aux opérations qui lui étaient interdites comme coopérative. Voilà, n'est-il pas vrai, un nouveau motif de douter du mérite de la jurisprudence établie par la Cour de Cassation au profit des mutualités : elle va certainement droit contre le « critère de rationalité » (1).

---

(1) Cass. crim. 22 décembre 1900, précité.

APPENDICE. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Pour terminer ce chapitre des sociétés, il est bon d'exprimer quelques observations générales sur l'ensemble de la matière.

Il semble que l'on puisse grouper autour de deux directives les tendances de la jurisprudence sur ce sujet.

I. — L'examen de la jurisprudence oblige à recommander l'exclusion complète des non diplômés dans les sociétés pharmaceutiques; surtout convient-il de ne tolérer aucune immixtion de la part de non diplômés dans la gestion, même dans la gestion purement commerciale ou financière.

C'est l'avis de la jurisprudence; c'est aussi le nôtre... en partie.

Il nous paraît en effet, qu'avant d'annuler une société, les juges devraient rechercher le rôle que les statuts réservent, et l'étendue de l'indépendance qu'ils assurent au pharmacien; ce sont les actes de coopération de la part de tiers non diplômés dans la gestion d'une pharmacie qui, seuls, sont répréhensibles.

Et encore, dans ces immixtions, nous inclinons à penser qu'il faudrait encore distinguer : le principe à sauvegarder, c'est celui d'une liberté suffisante pour le pharmacien, en rapport avec la responsabilité qu'il doit assumer. Comme le dit M. Hémar (1) : « Il y a dans l'exploitation d'une pharmacie une double entreprise, en partie commerciale, en partie technique et scientifique. Dans la partie commerciale rentrent par exemple l'achat de marchandises, substances ou drogues destinées à être mises en œuvre par le pharmacien, la publicité ou

---

(1) HÉMAR, *Des nullités des sociétés de fait*, 2<sup>e</sup> édit., n° 58-59.

les réclames. Dans la partie technique, l'exécution des ordonnances ou la préparation des médicaments, la vente, etc... L'exploitation peut avoir lieu en société, quelle que soit la forme de cette société, pourvu que la partie technique soit confiée à un pharmacien qui en ait la responsabilité et soit tenu au secret professionnel. Et de même en serait-il pour une société ayant pour objet la fabrication de préparations pharmaceutiques. »

Il ne faut pas oublier, sous le prétexte, parfois fallacieux, de protéger la pharmacie contre les entreprises du mercantilisme, que le monopole des pharmaciens ne trouve son fondement que dans la nécessité de confier à des personnes pourvues de diplômes, la manipulation, la fabrication et la vente des remèdes : le privilège n'a pas été introduit pour réserver aux seuls pharmaciens les bénéfices de ces exploitations; et le but auquel il répond en limite aussi la portée.

Eriger en principe général la nullité de toute société, comportant la participation d'étrangers, à quelque titre que ce soit, ce serait peut-être dépasser cette limite.

Ces sociétés ne deviennent illicites que si elles comportent substitution *intentionnelle* du non diplômé au diplômé dans la gérance de la pharmacie ou la fabrication des produits. Bref, la simple *possibilité* de cette immixtion ne doit pas être une cause de nullité; cette immixtion *se réalisant*, ce sera le cas d'exercer des poursuites pour exercice illégal de la pharmacie; et c'est seulement lorsque cette immixtion incorrecte aura été *voulue* par les associés que le contrat de société lui-même sera nul en tant qu'il est vicié par une cause illicite.

On peut donc considérer trois degrés dans l'intervention des non diplômés : l'*éventualité* de cette interven-

tion illicite — son *événement* — le *dessein* de la provoquer.

Au premier degré, point de sanction; au second degré, sanction pénale contre les auteurs du fait répréhensible; au troisième degré sanction civile : la nullité du contrat.

Telle sera notre conclusion : elle est notablement plus libérale que la jurisprudence. Elle suffit à satisfaire aux raisons qui justifient l'indivisibilité. Il ne faut donc pas pousser au delà les conséquences de celle-ci.

D'ailleurs, il faut remarquer que les *pharmaciens* seraient les premières victimes d'un système qui, pour la satisfaction de la dialectique des *juristes*, les priverait du concours des capitaux nécessaires pour le développement et les progrès de leur industrie; la santé publique elle-même aurait à en souffrir, puisqu'on rendrait impossible la formation d'établissements qui, fabriquant en grande quantité des remèdes composés, peuvent les offrir à meilleur marché, et d'une qualité constante.

C'est surtout pour la fabrication des remèdes en gros qu'il est nécessaire de faire appel au concours des capitaux; et d'autre part, c'est presque exclusivement pour l'exploitation des officines qu'on peut craindre la formation de sociétés capitalistes qui feraient du pharmacien leur commis.

Que les tribunaux annulent toutes les sociétés dans lesquelles le pharmacien n'intervient que pour masquer les spéculateurs qui les dirigent sous son nom et sous le couvert de son diplôme! Il ne faut tout de même pas frapper *a priori* de suspicion toute société entre diplômé et non diplômé. Nous avons rencontré, soit à propos des cessions d'officine, soit en étudiant le privilège de la

veuve et des héritiers, des intérêts respectables, propres à légitimer un relâchement de la règle de l'indivisibilité; il y a aussi des circonstances qui recommandent les sociétés, même entre diplômés et non diplômés; et les intérêts du progrès scientifique et de la santé publique eux-mêmes peuvent les accréditer.

Bref, une discrimination s'impose : pour l'opérer, la méthode à employer semble relativement aisée : il faut juger, comme nous l'avons montré, suivant le procédé des « standard » et admettre que le principe de l'indivisibilité s'adapte aux circonstances, qu'il est avant tout une directive. Nous n'entendons point par là que son application doive varier *d'espèce à espèce* — ce serait livrer le droit à l'arbitraire du juge — mais qu'il appartient au juriste d'en varier l'adaptation de *catégorie à catégorie* : et c'est ce que nous nous sommes appliqués à faire tout le long de ce mémoire.

II. — En l'état actuel de la jurisprudence, comment se fait la liquidation d'une société annulée comme illícite?

Nous nous bornerons sur ce vaste sujet à quelques énonciations. La nullité d'une société, déclarée par les tribunaux, opère d'abord pour l'avenir. Quant au passé, il semble que l'on doive remettre les choses dans l'état où elles se trouvaient avant la formation de la société. Ce rétablissement souffre bien des difficultés, si la société a fonctionné pendant quelque temps. Nous avons déjà rencontré ce problème (1), dont la portée dépasse le cas particulier des sociétés pharmaceutiques. Rappelons simplement les trois solutions envisagées :

---

(1) Cf. ci-dessus, p. 125.

1° Le refus de toute action en justice aux associés les uns contre les autres, par application de l'adage *Nemo auditur...*;

2° Le règlement de compte d'après les bases posées par l'acte de société, dont l'annulation ne produirait d'effets que pour l'avenir, et par conséquent opérerait à la façon d'une simple résiliation;

3° Le règlement de compte d'après l'équité, sans tenir compte des stipulations de l'acte de société.

Si la jurisprudence est ferme, touchant la restitution des apports (1), il n'en n'est pas de même pour le surplus de la liquidation, et notamment le partage des bénéfices. Le système vers lequel elle incline aujourd'hui consiste à opérer la liquidation sur les bases du pacte social. La nullité produirait effet pour l'avenir. S'il y a des bénéfices à liquider, et que ceux-ci soient restés aux mains des gérants, les associés peuvent demander leur part (2).

Enfin, la Cour de Paris (3) a trouvé naguère une formule destinée à contenter les deux parties en présence : elle a décidé qu'il doit être procédé « non pas en appliquant le pacte social lui-même, qui n'a pas d'existence légale, mais en y recherchant, pour s'en inspirer, l'expression de la commune intention des parties... »

---

(1) Cass. 14 mai 1888, 1, 487. Contra, Trib. com. Seine, 25 oct. 1899. *J. S.*, 1900, p. 228.

(2) Cass. 15 nov. 1876. *S.* 77, 1, 409.

(3) Paris, 24 fév. 1923, *L'Union pharm.* 1923, p. 85.

## CONCLUSION

---

Il est indispensable, pour terminer l'étude du principe de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance, de ramasser dans une vue d'ensemble les positions que nous avons été amenés à prendre.

Il n'est plus à démontrer, croyons-nous, qu'il est impossible, à l'époque actuelle, de se plier aux exigences de l'indivisibilité, comprise comme une règle inflexible.

La transformation des conditions économiques impose ou l'abolition du principe ou une interprétation souple et infiniment nuancée : « Un système juridique, pour ne pas être une simple ossature, dépouillée de ce qui fait la vie, doit être élaboré à la lumière du milieu pratique qui en conditionne le fonctionnement et en fait apparaître la raison d'être » (1).

C'est le mérite de la méthode du standard d'autoriser l'interprète à maintenir le principe dans ses applications rationnelles, sans l'asservir à la formule où il s'exprime, jusqu'à en accepter les conséquences pratiquement inadmissibles. Un assouplissement vaut mieux qu'une cassure.

Il est sans doute à déplorer que les discussions engagées en France, depuis près d'un siècle, autour des

---

(1) Cf. AL. SANHOURY, *op. cit.*, p. 11.

projets de réforme de la loi sur l'exercice de la pharmacie, n'aient pas abouti; mais, après tout, n'y a-t-il pas un peu de naïveté à tout attendre de l'initiative du législateur; et les pharmaciens ne sont-ils pas assez instruits, par l'expérience, pour chercher satisfaction — au moins partielle — d'un autre côté? Leur droit professionnel n'est-il pas un éclatant témoignage en faveur de cette vérité que tout le droit — nous entendons tout le droit positif — n'est pas dans la loi et qu'il s'élabore beaucoup de droit en dehors des débats parlementaires?

Nous avons essayé d'apporter notre petite pierre à l'édification du droit pharmaceutique par le procédé doctrinal : libre interprétation des textes, libre recherche scientifique.

Mais la science des juristes ne construira pas seule le droit nouveau de la profession pharmaceutique : il lui faudra le concours des intéressés; ce sera affaire de coopération entre juristes et pharmaciens; à ceux-ci d'informer ceux-là.

Une foule de courants se dessinent, qui tendent à bouleverser les assises traditionnelles de la profession pharmaceutique en notre pays. Des voix très autorisées préconisent, par exemple, le système de répartition légale des officines.

« Que nous a valu, s'écrie-t-on, le libre exercice? La concurrence mercantile, une crise de confiance, et, conséquence logique, l'avilissement du produit pharmaceutique rationnel, au profit des formes charlatanesques. Ajoutons-y que le pharmacien français..., de ce fait, use son activité à se débattre avec les chausse-trappes habituelles au trafiquant banal, et en est réduit à aban-

donner son rôle traditionnel d'homme de science utilement vulgarisateur... » (1).

La pharmacie, érigée en service social, serait donc un progrès évident sur le libre exercice, instauré chez nous il y a plus de cent vingt ans.

La comparaison des deux systèmes — libre exercice et réglementation, autorisation préalable notamment — a été rendue plus facile quand, après la guerre, les départements d'Alsace et de Lorraine ont repris leur place dans notre territoire national; la législation pharmaceutique y avait subi cette évolution vers le « service social organisé », et la répartition des officines, « justifiée avant tout par les besoins du public », y était chose accomplie.

Le régime français allait-il s'aligner à celui que gardaient l'Alsace et la Lorraine, comme un vestige de l'occupation allemande, ou contraindrait-on l'Alsace et la Lorraine à adopter un système que beaucoup jugent suranné?

Le problème n'a pas encore reçu de solution (2).

Il est incontestable cependant que la répartition rationnelle des officines sur notre territoire serait éminemment préférable aux « boutiques individuelles semées, comme une poussière, dans les villes et les campagnes de France, au libre gré des tenanciers et à leurs seuls risques... » (3).

---

(1) Extrait du *Bulletin pharmaceutique de l'Est*, juillet 1924, p. 231 et s.

(2) Sur le régime de la pharmacie en Alsace et en Lorraine, voir un article paru dans le *Bulletin pharm. de l'Est*; juillet 1924, p. 231 et s.

(3) Il nous est particulièrement agréable de citer ici l'opinion que M. E. COLLARD, l'actif secrétaire de l'A. G. des Syndicats pharmaceutiques de France nous a très aimablement fournie sur cette importante question. M. COLLARD, qui connaît en maître les

C'est peut-être vrai; ce qui est certain, c'est que la mise en application de ces suggestions souffrirait bien des difficultés; bornons-nous à en signaler quelques-unes. Le pharmacien, nommé par le Gouvernement, deviendra un officier public; pourra-t-il refuser ses services? Le projet Vincent, par exemple (art. 14 § 3) envisage un certain périmètre pour chaque officine (la pharmacie est interdite dans un rayon de quatre kilomètres autour de chaque officine); de nombreuses difficultés surgiront en cas de modification de ce périmètre, de suppression d'officine, d'augmentation du nombre des officines autorisées dans une région lorsque la population de celle-ci s'accroît, lorsque l'industrie se développe, etc...

Le problème ne peut être résolu qu'à la condition de prévoir dans tout projet de modification de multiples hypothèses (1).

En tous cas, tant que la pharmacie demeure un commerce, et en attendant qu'elle se transforme en service social, nous croyons qu'il est expédient de maintenir la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance. Comme le dit M. Renard (2), elle écarte tout à la fois la pharmacie du courant de concentration des affaires et des capitaux et la rapproche des professions libérales, comme le barreau.

Peut-être l'avenir est-il dans la dissociation de la pharmacie en deux branches : la pharmacie en gros, qui irait s'abandonnant au mouvement économique gé-

---

difficultés avec lesquelles sont aux prises les pharmaciens, est fermement partisan d'un régime de réglementation et de répartition assez poussé.

(1) Cf. sur tous ces points, G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 87, note 1.

(2) Cf. G. RENARD, *Le Droit de la prof. pharm.*, p. 59, note 1.

néral, et la pharmacie de détail, que nous verrions évoluer vers une réglementation légale corporative, mieux en rapport avec le caractère scientifique et le rôle social de la profession; c'est pour cette dernière seule qu'on pourra envisager l'établissement d'un régime inspiré de l'exemple alsacien-lorrain.

Pareille bifurcation est envisagée dans les projets les plus récents déposés au Parlement touchant l'exercice de la pharmacie (1).

Le régime français est nettement original; il n'a pas d'analogue dans les législations étrangères. Le principe de l'indivisibilité en reste une des pièces importantes. Nous devons nous en accommoder, pour la sauvegarde de la santé publique, et nous le pouvons, à la condition de l'interpréter comme une « directive » très flexible et en usant de son extrême plasticité pour l'adapter à l'infinie variété des situations que révèle l'expérience.

Nous ne nous dissimulons pas qu'en cela nous faisons large la part de l'empirisme, mais l'empirisme qui nous inspire n'est jamais que la revanche de la raison des règles du droit sur leur formule, et les règles de droit ne valent point par leur formule, mais par leur raison. Cet empirisme pourrait être beaucoup plus scientifique que la rigueur déductive, et le bon sens un critère juridique plus sûr que certaines intransigeances dialectiques.

\*\*\*

Cette conclusion nous fait revenir au principe d'interprétation dont ce travail a été l'application à un point particulier de législation pharmaceutique.

Ce que M. Al. Sanhoury appelle la méthode du stan-

---

(1) Cf. le projet VINCENT, précité, articles 3 et 20.

dard ou le critère de rationalité, ce que nous venons d'appeler après lui la méthode de la directive, est peut-être une chose moins neuve qu'il ne semblerait au premier abord : la formule, en vérité, est plus nouvelle que l'idée qu'elle exprime.

De tous temps, on s'est rendu compte qu'il y a des lois dont l'application brutale se heurte à des difficultés insurmontables (1); et l'on s'est efforcé de découvrir des manières d'interprétation propres à les accommoder aux exigences des situations qu'elles doivent régir; toute l'œuvre de méthodologie du Doyen Fr. Gény, et principalement son grand ouvrage *Méthode d'Interprétation et Sources en droit privé positif*, n'est que l'expression de cette préoccupation.

Et en remontant bien plus haut encore, on les retrouverait dans les ouvrages des vieux scolastiques : on les y trouverait même sous deux modes : ceux du xvr<sup>e</sup> siècle ont une tendance à faire prévaloir dans l'interprétation de la loi le point de vue de la *volonté du législateur* sur le point de vue de l'*objet* de ses prescriptions; et c'est dans l'analyse des intentions du législateur qu'ils ont cru pouvoir découvrir des raisons d'atténuer la rigueur de ses prescriptions : de là la distinction célèbre des *lois morales* et des *lois purement pénales*, ces dernières constituant des lois de seconde classe, dans l'intention même du législateur qui les a portées, et devant souffrir par conséquent une interprétation beaucoup moins rigide que les premières (2).

(1) Indépendamment des ouvrages de M. J. BONNECASE, on trouvera une étude intéressante de ce renouveau dans le discours prononcé par M. A. CLOQUET, le 4 décembre 1926, à la séance solennelle de rentrée de la conférence française du *Jeune Barreau*, de Gand, (sous le titre « Les Méthodes d'Interprétation du Droit », Gand, imp. Hussein, 1927).

(2) Sur tous ces points, cf. un article du professeur A. JANNSSEN,

En revanche, la scolastique antérieure, et notamment celle du XIII<sup>e</sup> siècle, semblait attacher plus d'importance, dans l'interprétation de la loi, à l'*objet* qu'à la *volonté du législateur* et en concluait à une gradation de la valeur des textes législatifs d'après leur importance pour le bien commun; c'est en se plaçant sous cet angle qu'un interprète moderne de la pensée thomiste écrivait (1) naguère : « L'importance et le mérite des lois se mesurent... sur la proportion entre le bien particulier que la loi va réaliser et le bien commun de l'ordre social. » (2)

---

« De lege mere pœnali, Monographiæ juridicæ », ex ephemeride *Jus pontificium excæptæ*, Romæ, 1925, transposition en latin de l'article : « Les lois pénales, notion, possibilité... » paru dans la *Nouvelle Revue Théologique*, t. 50, 1923, p. 113 à 124, 232 à 243 et 292 à 303.

(1) CASTELEIN, *Droit naturel*, p. 844, cité par G. RENARD, *Le Droit, l'Ordre, la Raison*, p. 143.

(2) Il est bien vrai que St Thomas a écrit : « *Finis legis seu præcepti non cadit sub præcepto...* » (Ia IIæ, q. 100; a. 9 et 10), d'où le professeur A. JANNSEN, dans l'ouvrage précité, de conclure : « *Ad finem legis non obligat legislator, sed ad observationem legis sufficit materialiter facere id ad quod lex obligat... Melius sane agit subditus si simul finem legis formaliter intendat et promoveat, sed in præsentia non est quæstio de eo quod melius aut perfectius, sed de eo quod est debitum, de delineando limite obligationis.* » (A. JANNSEN, loc. cit., p. 14.)

Ce serait passer les bornes de ce travail que de rechercher si le professeur A. JANNSEN traduit bien la pensée de l'Aquinote, et ce n'est pas notre affaire. Si l'on suppose la question résolue par l'affirmative, les conclusions à en tirer sont : qu'en certaines parties de son œuvre, St Thomas a été influencé par le droit romain : la théorie romaine de la loi fut d'abord *formaliste*, puis *volontariste*; elle ne s'éleva jamais à « l'idéalisme » : *quod principi placuit...*; en second lieu, que la pensée juridique a évolué depuis le XIII<sup>e</sup> siècle et qu'elle s'est développée justement sous le mode de la théorie du standard et du critère de rationalité, dans le sens même de la définition de la loi donnée par St Thomas : *quædam ordinatio rationis ad bonum commune et ab eo, qui curam communitalis habet, promulgata* (Ia IIæ, q. 90; a. 4) : la *rationalité de la loi* avant la *volonté du législateur*; sa rationalité, sa conformité au bien commun; le bien commun, la finalité de toute loi, *finem legis*.

Bref, le bien commun d'une société déterminée constitue une *idée* que les lois ont pour *but* de servir en bon ordre, chacune à son rang; les lois doivent s'interpréter d'après la position qu'elles occupent par rapport à cette *idée* : *critère de rationalité*.

Et même, entre ces deux écoles, il serait tout à fait exagéré d'établir une antinomie irréductible : les partisans mêmes de la théorie des *lois dites purement pénales* sont loin de reconnaître à la *volonté du législateur* une autonomie absolue quant à la détermination de la valeur obligatoire de ses prescriptions : ils exigent que cette volonté s'exerce d'une façon raisonnable, c'est-à-dire en tenant compte de l'importance proportionnelle des matières qu'ils régissent et des règles qu'ils établissent (1).

La doctrine, dont nous faisons état, c'est que l'interprétation de la loi doit s'inspirer non pas seulement de la *volonté du législateur*, mais encore, et nous osons dire d'abord, de l'*idée* que le législateur s'est proposé de mettre en œuvre. Elle doit par conséquent évoluer en s'adaptant continuellement aux exigences du milieu social en vue de la réalisation progressive de l'*idée* poursuivie. Tantôt cette interprétation aboutit à alléger la charge de la loi, tantôt à l'aggraver (2); mais, qu'elle

---

(1) Ce point est nettement spécifié dans les articles précités de M. A. JANNSEN. Cf. notamment p. 11 et s. du texte latin.

(2) C'est manifestement pour alléger la charge imposée par certaines lois aux particuliers que divers auteurs scolastiques ont exploité la parole ci-dessus rappelée de St Thomas, estimant que c'était moins demander aux particuliers si on les dispensait de poursuivre la *fin de la loi* et si l'on se contentait d'obéir à la *volonté du législateur*. C'est en effet dans la *volonté du législateur* qu'ils ont cru trouver le principe d'une distinction entre diverses classes de lois dont les dernières ne comporteraient qu'une obligation légère. Or, l'étude à laquelle nous venons de nous livrer prouve qu'il est des cas où c'est à s'attacher à la fin de la loi

l'allège ou qu'elle l'aggrave, il n'y va pas du profit à en tirer par l'interprète pour le service d'une cause qu'il souhaite de faire triompher; il n'y va que de la recherche sincère de la vérité juridique : la vérité est dans l'idée qu'a pu vouloir le législateur; la volonté humaine n'est jamais que la servante des idées justes et conformes au bien public.

---

(ou de la règle jurisprudentielle en tenant lieu) que l'on allège l'obligation des particuliers; il est difficile de trouver de la volonté exprimée par les arrêts de la Cour de Cassation un principe de discrimination entre les applications possibles de la règle de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance; c'est au contraire en nous tournant du côté objectif (*la fin de la loi*) que nous avons trouvé le germe des distinctions nécessaires et le principe de l'allègement à apporter dans l'intérêt du commerce pharmaceutique à la formule autoritaire de la jurisprudence de la Cour Suprême.

---

Nancy, le 7 Mai 1927.

*Le président de la thèse,*

G. RENARD.

Nancy, le 8 Mai 1927.

*Le Doyen,*

L. MICHON.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 9 Mai 1927.

*Le Recteur de l'Académie,*

CH. ADAM,

*Membre de l'Institut.*

## TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

---

### *Revue juridique :*

|                     |                                     |
|---------------------|-------------------------------------|
| D.                  | Dalloz.                             |
| G. P.               | Gazette du Palais.                  |
| Gaz. Trib.          | Gazette des Tribunaux.              |
| J. S.               | Journal des Sociétés.               |
| J. Trib. Com.       | Journal des Tribunaux de Commerce.  |
| Rev. Soc.           | Revue des Sociétés.                 |
| Rev. trim. dr. civ. | Revue trimestrielle de droit civil. |
| S.                  | Sirey.                              |

### *Revue pharmaceutique :*

|                          |                                                                            |
|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| Bull. Ass. Gén.          | Bulletin de l'Association Générale des Syndicats de Pharmaciens de France. |
| Bull. pharm. de l'Est.   | Bull. pharmaceutique de l'Est.                                             |
| Bull. pharm. du Sud-Est. | Bulletin de Pharmacie du Sud-Est.                                          |
| Gaz. des pharm.          | Gazette des Pharmacies.                                                    |
| Rép. pharm.              | Répertoire de Pharmacie.                                                   |
| Union pharm.             | Union pharmaceutique.                                                      |

---

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                       | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                                    | 5     |
| PREMIÈRE PARTIE                                                       |       |
| Explication historique et rationnelle du principe de l'indivisibilité |       |
| CHAPITRE PREMIER. — LA RÈGLE DEVANT L'HISTOIRE.....                   | 15    |
| <i>Section I. — Aperçu sur la législation pharmaceutique....</i>      | 15    |
| <i>Section II. — Etude de l'ancienne jurisprudence.....</i>           | 19    |
| Observation préliminaire: gérances illusoires et fictives .....       | 20    |
| La jurisprudence: décisions typiques.....                             | 21    |
| La déclaration de 1777 est-elle abrogée?.....                         | 29    |
| CHAPITRE II. — FORMATION DU PRINCIPE DE L'INDIVISIBILITÉ.             |       |
| SON ENTRÉE EN JURISPRUDENCE. SON MAINTIEN DEPUIS LORS.                | 35    |
| L'arrêt Ratel .....                                                   | 36    |
| L'arrêt Raspail .....                                                 | 38    |
| Quelques décisions depuis lors.....                                   | 39    |
| CHAPITRE III. — EXPLICATION RATIONNELLE DE LA RÈGLE. SON              |       |
| CARACTÈRE. SON FONDEMENT.....                                         | 45    |
| 1° <i>Théorie générale du STANDARD.....</i>                           | 48    |
| 2° <i>Ses applications générales.....</i>                             | 51    |
| A) En droit anglais.....                                              | 51    |
| B) En droit français.....                                             | 52    |
| a) Droit administratif .....                                          | 53    |
| b) Droit civil .....                                                  | 54    |

|                                                          | Pages |
|----------------------------------------------------------|-------|
| 3° Ses applications à la législation pharmaceutique..... | 55    |
| A) Les spécialités .....                                 | 56    |
| B) Le principe de l'indivisibilité.....                  | 58    |
| a) Considération des textes.....                         | 58    |
| b) Des raisons qui l'ont inspiré.....                    | 60    |
| Quelques catégories nouvelles.....                       | 61    |

## DEUXIÈME PARTIE

### Applications pratiques de la règle de l'indivisibilité

#### TITRE PREMIER

|                                                                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Etude générale de ces applications .....</b>                                                              | 67  |
| CHAPITRE PREMIER. — LES APPLICATIONS DU PRINCIPE.....                                                        | 71  |
| <i>Section I. — Des conventions relatives à l'acquisition des officines; les cessions de pharmacies.....</i> | 72  |
| Article premier. — Cession à un non diplômé.....                                                             | 72  |
| Article II. — Cession à un étudiant en pharmacie..                                                           | 74  |
| Article III. — Vente d'officine avec modalité.....                                                           | 79  |
| A) Du terme .....                                                                                            | 80  |
| B) De la condition.....                                                                                      | 81  |
| Sa rétroactivité .....                                                                                       | 82  |
| C) De la promesse de vente.....                                                                              | 84  |
| D) Du droit de priorité.....                                                                                 | 85  |
| Article IV. — Cession consentie par un non diplômé à un diplômé.....                                         | 85  |
| <i>Section II. — Des conventions relatives à l'exploitation des officines .....</i>                          | 88  |
| Article premier. — Cas où le pharmacien joue le rôle d'accipiens (Louage de choses; prêt à usage).           | 89  |
| Article II. — Cas où le pharmacien délègue son officine (Louage de services).....                            | 94. |

|                                                                                         | Pages      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <i>Section III. — Remplacement et cumul.....</i>                                        | 97         |
| Article premier. — L'absence du pharmacien.....                                         | 98         |
| Article II. — Du cumul d'officines.....                                                 | 102        |
| Article III. — Du cumul d'une autre profession<br>avec celle de pharmacien.....         | 106        |
| <b>CHAPITRE II. — LES EXCEPTIONS AU PRINCIPE.....</b>                                   | <b>113</b> |
| <i>Section I. — La veuve et les héritiers du pharmacien.....</i>                        | <i>113</i> |
| <i>Section II. — Les pharmacies des hospices et hôpitaux... ..</i>                      | <i>116</i> |
| <i>Appendice. — Sanctions de la règle de l'indivisibilité.....</i>                      | <i>119</i> |
| I. Sanctions pénales ou policières.....                                                 | 119        |
| Nature de l'infraction; délit contraventionnel.....                                     | 120        |
| Fermeture de l'officine.....                                                            | 120        |
| II. Sanctions civiles .....                                                             | 123        |
| Dommages-intérêts .....                                                                 | 123        |
| Nullité du contrat.....                                                                 | 124        |
| <b>TITRE II</b>                                                                         |            |
| <b>Etude spéciale de quelques applications pratiques ....</b>                           | <b>129</b> |
| <b>CHAPITRE PREMIER. — LE CONTRAT DE MARIAGE DU PHARMACIEN... ..</b>                    | <b>131</b> |
| <i>Section I. — Choix du régime; son exécution.....</i>                                 | <i>131</i> |
| 1° La séparation de biens.....                                                          | 132        |
| 2° Les régimes de communauté.....                                                       | 134        |
| 3° Le régime dotal.....                                                                 | 141        |
| 4° Le régime sans communauté.....                                                       | 143        |
| <i>Section II. — Dissolution de l'union conjugale.....</i>                              | <i>144</i> |
| 1° Cas de séparation de biens.....                                                      | 144        |
| 2° Cas de communauté.....                                                               | 145        |
| <b>CHAPITRE II. — LA FAILLITE DU PHARMACIEN.....</b>                                    | <b>149</b> |
| 1° Le jugement déclaratif de faillite. Le jugement de liqui-<br>dation judiciaire ..... | 150        |
| 2° Le règlement de la faillite. Vente de l'officine.....                                | 153        |

|                                                                  | Pages |
|------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE III. — LES SOCIÉTÉS EN MATIÈRE DE PHARMACIE.....        | 157   |
| <i>Section I. — Les types de société du Code de Commerce..</i>   | 162   |
| Article premier. — La société anonyme.....                       | 162   |
| Article II. — La société en nom collectif.....                   | 164   |
| Article III. — La société en commandite.....                     | 168   |
| <i>Section II. — Des sociétés à responsabilité limitée.....</i>  | 172   |
| <i>Section III. — Pharmacies mutualistes et coopératives....</i> | 182   |
| <i>Appendice. — Observations générales.....</i>                  | 188   |
| CONCLUSION .....                                                 | 193   |

---

---

NANCY - SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES

---





